

Travail de paix en temps de pandémie

Editeurs : Christiane Kayser et Flaubert Djateng



Construire la Paix



Service Civil Pour la Paix (SCP) /
BfdW – Mano River Region, RD Congo
et Cameroun

Construire la Paix

Brot für die Welt (BfdW) (Pain pour le Monde)

Ziviler Friedensdienst (Service civil pour la paix)

Financé par le BMZ (Bundesministerium für
Wirtschaftliche Zusammenarbeit – Ministère Allemand
pour la Coopération Economique)

Travail de paix en temps de pandémie

Brot für die Welt

Brot für die Welt (BfdW) (Pain pour le Monde)

Financé par le BMZ (Bundesministerium für
Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung –
Ministère Allemand pour la Coopération Economique)



Ziviler Friedensdienst
Service civil pour la paix

Tous droits réservés pour tous pays

1^{ère} édition, novembre 2020

Copyright © 2020 by SCP/BfdW,

Bafoussam, Berlin

Editeurs : Christiane Kayser et Flaubert Djateng

Traduction vers le français : Delphine Cartier

Photo couverture devant : Dynamique Mondial de Jeunesse (DMJ)

Production et conception : Eberhard Delius, Berlin

Mise en page : Reih's Satzstudio, Lohmar

Impression: Beltz Grafische Betriebe, Bad Langensalza

Imprimé en Allemagne

contact :

Flaubert Djateng : fdjateng9@gmail.com

www.peaceworkafrica.net

Sommaire

Introduction	7
<i>par Christiane Kayser et Flaubert Djateng</i>	
Peser les vies : De l'économie et du vivant	12
<i>Par Achille Mbembe</i>	
Appropriation locale des processus de paix dans les pays africains à l'époque de la Covid-19	25
<i>Par Tarila Marclint Ebiede</i>	
« Les pays du Nord ne connaissent pas l'Afrique »	32
<i>Par Souleymane Bachir Diagne</i>	
Promouvoir les approches communautaires contre la Covid-19 dans les bidonvilles et les campements informels des villes africaines	38
<i>Par Unyime Eyo</i>	
Effets à long terme de la Covid-19 et leurs incidences sur la construction de la paix	43
<i>Par Fabian Hanschen</i>	
Covid-19 : La résilience des populations africaines	52
<i>Par Flaubert Djateng</i>	
Les partenaires sierra-léonais et libériens et leur expérience de la pandémie	57
<i>Par LCL-THRP, SLADEA, YMCA</i>	
Pandémie de Covid-19 : obstacles et opportunités pour la préservation de l'environnement	77
<i>Par Abdul K. Dumbuya & Sheku Kamara</i>	
Changer, s'adapter, sensibiliser	80
<i>L'engagement de SLADEA en temps de Covid-19 Par Bamike Williams et Sigrid Schell-Straub</i>	

Essai sur les rumeurs concernant le coronavirus et leurs conséquences	90
<i>Par Ben Ali Sei</i>	
La difficulté d’informer en période de pandémie	99
<i>Par Mohindo Kamundu</i>	
La riposte contre la Covid-19 et son incidence sur le travail de paix	102
<i>Par Me Christian K. Sondirya, Me Jacques N. Birikunzira et Mr Darcy M. Sikwaya</i>	
La situation et le travail du RIO pendant la pandémie	114
<i>Par Murhega Mashanda</i>	
La Covid-19 dans un climat de conflits intercommunautaires dans la province du Sud-Kivu, en République Démocratique du Congo	128
<i>Par Innocent Nsengimana Kirayi</i>	
La Covid-19 et le journalisme pour la paix au Cameroun : un parcours d’obstacles	143
<i>Par Rosaline Akah Obah</i>	
Construire la paix en période de pandémie de Covid-19 @Cameroun	148
<i>Par pasteur Gustave Ebai</i>	
Covid-19 : de la décrépitude à la nouvelle vie	159
<i>Par Michel Fokou</i>	
Faits et méfaits quotidiens du coronavirus : le regard des jeunes	175
<i>Par Igor Tchouateun et Jacqueline Mouna Saapong</i>	
La gouvernance de crise à l’épreuve de la crise de gouvernance	183
<i>Par Arnaud Junior Tonga</i>	

Introduction

La pandémie de Covid-19 a changé nos vies et est loin d'être terminée. Il est plus que jamais nécessaire de poursuivre le travail pour la construction et la consolidation de la paix. Il y a beaucoup d'éléments pathogènes liés à cette pandémie. Des certitudes sont ébranlées, des façons de faire deviennent obsolètes, des portes se ferment, mais en même temps de nouvelles opportunités se présentent. Il semble évident que nous ne pouvons pas continuer comme avant, que ce soit en Europe, en Afrique, entre humains, et envers la nature qui nous permet de vivre sur cette terre. Le respect et la solidarité deviennent des nécessités pour notre survie. Un vrai défi pour les sociétés et les gouvernements. Nous constatons que plus les égoïsmes individualistes, emblèmes du néolibéralisme, triomphent, moins on arrive à s'en sortir. Plus il y a de confiance et de transparence entre les gouvernants et les gouvernés, entre les communautés et les individus, mieux les mesures nécessaires pour contrer le virus sont mises en œuvre et respectées. L'Afrique subsaharienne est loin d'être le théâtre de la catastrophe humanitaire annoncée en mars et avril 2020. Après l'Espagne et l'Italie, ce sont désormais les Etats-Unis et le Brésil qui mènent la danse macabre des morts en série. A l'exception de l'Afrique du Sud, les pays africains s'en tirent plutôt bien jusqu'ici. Ce qui ne veut pas dire que la pandémie les épargne. On voulait en savoir plus.

Nous avons donc demandé aux partenaires et professionnels de soutien du Service Civil pour la Paix (SCP) de partager leurs expériences de la situation, en leur posant les questions suivantes :

- ◆ Quelles situations vivez-vous suite à la pandémie de Covid-19 ? Quelles sont les répercussions sur le travail de paix ? Quelles opportunités ?

- ◆ Comment devons-nous modifier nos approches et notre travail dans cette situation ?
- ◆ La Covid-19 sera-t-elle plutôt un facteur de division ou y a-t-il des chances pour qu'elle conduise à une plus grande solidarité au sein de la population et entre les communautés ?
- ◆ Un déluge de préjugés : Comment la pandémie est-elle perçue en « Afrique » et dans les différents pays africains ? Quelles sont vos expériences vécues sur ce sujet ?
- ◆ Quelles sont les rumeurs autour de la pandémie et quelles en sont les répercussions ? Comment y réagissez-vous ?
- ◆ Le rôle des Etats : défaillances et opportunités.
- ◆ Le rôle de la société civile : défaillances et opportunités. Quelles alliances, quelles priorités ?
- ◆ La place des partenaires du Nord dans le travail de lutte contre les pandémies, quels objectifs communs avec les acteurs du sud, quelles différences d'intérêt ?

En Afrique comme ailleurs, la peur, les rumeurs et les préjugés jouent un rôle prépondérant dans cette situation de crise, nous avons donc choisi de mettre en introduction de cette publication des articles plus généraux sur la pandémie et ce qu'elle entraîne.

Dans « Peser les vies : de l'économie du vivant » l'historien et philosophe camerounais Achille Mbembe brosse un tableau des liens qui unissent toute vie sur cette planète, du droit à l'existence et à un avenir. Quelle est la place des humains dans l'ensemble du vivant ? La Covid-19 impose de faire des choix entre le système économique et la survie des êtres. L'économie du marché libre a longtemps primé, mais le vivant est incalculable, sans prix.

Le Nigérian Tarila Marclint Ebiede du Conflict Research Network West Africa nous parle de l'« Appropriation locale des processus de paix dans les pays africains à l'époque de la Covid-19 ». Pour lui, le cessez-le-feu réclamé par le Secrétaire Général des Nations Unies au début

de la pandémie ne peut être mis en œuvre de façon durable sans une valorisation des acteurs locaux qui sont des facteurs de paix essentiels.

Dans « Les pays du Nord ne connaissent pas l’Afrique », le philosophe sénégalais Souleymane Bachir Diagne pose son regard sur la crise mondiale ainsi que sur les inégalités et préjugés qu’elle met à nu. Il rappelle l’urgence de « décoloniser les imaginaires » pour penser le monde de maintenant comme celui d’après.

L’avocat nigérian Unyime Eyo se base sur les expériences dans les bidonvilles au Nigeria pour sa proposition de « Promouvoir les approches communautaires contre la Covid-19 dans les bidonvilles et les campements informels des villes africaines »

Fabian Hanschen de Pain pour le Monde jette un regard sur « Les effets à long terme de la Covid-19 et leurs incidences sur la construction de la paix ». Il plaide pour une plus forte interaction entre le travail de paix local et les mécanismes internationaux.

Flaubert Djateng du Zenü Network au Cameroun s’érige contre le mépris à l’encontre des pays africains, décrit les réactions des populations africaines face à la pandémie et traite de la médecine traditionnelle dans « La résilience des populations africaines ».

Dans la seconde partie, nos collègues de la **Mano River Region** partagent leurs expériences :

SLADEA, YMCA, Lutheran Church in Liberia, trois partenaires de la Sierra Leone et du Liberia, répondent à nos questions.

Les collègues de la Conservation Society of Sierra Leone (CSSL) parlent des difficultés et des opportunités pour le travail en faveur de l’écologie pendant la pandémie.

La Sierra Leone Adult Education Association (SLADEA) raconte ses expériences de travail avec la population.

Le Sierra Leone Opportunities Investment Center (SLOIC) décrit les rumeurs qui circulent à propos du virus et leurs effets.

Pour la République Démocratique du Congo :

Les journalistes du réseau de radios communautaires CORACON expliquent les difficultés du travail d'information en période de pandémie.

Les avocats de la Communauté Baptiste en Afrique Centrale (CBCA) partagent leurs expériences de travail pour les droits de l'homme dans le cadre de la lutte contre le virus.

Les collègues du Réseau d'Innovation Organisationnel (RIO) racontent leurs expériences et les difficultés pour travailler en situation de pandémie.

Le responsable de l'ONG APDIK livre une étude sur la Covid-19 au Sud Kivu dans un climat de conflits intercommunautaires.

Pour le Cameroun :

La responsable du réseau des radios communautaires CCMN partage les difficultés du journalisme de paix en situation de pandémie.

Un autre fondateur du CCMN explique de façon plus large les problèmes que pose le virus pour le travail de paix au Cameroun.

Et enfin trois articles de l'ONG Dynamique Mondiale de la Jeunesse (DMJ) présentent leurs expériences de travail avec les jeunes au Cameroun :

- ◆ Covid-19 : de la décrépitude à la nouvelle vie
- ◆ Faits et méfaits quotidiens du coronavirus : le regard des jeunes
- ◆ La gouvernance de crise à l'épreuve de la crise de gouvernance.

Nous avons reçu un nombre impressionnant d'articles pour la publication. La diversité des expériences et des analyses est riche. Vu les nombreuses incertitudes sur la nature exacte et les effets du virus, nous sommes particulièrement fiers du travail capital mené par les organisa-

tions locales contre les rumeurs et les accusations fantaisistes. C'est une base essentielle pour le travail de paix. La Covid-19 a rappelé l'importance de travailler ensemble pour des questions d'intérêt général, vos expériences démontrent la force du travail en réseau pour la construction de la paix.

Nous sommes très reconnaissants à tous les contributeurs et espérons que l'échange d'expériences va soutenir le travail des uns et des autres.

Vos réactions et commentaires sont les bienvenus.

*Christiane Kayser**
*Flaubert Djabateng***
Septembre 2020

* Depuis 1984, Christiane Kayser participe activement à divers projets d'aide en Afrique de l'Ouest et du Centre. Ces projets ont renforcé les structures locales et ils ont établi des liens entre les communautés, les régions et les pays.

** Flaubert Djabateng est né au Cameroun et il milite aussi bien au sein de la société civile de son propre pays qu'auprès de nombreuses organisations humanitaires d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Peser les vies : De l'économie et du vivant¹

Par Achille Mbembe*

Qu'il soit ou non le résultat d'un acte intentionnel ou qu'il relève entièrement du hasard, la Covid-19 aura confirmé un certain nombre d'intuitions que beaucoup n'auront eu cesse de répéter au cours du dernier demi-siècle, souvent sans pouvoir être entendu.

La première concerne le statut et la position de l'espèce humaine dans le vaste univers. En effet, nous ne sommes ni les seuls habitants de la Terre, ni placés au-dessus des autres êtres.

Nous sommes horizontalement traversés par des interactions fondamentales avec les microbes, les virus, les forces végétales, minérales et organiques. Nous sommes composés en partie de ces autres êtres. Mais ils nous décomposent et nous recomposent aussi. Ils nous font et nous défont, à commencer par nos corps, nos habitats et nos manières d'exister.

Ce faisant, ils ne révèlent pas seulement à quel point la structure et le contenu des civilisations humaines reposent sur des fondations à la fois complexes et éminemment fragiles. C'est aussi le vivant lui-même, dans son anarchie et dans toutes ses formes, qui est vulnérable, à commencer par les corps qui l'abritent, le souffle qui le répand, et toutes les subsistances sans lesquelles il finit par s'étioler.

¹ Achille Mbembe est l'auteur de *Brutalisme* (Paris, La Découverte, 2020).

* Philosophe, essayiste, professeur d'université, politologue et historien. Il vit en Afrique du Sud



Bessengue Douala. La passerelle (the small bridge) de Alioum Moussa.
Photo de Sandrine Dole, Wikimedia Commons.

Cette vulnérabilité de principe est le propre de l'espèce humaine. Mais elle est aussi partagée, à des degrés divers, par tout ce qui peuple cette planète que de puissantes forces menacent de rendre sinon inhabitable, du moins inhospitalière pour le plus grand nombre.

Une chaîne planétaire

Pour ceux et celles qui avaient tendance à l'oublier, l'épidémie aura également mis à nu la part de désordre, de violence et des iniquités qui structurent le monde.

En dépit des progrès accomplis ici et là, « la paix perpétuelle » que le philosophe allemand Immanuel Kant appelait de ses vœux demeure, pour beaucoup de peuples, un mirage. Aujourd'hui comme hier, la souveraineté et l'indépendance de maintes nations sont, *in fine*, protégées et garanties par le mécanisme de la guerre, c'est-à-dire la possibilité toujours déjà-là de verser du sang de façon disproportionnée. C'est ce que, pudiquement, l'on entend par « l'équilibre des puissances ».

Nous sommes en effet loin d'avoir établi un ordre international solidaire, doté d'une puissance organisée, qui transcenderait les souverainetés nationales. En même temps, le retour à des empires autarciques relève de l'illusion. Par contre, la technologie, les médias, la finance, bref une constellation de forces aussi bien physiques, naturelles qu'organiques et mécaniques sont en train de tisser des mailles et des fractures entre toutes les régions du monde.

Faisant fi des frontières étatiques ou, paradoxalement, en s'y appuyant, une *chaîne planétaire* fort différente des cartographies officielles est en train d'émerger et de se consolider.

Faite d'entrecroisements et d'interdépendances, elle n'est pas l'équivalent de la « mondialisation », du moins dans le sens que l'on donne à ce terme depuis la chute de l'Union Soviétique. Il s'agit plutôt d'un *Tout* éclaté, entrelacs de réseaux, de flux et de circuits qui se recomposent sans cesse à des vitesses variables et sur des échelles multiples.

Ce *Tout* est le résultat d'enchevêtrements divers, à commencer par les territoires humains et sauvages et leurs bordures respectives. Il dessine une *trame du monde* faite de multiples extrémités et d'une multitude de grands et petits noyaux. Aucun n'est à *part*. Tous servent, à un moment ou à un autre, de relais à la circulation rapide de toutes sortes de flux.

Certes, tout ne bouge pas au même rythme. Mais mobilité et vitesse régissent désormais l'existence planétaire sous ses multiples déclinaisons (terrestre, maritime, aérienne, satellitaire ou filaire).

En mouvement ne sont pas seulement les flux de capitaux. Les humains, les animaux, les pathogènes et les objets bougent aussi. La mobilité affecte par ailleurs toutes sortes de marchandises, de données ou d'informations.

Extraites ici, les matières premières font, là-bas, l'objet d'une première émondation. Plus loin, a lieu l'assemblage des composants. Mais aussi discontinues qu'elles puissent en avoir l'air, les filières souvent sont les mêmes, qui vont du concret le plus brut à l'abstraction la plus éthérée. Bref, émergent petit à petit des complexes planétaires dont le

propre est de varier les échelles et d'opérer en réseaux plus ou moins spatialement discontinus.

Il y a une part de chaos dans le mode d'apparition de ces chaînes. Faute d'être maîtrisée, leur développement risque d'accélérer les brutalités et de déboucher sur une crise irrémédiable des relations entre l'humanité, ses instruments, et le reste du vivant.

Le sang interdit

La Covid-19 aura, enfin, mis en relief l'un des tragiques soubassements de tout ordre politique, sans doute celui que nous sommes le plus enclins à oublier. Afin d'assurer la continuité de la communauté politique, quelles vies peuvent être sacrifiées? Par qui, à quel moment, pour quoi et dans quelles conditions?

Il n'existe en effet aucune communauté d'êtres humains qui ne repose, en son fondement, sur une conception ou une autre du « sang interdit », celui qui ne saurait être versé qu'à certaines conditions.

Qu'elle soit d'origine, de religion ou de race, toute communauté est en réalité faite non point de semblables, mais de dissemblables. L'interdit du sang a pour fonction de conjurer la division interne. Il permet d'éviter que les membres de la même communauté en arrivent à se tuer les uns les autres.

Au demeurant, les communautés humaines se distinguent les unes des autres par la manière dont, menacées dans leur existence, elles répondent à ce dilemme, à savoir, de qui sommes-nous autorisés à nous débarrasser afin que le cours de la vie ne s'arrête point, et que le plus grand nombre de vies soient épargnées? Est-il possible d'accomplir un tel sacrifice d'une manière qui ne débouche ni sur une aggravation des affrontements intérieurs, ni sur la dissolution du lien social et la destruction pure et simple de l'unité politique?

Dans un passé proche et à intervalles plus ou moins réguliers, épidémies et famines faisaient remonter ce dilemme au premier rang des décisions souveraines.



Performance d'Alioum Moussa lors du SUD Salon Urbain de Douala 2010. Photo de Sandrine Dole, Wikimedia Commons.

Les guerres en particulier étaient le prototype de ces événements historiques qui, pensait-on, exigeaient que certaines vies soient sacrifiées pour que d'autres puissent être protégées, voire s'épanouir.

Conflagrations dévastatrices, elles requéraient l'usage impitoyable de la force. Il s'agissait alors de donner la mort à des ennemis accusés

de mettre en danger l'existence de la communauté et sa continuité dans le temps.

Mais la guerre étant ce qu'elle est, c'est-à-dire un échange généralisé de la mort, qui se lançait à la poursuite d'un ennemi s'exposait, ce faisant, à la possibilité de tomber en retour sous les armes d'autrui.

A partir du XIXe siècle, c'est surtout par le biais de l'économie que s'effectue le comptage et le dénombrement, puis la *pesée des vies*, et par conséquent la redistribution des potentialités sacrificielles.

Karl Polanyi rappelle à ce propos que l'économie, et en particulier le commerce, n'a pas toujours été lié à la paix. Dans le passé, précise-t-il, « l'organisation du commerce avait été militaire et guerrière. C'était un auxiliaire du pirate, du corsaire, de la caravane armée, du chasseur et du trappeur, des marchands porteurs de l'épée, de la bourgeoisie urbaine en armes, des aventuriers et des explorateurs, des planteurs et des conquistadores, des chasseurs d'hommes et des trafiquants d'esclaves, et des armées coloniales des compagnies à charte » (*Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, 52).

De nos jours, la pesée des vies ne se fait pas en fonction de la part de dette, de justice et d'obligation morale que représente l'appartenance de chacun à la société. Elle s'effectue sur la base d'une série de calculs.

Ces calculs découlent d'une même foi et d'une même croyance. La société n'a plus d'autonomie en tant que telle. Elle est devenue un simple appendice du marché. Tel est désormais et le grand dogme, et le grand pari.

Selon ce pari, le gain et le profit tiré des échanges (ou parfois aussi de la conquête) prévalent en toutes circonstances sur tous les autres mobiles humains. Tout gain est le résultat de la vente d'une chose ou d'une autre. Les prix du marché gouvernent l'existence.

Davantage encore, chaque vie humaine est une probabilité, et le calcul des vies s'apparente au calcul des probabilités. Dans ce calcul, seul compte le réquisit d'effectivité. Au demeurant, la vie n'existe que si elle peut être dépensée, et c'est en acceptant de se délester de certaines vies que celle de la multitude peut être assurée.

Dans la mesure où l'Anthropocène signe notre entrée dans un nouvel âge viral et pathogène, la question de savoir quels corps risquent de contaminer la communauté et de quelles vies se déléster afin que celle de la multitude soit assurée risque, ce faisant, de devenir l'objet privilégié du politique dans un futur prévisible.

Néo-malthusianisme et droit au futur

Vu l'état dans lequel se trouve la Terre, des événements comparables à la Covid-19 risquent en effet de se répéter dans un futur relativement proche.

L'expansion de la monoculture, l'industrialisation des marchés de la viande, l'intensification des rapports entre l'espèce humaine et les autres espèces et la catastrophe climatique aidant, de nouvelles générations de pandémies apparaîtront bientôt.

Parce que chacun de ces événements renverra, en dernière instance, à la possibilité de notre destruction, il suscitera de grandes peurs accompagnées de bouffées d'irrationalité. Davantage encore, il posera, d'une manière aiguë, la question du *droit à l'existence* et du *droit à un futur*.

Or, de plus en plus, le droit à l'existence sera inséparable de son envers, dépister qui est porteur de germes de contamination, voire qui peut être éliminé afin que puisse survivre la multitude.

Que des décisions apparemment sanitaires finissent par menacer la survie des indésirables, tel est en effet le grand risque du moment que nous traversons. Ce risque est sous-jacent à la fois aux formes qu'emprunte désormais l'économie et aux nouvelles techniques de gouvernement rendues possibles par l'épidémie. Aussi nécessaires qu'elles soient, les technologies déployées dans le cadre de la crise actuelle n'éliminent pas en elles-mêmes ce danger. Au contraire, au nom de l'argument sanitaire, elles pourraient être facilement retournées contre tout être humain défini comme un risque biologique.

D'ores et déjà, nombre de fonctions régaliennes généralement remplies par les appareils d'Etat font l'objet d'externalisation. Elles sont de

plus en plus exercées par des méga-firmes et des entreprises technologiques privées, en pointe dans des domaines tels que l'intelligence artificielle, la science quantique, l'hypersonique et les techniques de localisation, de captage et de traçage.

Il s'ensuit nombre de questions pour l'heure sans réponses convaincantes. Si la réalité ne doit désormais plus être décrite et représentée que par des nombres et des codes abstraits, et si codes et nombres revêtent de plus en plus la dimension d'une cosmogonie, comment faire pour que la logique qui préside au décompte et à la pesée des vies ne se transforme pas en une logique éliminationniste et d'effacement? A l'âge du calcul sans frontières et s'agissant des nombres, a-t-on affaire à des certitudes rigides ou à des probabilités, et donc à des paris? Que veut dire la résistance immunitaire si mesurer le risque est la même chose que quantifier le hasard? A quoi reconnaît-on un Etat qui, au lieu de « défendre la société », se retourne contre sa population?

Dans plusieurs pays en effet, la décision de confiner la population a été prise au nom de la protection et du soin, dans le but d'éviter la contagion. A première vue, il s'agissait de sauver des vies et de n'en exposer aucune inutilement au sacrifice.

En réalité, il a bel et bien fallu payer, aussi bien en gros qu'en détail. Le gros des activités économiques a peut-être été ralenti, encore que de nombreux ateliers de misère ont continué de fonctionner. Entrepôts, centres de données, fermes industrielles, usines de transformation de la viande et autres dispositifs du capitalisme numérique sont restés ouverts. Tout ne s'est donc pas arrêté.

Beaucoup ont été réduits au chômage, ont perdu leur gagne-pain, voire leur vie tout court. Le Trésor public est déprimé. Une récession est annoncée. Des dettes internationales ont été contractées, et une partie du futur des générations à venir a été hypothéquée.

L'on sait que dans les régions les plus pauvres de la Terre, l'absence d'assurance et de prise en charge en cas de basculement temporaire ou prolongé dans le dénuement et la destitution est une donnée structurante des luttes quotidiennes pour la survie.

Ici, en temps ordinaire, l'égalité devant la mort est un mythe. Le droit à l'existence est sans contenu tant qu'il n'est pas associé à son corollaire, le droit de subsister.

Les subsistances, il faut sortir et, souvent, aller les chercher au loin, à des coûts chaque fois élevés (transports incertains, interminables marches à pied le long de la journée, permis et autorisations de toutes sortes). Il faut marcher, démarcher, négocier et marchander sans cesse, parfois migrer, et les arracher, s'il le faut, par des voies illégales.

Ravitaillement, approvisionnement et accès aux subsistances dépendent de la capacité de mouvement, de déplacement et de circulation. Ils dépendent aussi de la capacité de s'intégrer dans des réseaux sociaux de solidarité, de multiplier allégeances et appartenances, de convertir le provisoire en une ressource nécessaire à la permanence.

Sans la rencontre des corps, leur accumulation, leur proximité, le contact direct avec d'autres humains, voire l'entassement, la lutte quotidienne pour la survie est perdue d'avance.

Elle ne se gagne pas à l'isolement physique, mais au corps à corps. Dans ces conditions, l'immobilisation forcée ne s'apparente pas seulement à une condamnation. C'est aussi une manière d'exposer une partie importante de la population à d'énormes risques. En ses fractions les plus pauvres, celle-ci est placée sans filet dans une position telle qu'elle n'est prise en charge par personne, et en même temps elle n'est plus capable de se prendre elle-même en charge.

Sous le régime du confinement, les catégories les plus vulnérables de la population auront été confrontées à une alternative plus dramatique encore : obéir à l'injonction d'immobilisation, respecter la loi et mourir de faim, ou faire fi de la loi, sortir et courir le risque de contamination.

A l'heure du déconfinement, l'alternative n'est plus entre le virus et la faim, mais les dilemmes ne sont pas moins aigus.

Si l'on prend pour point de départ la perspective des forces du marché, le calcul est le suivant. Il faut, coûte que coûte, relancer l'économie, au besoin au prix de certaines vies.

Tous comptes faits, seul un pourcentage infime de l'ensemble de la population périra en conséquence de l'épidémie. Tôt ou tard, cette fraction de la population, au demeurant inactive ou inemployable, aurait inéluctablement été frappée, emportée dans le court terme par le virus ou d'autres facteurs de comorbidité.

Chercher à la maintenir à tout prix en vie ne coûte pas seulement cher à la société. La survie de cette fraction de la population se paiera, avance-t-on, en un nombre bien plus élevé de vies humaines. Parce que la ruine de l'économie entraînerait la dissolution de la société, un tel coût est insupportable. Il convient par conséquent de la laisser mourir tout de suite.

En effet, dans la perspective du marché libre, le droit à l'existence ou le droit de subsister relèvent purement et simplement de la spéculation et par conséquent des fluctuations du marché.

Tout comme les subsistances, la vie se gagne et nul ne la gagne sans rien faire. L'un des moyens de la gagner est de travailler pour un salaire. N'ont concrètement le droit de vivre que ceux qui y parviennent grâce à leur salaire, à leur emploi ou à leur travail. Le fait, cependant, est que le voudraient-ils, beaucoup, de nos jours, ne trouveraient pas d'emplois salariés. Le gagne-pain, il faut le composer dans l'aléa et l'incertain.



Situé au centre d'un rond-point à New Bell de Douala, La Colonne Pascale est constituée de pots en émail que les femmes utilisaient autrefois pour protéger la nourriture et les des boissons. Pascale Marthine Tayou, La Colonne Pascale, Douala, 2010. Réalisé pour le SUD Salon Urbain de Douala 2010/Photo de Lard Buurman avec l'aimable autorisation de doual'art/Wikimedia Commons.

Le temps de la décision

La Covid aura donc mis en relief différents types de dégradation humaine et sociale et différents types de sujétions économiques. A l'ère du capitalisme numérique, il ne suffit plus de mettre sa force de travail sur le marché pour qu'elle soit achetée. Le travail a encore une valeur marchande. Mais de travail salarié, il y en a de moins en moins pour tout le monde.

C'est notamment le cas dans ces régions du globe où le virus frappe des sociétés d'ores et déjà vulnérables, en voie de dislocation ou encore sous le joug de la tyrannie. Ici, le gouvernement par la négligence et l'abandon est la règle. C'est ici qu'ont lieu les expérimentations (y compris médicales) les plus brutales, à la croisée du vivant et du non-vivant. Ici, par ailleurs, l'économie de marché a tendance à fonctionner sur le mode de la dépense, du gaspillage et du désencombrement.

Le sacrifice, dans ce contexte, ne renvoie pas nécessairement à un meurtre gratuit. Mais il n'a, à la racine, à peu près rien de sacré. Il ne vise point à s'attacher les grâces de quelque divinité que ce soit.



Photo via Piqsels.

Il exige que l'on se fasse compter, que l'on procède à des décomptes, que l'on mesure, que l'on pèse des vies et que l'on se débarrasse de celles qui, apparemment, ne comptent point.

Aujourd'hui, ces politiques de désencombrement sont supposées s'inscrire dans l'ordre normal des choses, celles que l'on n'interroge plus tant elles vont de soi. La question, aujourd'hui, est de savoir quand viendra le moment de la décision.

Quand jugerons-nous enfin qu'un tel sacrifice est socialement insupportable? Quand reviendrons-nous à l'idée selon laquelle le vivant, c'est ce qui est sans prix. Parce que sans prix, le vivant relève fondamentalement de ce qui est au-delà de toute mesure. Il ne peut ni être compté, ni être pesé. Il est simplement incalculable.

juillet 2020

Appropriation locale des processus de paix dans les pays africains à l'époque de la Covid-19¹

*Par Tarila Marclint Ebiede**

Debating Ideas est une nouvelle section qui vise à refléter les valeurs et l'éthique éditoriale de la série de livres African Arguments, publiant des écrits engagés, souvent radicaux, savants, originaux et activistes du continent africain et au-delà. Il proposera des débats et des engagements, des contextes et des controverses, ainsi que des critiques et des réponses découlant des livres sur les arguments africains.

La Covid-19 est susceptible de perturber les processus de paix en cours, d'exacerber les conflits existants et de générer de nouveaux conflits, mais elle peut également offrir des opportunités de cessez-le-feu et d'accords de paix. Les mesures prises pour contenir la propagation du virus affectent malheureusement également la mobilité, des soldats et des artisans de la paix, qui auraient normalement pu faciliter ces processus. Pour maintenir la paix, nous devons trouver de nouvelles méthodes de travail, notamment grâce aux capacités nationales et locales de paix.

¹ Source : <https://africanarguments.org/2020/05/15/local-ownership-of-peace-processes-in-african-countries-in-times-of-covid-19/>

* Politologue et chercheur travaillant sur la construction durable de la paix en Afrique. Il est chercheur non-résident au Centre pour la démocratie et le développement (CDD), Abuja, Nigeria et co-fondateur du Conflict Research Network West Africa (CORN – Afrique de l'Ouest). Il est titulaire d'un doctorat en sciences sociales de la KU Leuven, en Belgique.



L'épidémie de Covid-19 a eu un impact fondamental sur la vie sociale, économique et politique de tous les pays du monde. L'une des préoccupations les plus graves est sans doute la manière dont la Covid-19 est susceptible d'affecter les conflits violents et les processus de paix en cours. La nature et le niveau de tout impact que la Covid-19 aura sur les conflits violents restent inconnus. La réponse populaire au virus complique actuellement les processus de paix en cours tout en ignorant les opportunités d'action collective qui s'appuient sur la résilience des communautés qui soutiennent les processus de paix.

Comment la Covid-19 affectera-t-elle les processus de paix en cours ?

Le secrétaire général de l'ONU a appelé à un cessez-le-feu unilatéral dans les conflits en cours. Il sera difficile de parvenir à un cessez-le-feu unilatéral dans toutes les zones touchées par des conflits violents, en particulier en Afrique. Cependant, cela ne doit pas décourager les

acteurs de rechercher la paix pendant cette période. L'appel du Secrétaire général au cessez-le-feu a reçu le soutien des défenseurs de la paix ainsi que de certaines parties à des conflits dans le monde, même en Afrique, y compris des groupes armés non étatiques. Le lien entre pandémies et conflits n'est pas linéaire. Dans le passé, l'écllosion d'épidémies telles qu'Ebola a créé des intersections avec des conflits existants, ce qui rendait difficiles des interventions de santé publique pour arrêter la propagation de la maladie. Cependant, les recherches montrent que les catastrophes telles que la Covid-19 offrent également des opportunités de paix dans les pays touchés par un conflit.

Le soutien international est entravé par des mesures pour contenir le virus

Les processus de paix actuels soutenus par la communauté internationale dans les pays touchés par un conflit et la Covid-19 sont conçus de manière à impliquer de multiples parties prenantes à l'intérieur et à l'extérieur des pays touchés par des conflits violents. Dans la plupart des cas, ces initiatives de consolidation de la paix, même lorsqu'elles sont décrites comme des initiatives locales, sont souvent guidées par des professionnels recrutés au niveau international par des ONGI, des agences donatrices et des sociétés de conseil. Les réponses des États à l'écllosion de la Covid-19 dans les pays touchés par un conflit en Afrique ont eu un impact sur le mouvement des professionnels internationaux travaillant dans le domaine de la consolidation de la paix. Actuellement, ces professionnels ne peuvent pas se rendre dans les zones touchées par les conflits. De même, les organisations internationales ont imposé des restrictions aux déplacements de leur personnel dans ces zones. La réponse par défaut pour la plupart des professionnels est de retourner dans leur pays d'origine.

Les capacités nationales et locales de paix sont limitées

Si les processus de consolidation de la paix peuvent être suspendus, les conflits ne l'ont pas été. Au Soudan du Sud, par exemple, les conflits communautaires persistent même lorsque les processus de paix nationaux ont pris de l'ampleur ces derniers temps. Les activités terroristes du groupe Boko Haram dans la région du lac Tchad persistent. Le groupe a été à l'offensive au milieu de la pandémie, tuant des soldats nigériens et tchadiens. Les rebelles en RD Congo continuent de se battre dans la brousse. Les groupes séparatistes au Cameroun restent en combat actif. Le risque d'escalade du conflit est encore plus élevé dans les zones rurales où les groupes armés non étatiques dominent.

Au niveau national, les restrictions qui limitent la circulation des personnes et les mesures de distanciation sociale ont empêché les gens de se rassembler. Ces mesures, bien que faisant partie de verrouillages partiels et complets mis en œuvre par les gouvernements nationaux à travers le continent et utiles pour endiguer la propagation du virus dans d'autres contextes, ont cependant tendance à supprimer les processus politiques tels que la consolidation de la paix qui nécessitent une interaction étroite entre les acteurs, en particulier dans le contexte africain.

Les extrémistes violents, les insurgés et les criminels organisés peuvent en profiter

Dans la consolidation de la paix, la cessation des hostilités ne se traduit pas nécessairement par la paix. La consolidation de la paix exige des efforts soutenus de réconciliation, de réintégration, de lutte contre l'impact et les causes des conflits. Ce processus nécessite souvent des réunions physiques, des tables rondes et des événements conçus pour rassembler les acteurs du conflit vers une paix durable. Le retrait des activités de consolidation de la paix pendant cette période laisse présager un grand danger pour les sociétés touchées par des conflits violents.

L'une des conséquences probables est que les groupes armés non étatiques saisiront l'opportunité d'étendre leurs frontières, s'apant ainsi les processus de paix en cours. Cela ouvre également la possibilité d'une mortalité accrue dans le contexte de conflits violents. Par conséquent, il est important que les parties prenantes adoptent des mécanismes qui soutiendront les efforts de consolidation de la paix dans les communautés touchées par les conflits violents pendant cette pandémie.

Donner aux acteurs locaux les moyens de soutenir les processus de consolidation de la paix

Les données actuelles suggèrent que les voyages internationaux seront limités dans un avenir prévisible. Cela changera fondamentalement la relation entre les acteurs internationaux et nationaux/locaux car la capacité des acteurs internationaux à être directement impliqués dans l'élaboration et la direction des processus de paix sera considérablement limitée. Ce scénario offre l'opportunité d'aller au-delà de la rhétorique et de la conception pour mettre en œuvre des processus de consolidation de la paix qui appartiennent réellement à ceux qui sont directement touchés par les conflits dans les communautés. Il s'agit d'une dimension importante qui est actuellement limitée dans la politique mondiale actuelle et les processus politiques de consolidation de la paix.

Face aux verrouillages nationaux, un moyen d'y parvenir est de passer par les autorités locale sexistantes, les acteurs communautaires de la paix et les comités de paix qui sont souvent communs à travers l'Afrique. Les acteurs locaux qui sont intégrés dans les communautés touchées par les conflits peuvent continuer à travailler sur le maintien des processus de paix même lorsque les artisans de la paix ne peuvent pas accéder à ces communautés face aux verrouillages et aux mouvements restreints. Dans les communautés où aucun cas de virus n'a été signalé, des réunions et des dialogues de consolidation de la paix peuvent toujours avoir lieu entre les acteurs tout en maintenant une distance physique importante et en prenant des précautions telles que le lavage des

mains, l'utilisation de désinfectants et de masques faciaux. Pour tout processus de paix, ce qui est important, c'est que les gens maintiennent la communication ouverte et soutenue même pendant la pandémie.

Les artisans de paix internationaux peuvent continuer à fournir un soutien à distance aux artisans de paix locaux qui sont intégrés dans les communautés. Une façon d'y parvenir est, premièrement, de maintenir le soutien financier et le flux de fonds pour faciliter les activités dans les communautés locales. Deuxièmement, les artisans de la paix internationaux peuvent fournir un mentorat et un renforcement des capacités à distance. Les artisans de la paix ont la capacité technologique de recevoir un encadrement dans les endroits les plus reculés touchés par les conflits en Afrique. Pour soutenir ce processus, du matériel de formation pertinent, des résultats de recherche et des connaissances existantes devraient être mis à la disposition des artisans de paix africains. Les artisans de paix internationaux doivent également rester disponibles pour réfléchir avec les artisans de paix locaux lorsque ces derniers rencontrent des difficultés dans leurs communautés.

Les artisans de paix locaux peuvent également soutenir les efforts visant à contenir la Covid-19

Les acteurs locaux peuvent également être mobilisés pour arrêter la propagation de la pandémie. Au lieu de suspendre leur travail, les artisans de paix locaux devraient être recrutés par des acteurs nationaux et internationaux pour impliquer les acteurs locaux du conflit dans les questions liées à la pandémie. Les artisans de paix locaux peuvent utiliser leur réseau existant et leurs connaissances des relations communautaires pour coordonner la réponse préventive à la pandémie dans leurs communautés. Ces ressources peuvent également être utilisées pour renforcer l'expertise des agents de santé publique dans les communautés locales.

Les acteurs locaux de la consolidation de la paix peuvent être porteurs de messages de sensibilisation de la santé publique et sauver ainsi

des communautés dont l'infrastructure sanitaire est limitée. Ceci est très important car les théories du complot sur le virus qui sont susceptibles de mettre des vies en danger se propagent dans ces régions. Les acteurs locaux peuvent être des canaux de communication d'informations fiables sur la Covid-19 pour les acteurs du conflit au niveau local. Les acteurs locaux impliqués dans la consolidation de la paix savent déjà comment traduire des messages complexes dans les langues locales. Cette compétence sera très pertinente dans la lutte contre la pandémie dans les communautés. Avec les bonnes informations, les acteurs locaux du conflit peuvent être persuadés d'accepter l'appel du Secrétaire général des Nations Unies pour un cessez-le-feu.

La pandémie de Covid-19 peut conduire à deux résultats clés dans les zones touchées par des conflits violents. D'un côté, cela peut aggraver les situations de conflit et saper les efforts de consolidation de la paix en cours. D'un autre côté, la pandémie pourrait créer les conditions nécessaires pour faire progresser les processus de consolidation de la paix dans les communautés locales. Les acteurs de la consolidation de la paix doivent s'engager avec les acteurs locaux pour atteindre le résultat souhaité. L'autonomisation des acteurs locaux soutiendra non seulement les processus de paix, mais contribuera également à la lutte contre la propagation de la Covid-19.

15 mai 2020

« Les pays du Nord ne connaissent pas l'Afrique »¹

*Par Souleymane Bachir Diagne**

Le philosophe sénégalais Souleymane Bachir Diagne pose son regard sur la crise mondiale ainsi que sur les inégalités et préjugés qu'elle met à nu. Il rappelle l'urgence de décoloniser les imaginaires pour penser le monde de maintenant comme d'après.

Pourquoi l'Afrique, qui déjoue les pronostics fatalistes en résistant relativement bien au virus jusqu'à présent, est-elle toujours évoquée sous un prisme catastrophiste? Pourquoi, dans les pays du Nord, ce sont les minorités, en particulier les Noirs et les pauvres, qui sont le plus durement frappées par la Covid-19 ?

Dans un entretien à Mediapart, le philosophe sénégalais Souleymane Bachir Diagne pose son regard sur la crise mondiale ainsi que sur les inégalités et préjugés qu'elle met à nu. Depuis New York où il vit et profite d'un congé sabbatique de l'université de Columbia pour terminer un ouvrage, l'auteur d'En quête d'Afrique(s), coécrit avec l'anthropologue Jean-Loup Amselle (Albin Michel, 2018), rappelle l'urgence de décoloniser les imaginaires pour penser le monde de maintenant comme celui d'après.

¹ Source : <https://rp221.com/2020/05/17/souleymane-bachir-diagne-les-pays-du-nord-ne-connaissent-pas-lafrique/>; <https://www.mediapart.fr/>

* Professeur de philosophie et d'études francophones à l'Université de Columbia et le directeur de l'Institut d'études africaines.

Depuis le début de la pandémie de Covid-19, l'Afrique n'est évoquée qu'à l'aune d'un présent et d'un futur horribles, comme si le continent était voué à ne connaître que catastrophes et hécatombes. Pourquoi ce regard sempiternellement alarmiste et négatif du Nord sur l'Afrique ?

Souleymane Bachir Diagne : La première grande raison à cela, c'est la force de l'habitude et la force du préjugé. Préjuger, c'est juger à l'avance. Dès lors qu'on juge à l'avance ce qu'est l'Afrique qu'on croit connaître, évidemment les mêmes images, les mêmes stéréotypes reviennent : que c'est nécessairement un continent pour lequel il faut avoir de la compassion, un continent enfoncé dans une pauvreté qu'on ne considère même plus comme conjoncturelle, le lieu de maladies. Ces images, qui sont anciennes, fonctionnent malheureusement encore dans l'inconscient de beaucoup.

Donc les épidémies sont souvent associées à l'Afrique. L'idée que l'effort africain, la capacité de réponse de l'Afrique ne comptent pour rien tient à la force du préjugé. D'où ces discours catastrophistes à l'arrivée de la Covid-19 : « Cela va être un désastre, un cataclysme incontrôlable. » Cela dit, les infrastructures sanitaires sont dans un état de sous-équipement qu'il ne faut pas nier. Si on compte en nombre de lits, de respirateurs, les États africains n'auraient pas été en mesure de supporter la même courbe de la pandémie qu'ont connue les pays européens ou les États-Unis.

Ces discours réducteurs m'inspirent une réflexion plus générale. Paradoxalement, alors qu'il y a eu la relation coloniale qui pourrait laisser penser qu'il y a une meilleure connaissance de l'Afrique, les pays du Nord ne connaissent pas l'Afrique. Beaucoup n'ont pas vu les progrès accomplis en Afrique ces dernières décennies. L'Afrique aujourd'hui, ce sont des classes moyennes, plus éduquées, qui se sont malgré tout développées et qui ont aussi un pouvoir d'achat.

Le pays qui s'en est rendu compte d'abord, c'est la lointaine Chine, qui est venue s'y installer et y investir massivement. En venant en Afrique, elle a ramené tout le monde, d'autres pays sont venus mais pour être en

compétition avec elle. En s'investissant en Afrique, la Chine a créé la rupture avec l'idée que n'étaient possibles avec le continent que les liens traditionnels dans la continuité coloniale ou des liens de compassion, dans une relation humanitaire.

Les origines de tant de préjugés sont-elles à chercher dans le passé colonial?

Toute la littérature coloniale – le fameux livre *Heart of Darkness* (Au cœur des ténèbres) de Joseph Conrad en est emblématique – représente l'Afrique comme le continent où sévissent toutes les maladies, des maladies mortelles pour les Européens, le lieu par excellence de l'infection. C'est ce regard colonial qui se traduit dans ces préjugés sous diverses formes à l'occasion de cette pandémie.

On a vu ces médecins chercheurs français de l'Inserm considérant sur un plateau de télévision que l'Afrique était un réservoir de populations disponibles pour des essais cliniques. L'Afrique est toujours réduite à sa démographie, avec la crainte que celle-ci n'aille se déverser sur l'Europe, opérant un grand remplacement. C'est la première obsession des prospectivistes à propos de l'Afrique.

C'est une Afrique évidemment totalement mythique qui ne correspond pas à l'Afrique d'aujourd'hui, qui a des problèmes bien réels, des infrastructures sous-développées inacceptables, mais qui est aussi une Afrique avec des alternances démocratiques, des États plus légitimes, qui ont su gérer la pandémie avec des moyens limités, une jeunesse qu'il faut mettre à l'école, à laquelle il faut donner de l'emploi mais qui est innovante. Autant d'atouts que le monde ne veut pas voir, souvent à cause du paravent des stéréotypes.

Comment rompre avec ce regard qui perdure à travers les âges, comment décoloniser les imaginaires?

Les imaginaires vont se décoloniser tout seul. On l'a vu avec les réactions suscitées après les propos de ces chercheurs. Il ne s'agit pas d'implorer le monde de regarder l'Afrique autrement. Il s'agit pour les Afri-

cains eux-mêmes d'imposer au monde que l'Afrique d'aujourd'hui est une Afrique qui croit en ses capacités, ses forces, avec laquelle on doit compter et qui tient son propre discours sur soi. L'Afrique doit cesser d'être l'objet du discours des autres pour se dire elle-même dans ce qu'elle est et l'avenir qu'elle s'ouvre.

Comment observez-vous cette pandémie à l'échelle du monde depuis New York, où vous vivez et êtes confiné depuis maintenant deux mois?

Aujourd'hui, les États-Unis sont parmi les plus touchés par l'épidémie au monde. L'État de New York où je suis est celui qui compte le plus de morts [*plus de 20 000 avec un confinement prolongé jusqu'au 28 mai – ndlr*]. Cette pandémie a un côté égalisateur : ce ne sont pas seulement les pays les plus mal lotis, ou les moins puissants ou les plus pauvres qui sont frappés, c'est tout le monde qui a été frappé. Le pays le plus puissant au monde a été obligé de marquer une pause, comme le reste de l'humanité. C'est un phénomène extraordinaire.

Pour quelqu'un comme moi, c'est aussi un moment privilégié pour étudier une réalité très importante : la valeur d'un bon gouvernement. Et je suis aux premières loges pour étudier cela dans l'État de New York. Nous sommes dans une époque du triomphe du capitalisme global où on a chanté à l'envi qu'il fallait le moins d'État possible, que la vraie gouvernance du monde devait être celle des marchés, le rôle des États étant réduit au minimum. Cette pandémie nous enseigne leur importance.

Dans une crise aussi importante, les populations elles-mêmes demandent que l'État devienne ce qu'il a à être : le protecteur des citoyens. On a vu en temps réel la capacité des gouvernements d'inspirer ou pas confiance, d'informer pleinement ou pas les citoyens afin qu'ils puissent adopter les comportements individuels et collectifs qui soient des réponses à la crise, ce qui n'allait pas de soi. L'État de New York aura donc été bien gouverné, de ce point de vue.

De Chicago à la Seine-Saint-Denis, la Covid-19 exacerbe les inégalités, notamment raciales. Pourquoi ce sont les minorités, en particulier les Noirs et les pauvres, qui sont le plus durement frappées par le virus?

Il est très important d'insister sur ce constat car des théories absolument fantaisistes circulaient et affirmaient que les Noirs étaient les mieux protégés de cette pandémie. Non seulement ce n'était pas vrai mais c'est tout le contraire. On savait que les inégalités sont très importantes dans notre monde et qu'elles se creusent, mais la pandémie a mis à nu ce qu'elles signifiaient vraiment.

Ce sont des inégalités devant la vie et la mort. Lorsque les questions vitales se posent, ce sont les plus pauvres qui paient le plus grand prix. Et ce sont donc les personnes racisées, comme on dit, qu'on retrouve plus nombreuses parmi les victimes, car ce sont elles qui souffrent le plus de la pauvreté. On ne peut pas nier les caractéristiques ethno-raciales de la pauvreté.

Qui plus est, les plus pauvres, et donc les racisés, sont les travailleurs essentiels. Quand on demande à tout le monde de se réfugier chez soi pour échapper à la maladie, on leur demande à eux de monter au front. Car ils font tourner les bus, les métros, les hôpitaux, les commerces, etc. Ils sont exposés deux fois : à cause des inégalités qui étaient déjà là et en se retrouvant en première ligne. Beaucoup souffrent d'ailleurs de comorbidités, car la pauvreté et les inégalités dégradent et précarisent la santé. La précarité fait boule de neige lorsqu'une pandémie comme la Covid-19 éclate. Il est impératif que les leçons soient tirées de cette pandémie et qu'on s'attaque à ces inégalités.

Contrairement aux pays anglo-saxons comme le Royaume-Uni ou les États-Unis, les statistiques dites ethniques sont interdites en France. C'est un frein pour appréhender les inégalités?

Il y a quelque chose de généreux dans l'idéal de ne voir que des citoyens et non des couleurs de peau. Mais il faut aussi pouvoir nommer les problèmes et en prendre, littéralement, la mesure, pour s'y attaquer. Et avoir un instrument d'évaluation de l'efficacité des mesures prises.

Le monde d'après qui vient est-il en mesure de tirer les leçons de ces inégalités?

Il serait absurde et stupide de revenir au monde d'avant. D'abord parce qu'il ne reviendra pas. Après la pause, on ne va pas redémarrer les moteurs et trouver l'économie au même stade. Une profonde crise socio-économique nous attend. Il faut prendre des mesures très importantes pour que la pauvreté et les inégalités soient combattues. Entre les nations et en leur sein.

Un monde qui aurait tiré les leçons de la pandémie, c'est un monde où la dette des pays pauvres sera effacée sans atermolement. Ce n'est pas de la compassion mais une mesure de sagesse. Si, ces dernières décennies, on a vu une Afrique émergente, il est temps de penser le vrai partenariat avec l'Afrique, une Afrique qui contribue à l'avancement économique de tout le monde : le préparer, c'est aider au redémarrage du continent en levant le fardeau de la dette.

L'économie, ce n'est pas seulement la compétition capitaliste, des taux de croissance, mais ce que l'on a appelé le développement humain, et je souligne le mot « humain ». Il faut reconstruire le monde sur cette base, non pas au sens humanitaire de la compassion mais bien au sens « humain », qui redonne son sens à l'humanité.

Que peut la philosophie en ces temps bouleversés?

Nous vivons une époque où il faut explorer philosophiquement les sagesse contenues dans toutes les régions du monde, dans tous les espaces où les humains pensent, réfléchissent à la vie, à la mort, à leur signification. Nous devons repenser beaucoup de choses, notamment notre lien à la nature. Cette pandémie révèle la crise écologique qui était déjà là, ces blessures que nous n'arrêtons pas d'infliger à la nature.

Il faut réfléchir à ce que signifie inscrire l'humain dans la nature, le replacer dans le vivant, et non pas, pour reprendre Descartes, le considérer comme un maître et possesseur de la nature qui s'arroge le droit de la transformer en ressources naturelles. Il est important ainsi de décoloniser nos esprits y compris sur ce terrain-là.

Promouvoir les approches communautaires contre la Covid-19 dans les bidonvilles et les campements informels des villes africaines

Par Unyime Eyo*

Plusieurs mois après le début d'une pandémie mondiale, le nouveau coronavirus nous a permis de partager des leçons et des réflexions. Pour les pays du Sud, en particulier ceux d'Afrique, il a mis en lumière les déficits du système de santé et les inégalités en matière d'accès à un logement décent, principales préoccupations pour la plupart des populations précaires pendant cette crise de santé publique.

Dans la plupart des agglomérations africaines, les bidonvilles et les campements informels sont le résultat d'une inégalité d'accès au logement, totalement inabordable pour les populations à faibles revenus. Avec l'accélération de l'exode rural due aux contraintes économiques, à la migration forcée et à la recherche de meilleures perspectives, les gens se contentent souvent des logements de fortune disponibles en ville.

Comme on dit, une fois que vous avez un toit, vous pouvez survivre. Mais vivre dans un bidonville ou autre campement informel d'une ville, particulièrement aujourd'hui, a un prix. Dans tout le continent, les habitants des bidonvilles doivent déjà faire face à des défis permanents tels que vivre sous la menace d'expulsion du fait de la gentrification, voire être expulsé, accéder aux services de base (c'est-à-dire à l'eau

* Unyime Eyo, avocat nigérian, travaille actuellement pour *Justice and Empowerment Initiatives* à Lagos, au Nigeria. Cette association est une ONG de soutien à la Fédération nigériane des bidonvilles et de l'habitat informel.

potable, à l'approvisionnement en énergie, aux soins de santé primaires, etc.) et supporter la politique urbaine inégalitaire qui ne prend pas en compte leurs besoins croissants.

Malgré ces difficultés, les résidents de ces communautés ont, au fil des ans, mis en place des systèmes qui les aident à maintenir leurs moyens de subsistance. Cela se fait en grande partie grâce à un processus de planification participative pour le développement communautaire. Par exemple, au Nigeria, la fédération nigériane des bidonvilles et de l'habitat informel (un mouvement populaire des habitants précaires de Lagos) coordonne des groupes communautaires d'épargnants, établit leur profil, les dénombre afin de générer les données nécessaires à la planification de leur développement et à l'amélioration des bidonvilles.

De même, au Kenya, la *Muugano wa wanavijiji* (fédération kenyane des habitants des bidonvilles) se penche sur l'amélioration et l'intégration des bidonvilles dans le tissu urbain. À Muugano, la fédération anime également un système d'épargne communautaire dans le cadre duquel les membres de la communauté épargnent collectivement pour les périodes de vaches maigres et ne comptent pas sur une aide extérieure pour les soutenir. Ces exemples courants de la vie quotidienne ont démontré par le passé l'indépendance, l'ingéniosité et l'innovation des communautés des bidonvilles. Dès lors, la question se pose de savoir à quel point ces qualités peuvent être exploitées lors d'une crise de santé publique? Les communautés des bidonvilles et des campements informels peuvent facilement utiliser leurs propres façons de faire pour gérer la pandémie de Covid-19.

Les mesures et les interventions Covid-19 dans les pays africains devraient être conçues de manière à utiliser des approches et stratégies préventives multiples qui tiennent compte de la population locale et non une seule réponse centrale ou nationale standard, principalement dirigée par les gouvernements centraux de chaque État africain. Avec une population estimée à plus de 26 millions d'habitants, les tests médicaux et les soins pour les patients atteints de Covid-19 à Lagos

sont généralement effectués dans des centres de santé et des hôpitaux publics désignés par le gouvernement.

Les centres d'isolement sont généralement installés dans des zones inaccessibles aux habitants des bidonvilles. Malgré sa très nombreuse population, Lagos ne compte que huit centres d'isolement d'une capacité de 547 lits en mai 2020. Autant dire que l'apparition d'un foyer épidémique dans un bidonville risquerait de saturer le système de santé de toutes les agglomérations africaines. C'est pourquoi les communautés des bidonvilles et des campements informels doivent être préparées pour gérer de façon autonome cette crise sanitaire. Parmi les mesures qui peuvent être mises en place, on peut citer :

Recrutement et formation d'agents de santé bénévoles locaux

Recruter et former localement des agents de santé bénévoles sur les connaissances, la science, les évolutions et les formes possibles du virus est une bonne démarche. Ces volontaires pourraient, à leur tour, être des travailleurs de première ligne ou des éducateurs de santé communautaires qui sensibilisent leurs communautés au virus. Il va sans dire que ces programmes de sensibilisation doivent tenir compte de toutes les différences entre les langues autochtones africaines. Plus encore, le gouvernement et les associations populaires peuvent également apporter leur aide et leur soutien.

Mise en place de centres d'isolement

Comme les habitants des bidonvilles et des campements informels sont plus susceptibles de contracter le virus en raison de leur promiscuité, il est urgent de mettre en place des centres d'isolement dans ces communautés pour prendre en charge les patients atteints de Covid-19. Grâce à un système d'épargne efficace, les habitants des bidonvilles et leurs différentes associations ont la capacité de financer et d'ou-

vrir des centres d'isolement improvisés pour prendre en charge leurs patients atteints de Covid-19. L'aménagement de zones bien espacées prévues à cet effet, ainsi qu'une équipe sanitaire locale opérationnelle, sont quelques-unes des façons de se préparer.

Mise en place de stations de lavage des mains

Comme le recommande l'Organisation mondiale de la Santé, le lavage régulier des mains est un moyen de se protéger contre la Covid-19. Malgré les difficultés d'accès à l'eau potable, les jeunes des communautés des bidonvilles comme Mathare au Kenya ont mis en place des stations de lavage des mains pour les habitants afin d'encourager la pratique de ce geste barrière. Ces incitations devraient être reproduites dans d'autres communautés à travers l'Afrique.

Combattre les mythes et la désinformation sur la Covid-19 par une sensibilisation accrue

A cause de l'illettrisme, certains habitants des communautés des bidonvilles doutent encore de l'existence de ce terrible virus. Au-delà du fait de vivre dans l'ignorance, les mythes et la désinformation qui circulent au sein de ces communautés représentent un énorme obstacle pour faire face à la maladie. Tous les membres de ces communautés doivent se mobiliser pour combattre les mythes et la désinformation par une meilleure sensibilisation face au virus. La campagne de sensibilisation pourrait prévoir la distribution de dépliants contenant des informations sur les mesures préventives, la production locale de masques, la diffusion à la radio de spots d'information, en anglais, en français, et en langues africaines.

Pour les agglomérations d'Afrique, les approches en matière de gestion de la Covid-19 ne doivent pas être rigides, au contraire elles doivent être flexibles afin de mettre en place des solutions adaptées aux réalités des populations précaires. Pour les communautés des bidonvilles et des

quartiers informels, une approche basée sur la connaissance est essentielle dans la lutte contre la Covid-19 et doit être encouragée. Pour finir, alors que l'on conseille à ces communautés de se préparer, il est temps que les gouvernements africains donnent la priorité aux droits fondamentaux de la personne à savoir l'accès à l'eau potable, aux soins de santé, à l'assainissement et à un logement décent dans ces bidonvilles et campements informels. .

Effets à long terme de la Covid-19 et leurs incidences sur la construction de la paix

*Par Fabian Hanschen**

Neuf mois après le début de la pandémie de la Covid-19, les analyses de la manière dont le virus et les réponses politiques à celui-ci affectent la consolidation de la paix (locale) sont aussi nombreuses que les défis auxquels les artisans de la paix et les militants de la société civile sont confrontés depuis la propagation du virus. Très souvent, des réponses efficaces sont apportées par des militants de la paix, des associations de terrain, des églises nationales et internationales et des organisations non gouvernementales, comme le montrent les expériences recueillies dans le cadre du programme du service civil pour la paix.¹ Des exemples impressionnants sont présentés dans cette publication. Toutefois, la Covid-19 aura des effets à long terme sur notre façon de travailler en tant que bâtisseurs de la paix, sur nos exigences et sur les approches stratégiques que nous adoptons. Cet article donne un aperçu de ces défis à long terme dans une perspective internationale, et développe des voies stratégiques possibles pour les acteurs de la consolidation de la paix et les demandes qui en découlent. Globalement, on peut identifier trois principaux types de défis : a) les effets économiques de la crise pour les États, les communautés et les artisans de la paix, b) les restrictions à long terme fondamentaux des droits de l'homme et c) La Covid-19 en tant qu'accélérateur de conflit. Tous les effets à long terme sont plus dangereux pour les personnes et les groupes margina-

¹ <https://peacelab.blog/2020/06/zivile-friedensarbeit-braucht-jetzt-starke-partnerschaften-solidaritaet-und-flexibilitaet> (en allemand) et <https://www.ziviler-friedensdienst.org/de/corona-pandemie>

* Responsable du service civil pour la paix à Pain pour le Monde

lisés qui souffrent déjà de la pauvreté, des conflits et de la négation de leurs droits.

Crise économique = Une crise qui affecte la consolidation de la paix ?

L'économie mondiale est durement touchée par la pandémie de Covid-19. Dans ses prévisions de juin 2020, la Banque mondiale prévoit un recul du PIB mondial de 5,2 %, soit la plus grave récession mondiale depuis des décennies.² Cela aura sans aucun doute des conséquences dramatiques, notamment pour les États dont les économies ne sont pas très résilientes et ceux qui sont déjà lourdement endettés – les deux allant souvent de pair. Cette situation aura de nombreuses conséquences pour la paix et pour les acteurs de la consolidation de la paix : Elle contient intrinsèquement le risque de nouveaux conflits ou d'exacerbation des crises en cours en raison de la pauvreté et du manque de perspectives, en particulier pour les jeunes. La lutte pour les ressources économiques rares va probablement s'intensifier.³ Le commissaire des Nations unies pour la paix et la sécurité, Smail Chergui, déclare que « (...) les mesures de confinement et de couvre-feu ont entraîné la perte d'emplois pour 85,5 % des Africains qui travaillent dans le secteur informel et qui dépendent de salaires quotidiens, ce qui augmente le risque d'insécurité alimentaire et de perte de moyens de subsistance sur tout le continent. En conséquence, de nombreux pays font état d'une augmentation de la criminalité et des violences basées sexospécifiques (GBV), en particulier dans les zones urbaines ».⁴

Compte tenu de ce ralentissement économique, il est probable que les États et les bailleurs de fonds internationaux se concentreront principalement sur leur propre population et sur la lutte contre la maladie

2 <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2020/06/08/the-global-economic-outlook-during-the-covid-19-pandemic-a-changed-world>

3 <https://www.brot-fuer-die-welt.de/blog/2020-frieden-und-sicherheit-im-zeichen-von-corona/>

4 <https://www.accord.org.za/analysis/peace-and-security-in-africa-amidst-covid-19/>

du coronavirus et ses implications immédiates pour la santé publique – les conséquences sociétales pourraient donc être mises de côté dans une certaine mesure. Selon une enquête menée auprès des organisations africaines partenaires de la Plateforme de la Société Civile pour la Consolidation de la Paix et le Renforcement de l'État, de nombreuses organisations craignent que le soutien financier ne soit déplacé du travail de paix vers la lutte contre les séquelles de la pandémie. Les spoilers et les acteurs du conflit peuvent exploiter la situation pour aggraver encore les conflits.⁵ Lors d'une table ronde en juin 2020, plusieurs artisans de la paix de différents pays africains ont souligné que la situation est particulièrement difficile pour les petites organisations locales de consolidation de la paix et de la société civile, car ce sont elles qui ont été le plus durement touchées financièrement par la crise, 80 % d'entre elles subissant déjà une réduction de leur financement.⁶ Cette préoccupation est particulièrement pertinente à long terme et prévaudra même après que la pandémie aura (espérons-le) été jugulée, car les conséquences économiques pour les États et, donc, pour les artisans de la paix seront désastreuses. Des contre-mesures doivent être prises par les États individuels mais aussi par la communauté internationale.

Une crise qui affecte les droits de droits de la personne

Depuis l'apparition du coronavirus, de nombreux États ont introduit des mesures sévères qui restreignent les droits fondamentaux de la personne. Nombre d'entre elles étaient nécessaires pour « aplatir la courbe » des infections et elles ont été largement approuvées par la population dans de nombreux pays. « Ces mesures doivent être fondées sur les principes de l'État de droit, être limitées dans le temps et faire l'objet d'un

5 https://www.frient.de/2020/corona-verschaerfung-bekanntere-probleme-investitionen-in-die-umsetzung-der-sdgs-lohnen-sich?no_cache=1

6 <https://www.conducivespace.org/hlpf-2020-side-event-on-impact-of-covid-19-on-local-peace-building/>

suivi permanent. Cependant, des rapports du monde entier indiquent que ces principes sont violés. La pandémie est utilisée pour restreindre consciemment les droits de la personne et la liberté de la société civile ».⁷ déclare Christine Meissler de Pain pour le Monde. Un domaine dans lequel ces restrictions deviennent les plus visibles et sont largement critiquées est la liberté de la presse. En Tanzanie, par exemple, plusieurs sociétés de radiodiffusion ainsi que certains journalistes ont été condamnés à des amendes ou se sont vu retirer leur licence en raison de leurs reportages sur la pandémie. Au Libéria, les journalistes rapportent que le gouvernement a invalidé les laissez-passer de presse et intimidé les journalistes qui ont fait des reportages critiques sur les réponses du gouvernement à la pandémie.⁸ Par ailleurs, la restriction de nombreux droits civiques et politiques pendant la propagation du virus est un phénomène mondial et ne peut être ramenée à un seul pays ou une seule région. La tendance générale, cependant, est que le risque de dérives augmente avec la faiblesse de l'État de droit dans l'État concerné.⁹

Sur le long terme, il faut tenir compte du fait que le coronavirus fournit aux responsables une raison convaincante pour réprimer les libertés civiles – une raison qui est largement acceptée et donc difficile à remettre en question. Cela place les personnes qui réclament leurs droits dans une position très difficile non seulement vis-à-vis de l'État, mais aussi vis-à-vis d'une grande partie de la population. Les militants peuvent être considérés comme des fauteurs de troubles, en particulier ceux qui sont très exposés et vulnérables. Une érosion de la confiance entre la société civile et les acteurs étatiques ou plutôt une intensification de ce phénomène déjà enclenché par le rétrécissement de l'espace humanitaire pourrait être un des effets à long terme de cette crise.

7 <https://www.brot-fuer-die-welt.de/blog/2020-shrinking-civil-society-space-in-zeiten-von-corona/>

8 <https://monitor.civicus.org/updates/2020/06/01/Covid-19-journalists-attacked-intimidated-while-official-threatens-media/>

9 https://www.frient.de/2020/corona-verschaerfung-bekanntere-probleme-investitionen-in-die-umsetzung-der-sdgs-lohnen-sich?no_cache=1

La Covid-19, un amplificateur des conflits et de la violence

Le 23 mars, le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a appelé à un cessez-le-feu mondial pour cause de pandémie de Covid-19, déclarant que « (...) le virus n'épargne aucune nationalité, communauté ou religion. Il attaque tout le monde, implacablement ».¹⁰ Cette déclaration ambitieuse a effectivement été suivie de négociations de cessez-le-feu, par exemple au Yémen et au Darfour, ainsi qu'au Cameroun ; des groupes armés ont, pendant une courte période, unilatéralement cessé les combats.¹¹ Malheureusement, ces succès à court terme et au niveau régional/local ne peuvent pas compenser les autres formes de violence qui montent en flèche à la suite de la pandémie et des situations de confinement dans de nombreux pays. Les chiffres et les rapports concernant la violence contre les femmes et les filles et la violence domestique ont notamment augmenté de façon spectaculaire à l'échelle mondiale, plus ou moins selon les pays. Selon Edward Mulbah, la violence sexuelle et sexiste représentait 5,5 % de toutes les formes de violence au Libéria pendant la période de confinement, ce qui montre clairement qu'il est très probable qu'il y ait un nombre élevé de cas non signalés.¹²

Dans le contexte d'un ralentissement économique mondial, les conflits et la violence qui en découlent sont susceptibles d'augmenter et de s'intensifier. Cela touchera particulièrement les régions et les personnes qui souffrent déjà de la faim et les économies avec d'un taux élevé de revenus informels. Les gens peuvent facilement devenir la proie de groupes armés qui promettent un revenu et donc une issue pour les personnes (souvent jeunes) dans le besoin. Un autre groupe dont la situation est exacerbée par la pandémie est celui des réfugiés : à une époque où les gouvernements ont du mal à prendre soin de leur propre popu-

10 <https://www.un.org/press/en/2020/sgsm20018.doc.htm>

11 <https://www.peacedirect.org/wp-content/uploads/2020/04/p4d-covid-19-report-v5.pdf>

12 <https://www.accord.org.za/analysis/covid-19-and-its-effects-on-peacebuilding-in-liberia/>

lation, les réfugiés sont souvent défavorisés et les personnes déplacées dans leur propre pays sont considérées avec encore plus de suspicion qu'auparavant. Oheneba Boateng affirme que « (...) les populations du Mali, du Nigeria, du Cameroun et de la République démocratique du Congo, qui abritent près de 10 millions de réfugiés, de personnes déplacées, de rapatriés et d'apatrides » sont les plus vulnérables.¹³

Réponses des artisans de la paix

Les artisans de la paix du monde entier ont prouvé leur capacité à adapter rapidement leurs programmes et leurs approches à ces défis. Dans le cadre du Service Civil pour la Paix, un certain nombre d'organisations religieuses et de la société civile ont pris en compte la nouvelle situation et ont réagi par exemple par des programmes contre la diffusion de fausses informations et de rumeurs sur le virus ou par le développement du soutien psycho-social en ligne pour les défenseurs des droits de l'homme, qui étaient soumis à une pression immense.¹⁴ En outre, ils se sont activement engagés dans des programmes d'aide aux malades et ont pris soin en particulier des groupes de la communauté qui étaient les plus vulnérables et qui risquaient d'être négligés par les programmes officiels parrainés par l'État. En ce sens, les artisans de la paix assurent souvent un rôle essentiel de sensibilisation et de réponse directe aux besoins des communautés et des groupes marginalisés dans un état d'urgence mondial, dans lequel les groupes les plus vulnérables sont souvent les premiers à être abandonnés.

13 <https://peacelab.blog/2020/06/more-than-money-how-to-address-covid-19-in-conflict-zones-in-africa>

14 <https://peacelab.blog/2020/06/realitycheck-4-providing-support-to-human-rights-defenders-in-mexico>

Pistes pour l'avenir – l'interaction entre la consolidation de la paix au niveau local et les mécanismes internationaux en temps de crise

L'une des implications les plus directes des défis mentionnés ci-dessus pour les acteurs de la consolidation de la paix est la réduction possible des financements et le manque de fonds adaptés à la situation dans les contextes locaux. C'est pourquoi, dès le début de la pandémie, les organisations et les réseaux de la société civile, comme le Service Civil pour la Paix en Allemagne, ont demandé le maintien du financement des acteurs de la consolidation de la paix et la possibilité d'ajuster avec souplesse les plans financiers, les dépenses et les délais de présentation des rapports. Cette demande n'est certainement pas nouvelle, mais elle gagne en pertinence dans un état d'urgence mondiale. Les artisans de la paix locaux et leurs partenaires internationaux devraient saisir l'occasion et considérer la situation comme une opportunité de trouver des solutions plus flexibles et un financement à plus long terme qui devrait être maintenu même après le passage du coronavirus. Comme le souligne le Conseil consultatif allemand auprès du gouvernement fédéral pour la prévention civile des crises et la consolidation de la paix, le financement public devrait prendre en compte les défis sexospécifiques que pose la pandémie de Covid-19 et « devrait promouvoir davantage de mesures visant à atteindre l'égalité des sexes et à protéger les personnes contre la violence sexuelle et sexiste ».¹⁵

Une deuxième conséquence directe et très concrète est la répression de la société civile dans le cadre des politiques « anti-corona », comme évoqué précédemment. Sans toucher aux mesures légitimes de lutte contre la propagation du virus, les artisans de la paix locaux et leurs partenaires internationaux devraient agir de concert en vue de la suppression des restrictions excessives imposées à la société civile. Dans une approche plus prospective, CIVICUS recommande aux gouverne-

¹⁵ <https://peacelab.blog/uploads/Englische-Stellungnahme.pdf>

ments de mieux considérer la société civile et sa contribution car c'est elle qui est en première ligne dans la lutte contre le virus.¹⁶ Les gouvernements internationaux doivent tendre la main aux organisations locales et être conscients que leurs programmes (de financement) contre la Covid-19 deviennent plus pertinents, significatifs et efficaces à mesure qu'ils coopèrent avec la société civile locale. Cela peut à son tour être utilisé pour renforcer la coopération mondiale et la mise en réseau des différents acteurs.

Troisièmement, les acteurs de la consolidation de la paix devrait profiter de la crise actuelle pour développer certains aspects de leur travail, comme le numérique. Il est évident que le travail que nous faisons repose sur le contact direct et l'établissement de la confiance par des échanges numériques ne peut se faire que dans une mesure limitée – surtout si l'infrastructure numérique est déficiente. Cependant, les jeunes, en tant que principaux acteurs du changement, utilisent déjà les moyens numériques comme principale source d'information et de communication au quotidien. Ainsi, le numérique permet d'être facilement en contact avec de nombreux jeunes et il peut être utilisé aussi bien par des personnes mal intentionnées que par des militants de la paix comme moyen de promouvoir leurs fins. Par exemple, *Peace Direct*, en collaboration avec d'autres partenaires, recommande globalement que les jeunes artisans de la paix devraient jouer un rôle crucial pour « façonner des sociétés plus résilientes à l'avenir ». ¹⁷ Ce sont eux qui peuvent jouer un rôle de premier plan dans le lien avec la communauté, la lutte contre le virus et la violence. Les jeunes qui ne sont pas encore actifs dans un mouvement peuvent s'engager dans la lutte contre la Covid-19 et ainsi (re)connecter avec leurs communautés.

16 <https://www.civicus.org/index.php/media-resources/news/4468-rebuilding-for-good>

17 <https://www.peacedirect.org/wp-content/uploads/2020/04/p4d-covid-19-report-v5.pdf>

Conclusion

« Ne laisser personne de côté » est le principe fondamental des objectifs de développement durable des Nations Unies et devrait également être le principe directeur dans la lutte contre la crise du coronavirus et ses conséquences. Les études effectuées jusqu'à présent, ainsi que témoignages des artisans de la paix, mettent clairement en évidence les menaces que le virus et les réponses inadéquates apportent à la paix et aux droits de l'homme, et en particulier aux groupes très vulnérables. Les défis auxquels la société civile est confrontée sont énormes et ne sont en aucun cas automatiquement « perçus ... comme des opportunités », comme certains tentent de le souligner. Toutefois, il est important de prendre le temps de réfléchir, d'analyser et d'ajuster les approches de la situation, ainsi que de construire des réseaux plus solides afin de réaliser des changements positifs potentiels qui dureront plus longtemps que le virus lui-même.

Covid-19 : la résilience des populations africaines

*Par Flaubert Djateng**

L'apparition de la Covid-19 sur le sol africain a suscité beaucoup de controverses et de questionnements. Au niveau européen, la plupart des médias se sont lancés dans des prédictions de scénarii catastrophes où chaque article ou reportage laissait dans l'esprit du lecteur des images d'amoncellement de corps sans vie à perte de vue dans tous les pays de l'Afrique « subsaharienne ». L'OMS, suiveur ou initiateur de cet état d'esprit, a conseillé de « se préparer au pire ». Se préparer sans toutefois dire exactement quoi faire en dehors des « mesures barrières » ressasés par tous à longueur de journée, très souvent après le point sur des statistiques alarmantes du désastre en cours en dehors des pays africains. A la télévision au journal du soir, on a vu les images des camions italiens chargés de dépouilles et des cercueils espagnols alignés, puis des vidéos des morgues aux Etats Unis avec des milliers de corps dans des sacs mortuaires ont circulé sur les réseaux sociaux, entretenant une peur qui a initié une psychose de fin du monde sur le continent africain.

Nos gouvernements, en face de systèmes de santé précaires tant au niveau de l'organisation que des infrastructures, ont tout d'abord paniqué, se contentant de répéter les mêmes stratégies entendues ou vues ailleurs, parfois dans l'improvisation ou la cacophonie. Les frontières qui en fait auraient dû être closes au plus vite en décembre 2019 ou au trop tard en janvier 2020, ne l'ont été qu'en mars 2020, quand les pays européens avaient fermé les leurs. Le virus était déjà sur le continent et on n'attendait plus que les ravages annoncés. Puis, comme dans

* Coordinateur du Zenu Network, Cameroun et consultant indépendant

tout processus mal préparé et mal engagé, les vicieux n'ont pas hésité à rechercher des profits personnels, partout on a vu naître des scandales de corruption engendrant de fait le « corona business ». La peur se niche dans l'esprit des citoyens, et en même temps, ceux qui ont la responsabilité d'apporter des réponses, ceux qui doivent rassurer, se transforment en voleurs. Scandaleux et décourageant !

On n'a donc initialement pas eu la tête à regarder de près, à réaliser ce qu'on commence à observer maintenant.

En effet, six mois plus tard, les journalistes et autres analystes continuent à rechercher une explication au fait que l'Afrique subsaharienne reste – à l'exception de l'Afrique du Sud – l'espace le moins touché par rapport au nombre relatif de personnes mortes à cause de cette pandémie. De nombreuses hypothèses circulent, des plus mimétiques aux plus fantaisistes. On a parlé de la jeunesse des populations africaines qui les protégerait du virus. Cependant, les infections parmi les jeunes augmentent dans les pays européens et dans les Amériques. Certains, se basant sur la faible fiabilité des statistiques, n'ont pas hésité à dire qu'on cachait les cadavres, ou encore que le système de santé était si bancal qu'il ne pouvait pas compter les morts en série qui existeraient dans les pays africains. C'est preuve d'une attitude méprisante ou au mieux d'une ignorance totale de nos pays. Car quiconque a vécu en Afrique sait que chaque mort déclenche des rites et des cérémonies, au Cameroun par exemple avec une durée minimale de deux semaines, où tout tourne autour de la dépouille mortuaire. Même après l'enterrement, il y a encore des cérémonies de deuil qui mobilisent la communauté et la famille du disparu. Les épidémies d'Ebola dans des pays comme la Sierra Leone et le Liberia ont bien démontré que les décès ne passent jamais inaperçus. On se demande pourquoi la plupart des journalistes et certains chercheurs européens ne se résignent pas à dépasser leurs préjugés et à observer la réalité. Pourquoi le quotidien des Africains n'est intéressant que s'il s'agit de chaos, de morts en série et de guerres? Des faits simples et évidents, restent invisibles.

Quelles ont donc été les réactions des Africains face à la pandémie?

Il faut d'abord saluer la réaction spontanée et responsable des citoyens, toutes couches et classes confondues. En dépit d'une certaine discipline observée concernant le port du masque, notamment dans les grands marchés, le lavage systématique des mains et du corps était de rigueur. Déjà qu'avec le climat tropical, les Africains en général prennent au moins un bain complet chaque jour, certains le matin avant d'aller au travail, les autres le soir avant de se coucher. Il arrive souvent que des personnes prennent deux bains par jour, le matin et le soir. Depuis le début de la pandémie, chacun prend au minimum deux bains complets par jour. Dans les villes, chaque ménage a sa procédure à l'entrée et à la sortie du domicile, impliquant parfois le soutien actif des plus jeunes. Combien de fois a-t-on entendu : « Tonton, il y a corona, on ne salue plus, il faut prendre le gel ». Les plus jeunes sont ceux qui exigent de se laver les mains ou d'utiliser le gel hydro-alcoolique.

L'arrivée de la Covid-19 avec ses indications inhabituelles – maladie transmissible par des personnes asymptomatiques, maladie sans médicamenteusement connu, absence de vaccin – ainsi que les mesures prises – fermetures des frontières, confinement, arrêt des activités des grandes entreprises, etc. – ont contribué à augmenter la peur et ont favorisé les rumeurs souvent nuisibles.

Devant cette peur, des réactions diverses ont été observées. En dehors des rumeurs folles et angoissantes circulant à la vitesse grand V et initiant des croyances malsaines, les populations ont réalisé qu'il faut dans tous les cas renforcer son immunité. Pour cela beaucoup de personnes ont eu recours aux remèdes des anciens et à la médecine traditionnelle.

En Afrique, la médecine dite traditionnelle est une pratique courante. De nombreux « docteurs » existent, manipulant des décoctions et autres potions fabriquées à base de plantes et conservées dans des récipients très souvent recyclés ayant servi au préalable pour les boissons, les conserves, les huiles, etc. C'est une médecine accessible à toutes les bourses. Elle est très souvent décriée par le système médical dit « moderne ». La flexibi-

lité dans le dosage, l'imprécision au niveau du diagnostic et de la durée des traitements sont les faiblesses que les détracteurs brandissent pour dénigrer cette médecine. La dimension paranormale mal comprise et le mystère qui entoure les fondements des déclarations de ces « docteurs » font de la médecine traditionnelle un système à part qui, peut paraître douteux. Pourtant il existe de nombreux témoignages de personnes qui après plusieurs échecs avec la médecine moderne, ont trouvé un traitement auprès de la médecine traditionnelle.

En réaction aux dangers de la pandémie, pratiquement tout le monde a ressorti sa recette de lutte contre la grippe pour renforcer son immunité. Les recettes dites de grand-mère ont fait l'objet d'une publicité de bouche à oreille, puis on a vu des produits comme le citron, le gingembre, le miel, l'oignon, etc. se raréfier et même leur prix augmenter sur le marché local. Les produits locaux pour la prévention du paludisme ont connu une hausse de leur consommation, le quinquilba et l'artémisia ont eu le vent en poupe ces derniers six mois. Le matin comme le soir, presque tout le monde avait une potion consommée par la famille pour prévenir la maladie.

Puis on a vu les « tradipraticiens », ces « docteurs » de la médecine traditionnelle se mobiliser pour proposer des solutions. Presque tous ont déclaré avoir une potion ou une infusion pour soigner la Covid-19. Le plus célèbre au Cameroun a été Mgr Samuel Kleda, Archevêque de Douala, prêtre jésuite fabriquant des médicaments à base de plantes médicinales. Ce dernier a produit un élixir qui soigne la Covid-19, un médicament qui a la faveur des populations, mais suscite les réserves du corps médical. En dépit de ces réserves, chaque jour de nombreux patients déclarés positifs à la Covid-19 et ayant consommé l'élixir de l'Archevêque sont guéris.

La médecine traditionnelle est donc apparue pour les populations comme le rempart face à la peur et face au virus. Les produits à base de plantes ont actuellement le vent en poupe dans les ménages au Cameroun.

On ne sait toujours pas exactement ce qui a évité à de nombreux pays africains les catastrophes annoncées et la pandémie est loin d'être vaincue. Cependant, on peut dire qu'une grande majorité des personnes et communautés africaines ont, en dépit des problèmes existentiels qu'ils affrontent tous les jours, spontanément développé des attitudes responsables. Il y a de l'espoir...

Les partenaires sierra-léonais et libériens et leur expérience de la pandémie

Par LCL-THRP, SLADEA, YMCA

Réponses à quelques questions sur la Covid-19 de :

- ◆ L'Église luthérienne du Liberia, programme de guérison des traumatismes et de réconciliation (LCL-THRP)
- ◆ L'association pour l'éducation des adultes en Sierra Leone (SLADEA)
- ◆ L'association des jeunes hommes chrétiens (YMCA) de Sierra Leone.

Quelles situations vivez-vous depuis la pandémie de Covid-19 ?

LCL-THRP

- ◆ Il est choquant et surprenant de constater, partout dans le monde, le manque d'informations, de connaissances et de contrôles sur une telle pandémie. En dépit de son expérience du virus mortel Ebola, le Liberia en tant que nation n'était toujours pas préparé à cela. Lorsque le premier cas de ce virus a été annoncé en mars 2020, nos établissements de santé étaient au bord de l'effondrement en raison du faible financement du gouvernement.
- ◆ L'épidémie de Covid-19 a été traumatisante pour les familles, en raison des mesures strictes mises en place par le gouvernement et les autorités sanitaires dans le but de freiner la propagation du virus.
- ◆ L'épidémie de Covid-19 a terriblement ralenti l'économie mondiale : les entreprises et le contexte économique général d'une nation comme le Liberia en souffrent beaucoup alors qu'ils sont encore sous le coup de la pandémie d'Ebola de 2015.

Depuis cette pandémie, de nombreux problèmes menacent la construction de la paix et l'insécurité s'est accrue.

Parmi ces problèmes, on peut citer :

- ◆ Des civils ont été battus et maltraités physiquement par les forces de sécurité pour des violations présumées des mesures de restriction. Dans la plupart des cas, ce n'était pas délibéré de la part des civils, ils sortent de chez eux souvent pour chercher de la nourriture ou de l'eau. Nous avons vu des forces de sécurité saisir par la force des réservoirs d'eau, fouetter les personnes et même les mettre en détention.
- ◆ La conséquence de cela est le développement, dans de nombreuses communautés, d'un fort ressentiment des civils à l'égard des forces de sécurité, et bien souvent, cela a entraîné de graves affrontements qui ont causé des blessures et des dommages corporels à des civils pacifiques et innocents.
- ◆ Les forces de sécurité se sont généralement comportées de manière non professionnelle usant abusivement de la force et créant un climat de peur et d'insécurité.
- ◆ L'état d'urgence, décrété pendant un an pour lutter contre le coronavirus, a mis en suspens l'État de droit et les droits de l'Homme. Ainsi, de nombreuses personnes ont été arrêtées et mises en détention sans procès rapide. Cela a généré de la colère, les gens nourrissant des rancunes les uns contre les autres et attendant une occasion de se venger.
- ◆ Des tensions politiques apparaissent également avec le parti d'opposition qui prétend que le gouvernement au pouvoir utilise l'état d'urgence pour réprimer ses membres, créant ainsi un climat d'appréhension et de peur parmi les citoyens.

- ◆ Un autre conflit lié la pandémie concerne les civils entre eux, par exemple lors de bousculades pour récupérer de l'eau. L'eau est devenue une denrée très rare, en particulier pendant les confinements, et les gens devaient aller en chercher malgré l'interdiction de sortir. Dans ces moments-là, de nombreuses querelles ont éclaté, aboutissant parfois à des rixes sanglantes.

YMCA

Notre institution connaît de grosses difficultés à cause de la Covid-19. Nous avons été obligés de fermer la plupart de nos activités rémunératrices, ce qui signifie moins de revenus pour faire fonctionner l'organisation, payer les salaires du personnel et couvrir les factures d'électricité. Nos activités telles que le gymnase, les auberges et le restaurant, d'habitude ouvertes au public pour générer des recettes, ont considérablement baissé.

Nous avons réagi rapidement. Le personnel n'a pas été licencié mais a dû être mis à temps partiel et nous avons également réduit les coûts opérationnels pour les 6 prochains mois.

Quelles sont les répercussions de la pandémie sur le travail de paix ?

LCL-THRP

Le travail de paix a été fortement ralenti par les mesures de confinement mises en place. Les trauma-thérapeutes, les conseillers psychosociaux et les conseillers pastoraux ne pouvaient pas communiquer avec leurs patients autant qu'ils le souhaitaient. Lorsque le confinement a été assoupli, les travailleurs de la paix ont utilisé tous les moyens disponibles pour aller à la rencontre d'une population très traumatisée, qui n'a quasiment plus de moyens de subsistance à cause de cette pandémie.

SLADEA

Il existe une profonde méfiance des citoyens en raison d'un manque de justice et d'équité : les forces de sécurité ont commis des atrocités ou violé les droits des personnes en toute impunité. Les gens pensent qu'il n'y aura jamais de sanctions prises contre un membre des forces de sécurité. Pour eux, la majorité des parties prenantes du pays, y compris les fonctionnaires et les ONG, soutiennent les actions des forces de sécurité.

Cette perte de confiance des citoyens affectera le travail de paix car de nombreuses personnes ont nourri des rancunes contre d'autres, notamment contre les forces de sécurité, et attendent une occasion de se venger. Ces personnes déterminées à se venger pourraient également ne pas vouloir écouter les messages de paix, compromettant alors le travail de paix.

YMCA

Les conséquences de la pandémie sur le travail de paix sont dévastatrices. Il existe des lois qui interdisent aux gens de se déplacer d'un endroit à l'autre ; il existe également des périodes de confinement pendant lesquelles les gens sont censés rester à l'intérieur près de 72 heures. Cela a entraîné beaucoup de souffrances et de conflits au sein des familles et des communautés.

La question de la déclaration des personnes malades ou infectées à l'équipe médicale en appelant les numéros d'urgence a été également une source de conflit au sein de la population et des communautés. D'autant plus quand les communautés ou les familles ont perdu des proches à cause de la pandémie.

Mais dans toute crise, il y a des opportunités sous-jacentes. La pandémie nous a donné l'occasion d'améliorer nos systèmes de santé. Elle a également donné l'occasion à notre institution d'améliorer son dispositif d'hygiène, mais surtout, elle a clairement envoyé un message au

monde entier, à savoir qu'il est nécessaire de travailler dans l'unité, car ce qui touche l'un peut également toucher l'autre.

Il s'agit de la philosophie Ubuntu qui dit « Je suis parce que tu es ».

Quelles nouvelles opportunités offre-t-elle ?

LCL-THRP

Les nouvelles opportunités offertes par cette épidémie de Covid-19 sont les suivantes :

- ◆ Les médias électroniques (stations de radio, etc.) se sont avérés efficaces pour atteindre les populations traumatisées ;
- ◆ Actuellement, des scientifiques et des professionnels de santé psychosociale sont à l'œuvre dans le monde entier pour découvrir de nouveaux vaccins ;
- ◆ La population est plus consciente de la nécessité d'une bonne hygiène personnelle.

SLADEA

Les citoyens ont pris conscience des conflits qui règnent dans le pays et cela constitue une opportunité pour le travail de paix en ce sens que plus les gens reconnaîtront le problème, plus ils trouveront des solutions.

Il y a également la prise de conscience que les conflits, le chaos et les catastrophes entraînent non seulement la perte de vies humaines, mais aussi des difficultés économiques et une stagnation de l'économie. C'est une opportunité pour le travail de paix car les citoyens vont s'efforcer de vivre en paix pour bénéficier de la croissance économique et d'un bon niveau de vie.

Les souffrances que les gens ont vécues ou dont ils ont été témoins lors des conflits constituent également une opportunité pour le travail de paix. Ceux qui ont souffert physiquement ne voudront pas être à

nouveau des victimes. Ceux qui ont été témoins des ravages du conflit et du chaos ne voudront pas également en souffrir à nouveau. C'est une opportunité pour la paix car tous vont coopérer avec les artisans de la paix pour négocier la paix et maintenir la stabilité dans le pays.

De quelle manière devons-nous modifier nos approches et nos méthodes de travail ?

LCL-THRP

Notre message doit être soutenu par des éléments concrets si nous voulons mener à bien le travail de paix dans les communautés, en particulier dans les communautés rurales. Le confinement ayant mis un coup d'arrêt aux activités agricoles, les communautés rurales cherchent à offrir à leur population d'autres moyens de gagner leur vie. Ainsi, lorsque nous commencerons à soutenir des projets de développement durable pour les populations, notre travail pour la paix auprès d'elles portera ses fruits.

SLADEA

Utiliser des structures de proximité telles que les associations locales, les leaders d'opinion, les groupes de femmes et les groupes de jeunes pour diffuser des messages de paix. Ces messages de soutien et de maintien de la paix seront beaucoup plus porteurs et crédibles auprès des gens, s'ils sont transmis par leurs propres frères et sœurs.

Créer des clubs de paix dans les quartiers et les écoles pour diffuser des messages de paix. Les clubs de paix des mères et ceux des jeunes du quartier devraient être formés à la médiation, à la gestion et à la résolution des conflits afin qu'ils puissent défendre le travail de paix dans leurs communautés respectives.

Utiliser des dépliants, des panneaux d'affichage, des prospectus et les médias pour diffuser des messages de paix.

Organiser régulièrement des rencontres et des échanges sur le thème de la paix, entre les tribunaux locaux (« court barrays ») et les maisons de quartier pour discuter des problèmes et des obstacles à la consolidation de la paix et proposer des solutions possibles.

Inclure la paix et l'éducation civique dans les programmes d'alphabétisation des adultes. Ainsi, les apprenants connaîtront mieux l'importance de la paix et pourront éventuellement transmettre le message aux autres membres de la famille, notamment à leurs enfants. Comme le dit le proverbe, la paix dans les foyers est la paix dans la communauté.

La Covid-19 est-elle uniquement un facteur de division ou peut-elle également conduire à une plus grande solidarité au sein de la population et entre les communautés ?

LCL-THRP

Oui, la COVID-19 est effectivement un facteur de division. Cependant, elle est aussi l'occasion de plus de solidarité au sein de la population et entre les communautés. On peut citer notamment :

- ◆ Les règles de distanciation sociale sont appliquées dans toutes les communautés ;
- ◆ Les découvertes sur de nouvelles pandémies/virus, actuels et à venir ;
- ◆ Les efforts pour contrôler la propagation du virus par le port du masque (nez et visage).

SLADEA

La Covid-19 a provoqué des divisions entre les communautés et entre les personnes. Les règles de distanciation sociale et le confinement qu'il soit national ou inter-quartier sont des facteurs évidents de division. Ces mesures ont créé une certaine méfiance, d'autant plus que leur violation est passible de sanctions allant de l'amende à l'emprisonnement.

Les gens étaient obligés de rester chez eux et même les traditionnelles visites entre voisins étaient interdites. Cela a affecté la vie de la communauté, traditionnellement basée sur le partage et les soins mutuels.

Pendant, on constate des manifestations de solidarité et de cohésion au sein de la population et des communautés, unies dans le même combat. Cela est évident dans la lutte contre la pandémie de coronavirus. Cette vertu peut être exploitée et consolidée pour renforcer la solidarité et la cohésion au sein de la population et des communautés.

Nos communautés ont également différents groupes coopératifs : des groupements agricoles, des groupes d'épargne, des groupes d'affaires et il y a même des groupes d'épargne et de prêt de village. Ces groupes peuvent également être de bons appuis pour favoriser la solidarité et consolider la paix.

YMCA

On peut être tenté de considérer la pandémie comme un facteur de division, mais pas uniquement. Elle peut être source de division car elle donne des raisons aux familles et aux membres de la communauté de se considérer comme des ennemis. En effet, pour sauver le reste de la famille et la communauté, les gens ont dû parfois dénoncer ou désigner les personnes malades aux équipes médicales. Les malades qui ont été signalées en veulent alors à ceux qui les ont dénoncées, d'où la division.

D'un autre côté, la pandémie a donné des raisons aux communautés et même au gouvernement et à ses opposants de travailler ensemble. C'est vrai, car les gens ont compris que pour lutter contre la pandémie, il faut un effort national. C'est ainsi que des institutions tant privées que publiques forment maintenant des consortiums pour lutter contre la pandémie, ce qui renforce la solidarité entre les personnes et même entre communautés. Les dirigeants des communautés locales et leurs membres ont mis en place des partenariats avec d'autres communautés pour mener des actions de sensibilisation. Voilà le type d'unité et de cohésion que la pandémie a engendré.

Des individus et des associations aident les communautés vulnérables en leur fournissant des denrées alimentaires pendant les périodes de confinement et ils ont également soutenu des centres médicaux. La lutte contre cette pandémie a fait l'objet d'une grande attention de la part des médias.

Un déluge de préjugés : comment la pandémie est-elle perçue en « Afrique » et dans les différents pays africains ?

LCL-THRP

Il existe une idée reçue, largement répandue parmi les Africains selon laquelle le virus touche exclusivement la race « blanche » (caucasienne). D'autres Africains pensent que les conditions climatiques de notre région empêchent la propagation du virus. D'autres encore nient la présence du virus dans certains pays africains, dont le Liberia.

SLADEA

Dans notre pays, la Sierra Leone, ainsi que dans d'autres pays africains, la présence de la maladie est largement niée, d'autant plus que le nombre de décès dus à la pandémie est faible et que les taux de guérison sont élevés.

Certains disent que la maladie n'existe pas dans notre pays ou en Afrique, tandis que d'autres disent que si elle existe effectivement en Afrique, c'est un virus qui a muté au point de ne plus être mortel.

Il y a aussi des mythes comme le fait que les Africains ont naturellement une forte résistance et que leur système immunitaire peut résister au virus. D'autres disent que le virus ne peut pas survivre dans le climat tropical et chaud de l'Afrique.

YMCA

Au début, de nombreuses personnes en Afrique pensaient que la pandémie allait rester en Europe et en Asie, se fondant sur l'idée que le virus ne pouvait pas survivre aux températures élevées d'Afrique. Certains pensaient également que la pandémie n'était qu'un jeu auquel quelques nations voulaient jouer pour amasser plus de richesses, réduisant par là-même la problématique de la pandémie à la question de la 5G.

Quelques-uns l'ont considérée d'un point de vue religieux, affirmant que le monde touchait à sa fin, comme annoncé par la Sainte Bible et le Coran. Ils croyaient même que c'était le plan du diable pour empêcher les activités religieuses de prospérer. Selon eux, cela explique que les gouvernements du monde entier ont interdit tous les rassemblements religieux.

Mais, en tant qu'institution, nous avons une vision différente. Nous savons que la pandémie est réelle, et très tôt, nous avons compris que ce n'était qu'une question de temps avant que notre nation enregistre des cas de Covid-19. Et c'est effectivement ce qui s'est passé. Nous avons immédiatement essayé de nous y préparer, nous avons mis en place un protocole sanitaire sur le lieu de travail et élaboré des plans d'évacuation au cas où l'un de nos employés serait contaminé. Nous avons également lancé des campagnes de sensibilisation et fourni de petits réservoirs d'eau à quelques communautés, en les reliant à Guma Valley, la société qui fournit l'eau à Freetown.

Quelles sont vos expériences vécues sur ce sujet ?

LCL-THRP

Les gens sont mal informés. Cette pandémie infecte et affecte toutes les races, quelle que soit leur situation géographique.

SLADEA

La plupart des communautés éloignées ou difficiles d'accès que nous sommes allés rencontrer n'observent pas les mesures de prévention du coronavirus, ne portent pas de masque et n'ont pas d'installation pour se laver les mains.

La plupart des personnes interrogées ont déclaré qu'elles ne connaissent la maladie qu'en raison des confinements et des couvre-feux imposés. Dans ces communautés, les gens vous diront que leur principale préoccupation et inquiétude est de savoir comment ils peuvent se nourrir et nourrir leur famille.

Quelles sont les principales rumeurs concernant la pandémie et quelles sont leurs conséquences ?
Comment y réagissez-vous ?

SLADEA

Les principales rumeurs

De nombreuses rumeurs circulent au sujet de la maladie, les plus courantes en Sierra Leone sont les suivantes :

- ◆ Les capitalistes européens veulent faire passer les communications mobiles au niveau 5G, et d'énormes sommes d'argent ont été versées aux dirigeants africains pour qu'ils acceptent cette nouvelle technologie. Il se dit que le virus a été apporté pour contraindre les gens à rester chez eux lors des confinements et permettre ainsi l'installation des câbles 5D,
- ◆ Les gros laboratoires pharmaceutiques ont fabriqué le virus dans le but de gagner beaucoup d'argent avec les vaccins qu'ils vont produire.
- ◆ La maladie est une arme biologique testée par les grandes puissances.

- ◆ Selon un courant de pensées religieuses, une prophétie avait annoncé la maladie depuis longtemps. Cette maladie est venue pour punir les personnes qui ne croient pas en dieu et celles qui commettent les mauvaises actions et les méchancetés dans le monde, ces dernières étant principalement en dehors de l’Afrique.

Les conséquences de ces rumeurs

L’une des principales conséquences de ces rumeurs est le niveau élevé de déni, qui a conduit les gens à traiter la maladie avec légèreté, favorisant ainsi la propagation du virus.

Les rumeurs ont également entraîné des décès qui auraient pu être évités puisque qu’ils n’étaient pas causés directement par la maladie. Une rumeur a circulé selon laquelle le gouvernement lançait dans une campagne de vaccination obligatoire avec un vaccin mortel. Les parents se sont précipités dans les écoles pour faire sortir leurs enfants et, dans la bousculade occasionnée, certaines personnes ont perdu la vie.

Comment réagissez-vous à cette situation ?

Nous avons réagi à cette situation en nous engageant dans l’éducation et la sensibilisation de la communauté, afin que les gens croient à l’existence et à la réalité de la maladie. Nous avons demandé à certains s’ils préféreraient continuer à nier l’existence de la maladie jusqu’à ce qu’ils meurent ou bien vivre pour raconter toute l’histoire de la pandémie. Ainsi, nous les avons encouragés à observer les mesures préventives pour ne pas être infectés ni infecter les autres. Nous leur avons même donné des masques gratuits pour qu’ils se protègent.

Nous leur avons également montré des vidéos sur la situation en Europe, en Amérique et dans d’autres pays durement touchés par la pandémie. Nous les avons encouragés à écouter les nouvelles à la radio pour obtenir des mises à jour de la situation dans ces parties du monde.

Les rumeurs disent que la pandémie n'existe pas en Afrique. Beaucoup pensent que les gouvernements africains souhaitent seulement obtenir des fonds internationaux. Beaucoup ont cité les nations européennes comme exemple, en précisant le taux de mortalité qu'elles connaissent, avec en plus de meilleures installations médicales, pourquoi le cas de l'Afrique serait-il différent ? De ce fait, beaucoup de gens ont douté de l'existence réelle du virus en Afrique.

Selon les dires, les gouvernements prétendent que des Africains meurent du virus alors qu'en réalité ils meurent de la malaria ou d'autres maladies. Il y a également une théorie du complot selon laquelle la Chine est responsable de la propagation du virus, et qu'elle a conspiré avec l'O.M.S. pour tromper le monde. Ils font référence à la déclaration initiale de l'Organisation mondiale de la santé selon laquelle le virus n'était pas un sujet de préoccupation pour le monde. La plupart des gens pensent que la Chine voulait utiliser le virus pour s'enrichir en fournissant également le vaccin, que le monde entier viendrait acheter. D'autres prétendent que le virus a un rapport avec la 5G, faisant courir la rumeur que Bill Gates et quelques autres milliardaires veulent connecter le système humain aux applications technologiques, afin de contrôler le monde.

A cause de toutes ces rumeurs, les gens doutent de la réalité du virus, d'où le fait qu'ils ne suivent pas les recommandations médicales. En tant qu'institution, nous continuons à sensibiliser les communautés, à leur dire que le virus est réel et qu'il n'a rien à voir avec toutes des rumeurs qui circulent. Nous les encourageons donc à suivre les conseils du ministère de la santé et à agir uniquement sur la base des informations fournies par le ministère de l'information.

Le rôle des gouvernements et des services de l'État : défaillances et opportunités ?

LCL-THRP

Le gouvernement a eu la volonté de juguler la propagation du virus. Les mesures sanitaires mises en place par le gouvernement n'ont pratiquement pas été respectées, en raison d'une crise économique intense.

Défaillances : Les forces de l'ordre du gouvernement ont été largement débordées par leur manque d'effectifs pour faire appliquer les ordonnances ; le plan de relance promis par le gouvernement n'a pas été mis en place ; les hôpitaux et les centres de santé du pays n'ont pas reçu de matériel sanitaire ni d'EPI.

SLADEA

Le gouvernement et les services de l'État ont joué un rôle très important et vital dans la lutte contre la pandémie. Le gouvernement dispose des ressources et des installations sanitaires nécessaires pour lutter contre la maladie. Il a créé un fonds dédié au coronavirus et a encouragé les gens ainsi que le secteur privé à faire des dons pour lutter contre la pandémie. Cela a été coordonné directement par le bureau du président. Le gouvernement a également instauré des mesures de restriction pour lutter contre la maladie et a encouragé les gens à respecter la réglementation.

Défaillances

Le gouvernement n'a pas su utiliser les initiatives et l'expertise des ONG ni celles des structures communautaires locales comme les guérisseurs traditionnels, pour compléter ses actions dans la lutte contre la pandémie. Au contraire de l'épidémie d'Ebola, où ces structures avaient été efficacement utilisées.

Un point faible majeur du gouvernement est son incapacité à sanctionner les membres des forces de sécurité qui ont violé les droits des citoyens en toute impunité.

Une autre défaillance du gouvernement dans la lutte contre la pandémie a été l'incapacité à fournir rapidement du matériel médical aux communautés éloignées.

Contrairement à l'épidémie d'Ebola, pour laquelle le gouvernement avait favorisé l'adoption rapide des mesures de prévention, y compris dans les plus petites communautés, il a fallu un certain temps dans le cas de la Covid-19 avant que certaines communautés adoptent des mesures.

L'incapacité d'assurer un approvisionnement régulier en eau, en particulier pendant les périodes de confinement, est une défaillance majeure de l'Agence d'approvisionnement en eau, car cela a provoqué de nombreux conflits entre les forces de sécurité et les citoyens qui sortaient chercher de l'eau.

Les fréquentes actions de grève du personnel médical pour obtenir de meilleures conditions de service pendant la pandémie constituent également une grave défaillance, car elles ont touché des personnes qui voulaient accéder aux établissements de santé pour se faire soigner non seulement pour la maladie du coronavirus, mais aussi pour d'autres affections.

Le manque d'équipement de protection adéquat pour le personnel médical pendant la pandémie est un autre point faible, car beaucoup de travailleurs de la santé ont dû quitter les hôpitaux, laissant les patients sans assistance.

Le gouvernement a également été très lent à réhabiliter les anciens centres d'isolement et de soins, utilisés lors de l'épidémie d'Ebola. Il s'agit là aussi d'une défaillance majeure, car les installations utilisées pour le coronavirus ont été débordées au point que le gouvernement a dû utiliser des établissements scolaires comme centres de quarantaine.

Le gouvernement n'a pas non plus réussi à impliquer rapidement et efficacement les organisations de la société civile dans la lutte contre le coronavirus.

Opportunités

La solidarité dont les citoyens ont fait preuve dans la lutte contre la maladie est un atout pour favoriser la paix et la cohésion nationale.

La prise de conscience par le gouvernement de l'intérêt d'entretenir les structures construites lors de l'épidémie d'Ebola pourrait permettre d'avoir des centres rapidement opérationnels en cas d'urgence ou autre situation imprévue qui pourrait survenir à l'avenir.

Le manque d'eau et les conflits que cela a engendrés pendant la pandémie sont un avertissement pour le gouvernement qui devrait porter plus d'attention à l'approvisionnement de cette précieuse ressource.

La mise en place du fonds dédié au coronavirus devrait inciter le gouvernement à créer un fonds permanent pour les urgences et les catastrophes.

Le rôle de la société civile : défaillances et opportunités ? Avec qui forger des alliances, quelles sont les priorités ?

LCL-THRP

La société civile soutient les actions du gouvernement pour s'assurer que la population adhère aux protocoles sanitaires. Cependant, le confinement a été un handicap qui l'a empêchée de mener complètement à bien son travail. Par ailleurs, la société civile sait maintenant utiliser les plateformes médiatiques pour communiquer avec la population.

SLADEA

Le rôle des OSC dans la lutte contre la pandémie de coronavirus a été très limité, en particulier au début. Leurs actions se cantonnaient à des émissions de radio et des spots télévisés (par peur de contracter la maladie si elles s'aventuraient à l'extérieur). Mais surtout, elles ont

manqué de ressources et de soutien de la part du gouvernement pour entreprendre des actions de sensibilisation.

Cependant, quelques-unes ont pu s'associer avec des ONG pour faire de la sensibilisation ainsi que pour distribuer des produits alimentaires et des masques en tissu à certaines communautés vulnérables.

Défaillances

La majorité des OSC n'ont pas les ressources et les capacités suffisantes pour répondre à de telles situations d'urgence et, de ce fait, ne peuvent pas participer activement à la lutte contre la pandémie. D'autres, submergées par la peur et la panique, n'ont pas pu former des réseaux de partenaires pour entreprendre des actions de sensibilisation solides.

Les OSC n'ont pas réussi à valoriser leur rôle et leur importance dans la lutte auprès du gouvernement. C'est une grave défaillance car elles représentent le peuple. Elles auraient dû faire entendre leur voix et le gouvernement aurait dû les impliquer et soutenir leur travail.

Opportunités

Elles pourraient transformer leurs faiblesses en opportunités.

Pour cela, elles ne doivent pas compter sur le soutien du gouvernement pour mettre en œuvre leurs actions. L'absence de soutien de la part du gouvernement pour participer à la lutte contre le virus montre clairement qu'elles doivent exploiter leurs propres ressources pour mener à bien leurs actions de manière autonome.

Désormais conscientes de ce problème, elles doivent solliciter les ONG et les organisations humanitaires pour obtenir une formation sur la préparation et la gestion des catastrophes.

Avec qui forger des alliances ?

- ◆ Les OSC et les ONG qui ont courageusement participé à la lutte contre la pandémie

- ◆ Les acteurs des communautés locales et les leaders d'opinion, notamment les associations locales, tels que les groupes de jeunes et les groupes de femmes
- ◆ Les Comités de village pour la santé et l'éducation

YMCA

Le rôle de la société civile dans cette crise est de soutenir le gouvernement, en aidant les citoyens à adhérer aux protocoles de santé. La société civile peut également compléter les actions du gouvernement en apportant une aide d'urgence aux foyers mis en quarantaine, en aidant les sans-abri ainsi que les personnes handicapées et en sensibilisant les gens à la réalité du virus.

La société civile peut former des alliances avec les gouvernements, les jeunes et les ONG humanitaires, tant au niveau national qu'international. Ces alliances permettraient de donner la priorité à la fourniture de biens de première nécessité aux victimes et à leurs familles. Elles permettraient également d'aider les personnes qui ont fait faillite à cause de la pandémie, en leur fournissant un capital de départ, et peut-être aussi d'aider celles qui ont perdu leur emploi, en rétablissant les institutions qui offraient des perspectives d'embauches ; cela pourrait se faire sous forme de prêts ou de subventions.

Quel rôle jouent les partenaires du Nord dans la lutte contre les pandémies, quels sont les objectifs communs avec les acteurs du Sud et les différences d'intérêt ?

LCL-THRP

S'il est évident que tous les pays du monde, en particulier nos partenaires du Nord, ont été durement touchés par cette pandémie, la plupart des pays africains ont des conditions économiques qui ne leur permettent pas de se relever seuls de cette crise. Par conséquent, le rôle de

nos partenaires est essentiel pour la reprise de notre économie et pour améliorer notre secteur de la santé.

SLADEA

Les partenaires du Nord n'ont pas fait grand-chose car la plupart ont été durement touchés par la pandémie et ils étaient occupés à essayer de la vaincre. En fait, la plupart des expatriés qui travaillaient chez nous ont été rapatriés dans leur pays d'origine au début de la pandémie. Cependant, certaines contributions ont été faites, par exemple du matériel médical a été donné et des médecins spécialisés sont venus soutenir la lutte. Ces partenaires nous ont contribué à notre lutte en apportant des conseils professionnels sur la prévention et sur les soins. Même s'il y avait beaucoup de dénigrement et de méfiance à l'égard de la réalité et de l'origine de la maladie, la plupart des gens écoutaient ces conseils et suivaient les mesures préventives.

Nous avons mis en place quasiment toutes les mesures de restriction que ces pays avaient adoptées pour lutter contre la pandémie, y compris le confinement et le couvre-feu. Ces mesures que nous avons copiées ont considérablement contribué à la lutte contre la pandémie dans notre pays.

Quels sont les objectifs communs ?

Le premier objectif commun que nous avons avec le Nord est de mettre fin rapidement à la pandémie.

Le plus important est de trouver un vaccin contre la maladie, ce qui aidera également à prévenir toute recrudescence ou nouvelle épidémie à l'avenir.

Un autre objectif commun est de remettre sur pied les économies de nos régions respectives afin qu'elles retrouvent leur croissance.

La pandémie a eu de lourdes répercussions sur les petites et les grandes entreprises : concrètement, la plupart ont fermé et n'ont pas

pu redémarrer leurs activités. Un objectif commun est donc d'aider ces entreprises à relancer leurs activités.

Quelles sont les différences d'intérêt ?

Une différence d'intérêt majeure est que nos pays souhaitent que leurs installations sanitaires soient renforcées, modernisées et que notre personnel médical soit formé, alors que nos partenaires du Nord voudraient plutôt se concentrer sur la recherche pour essayer de produire des vaccins.

L'intérêt de l'Afrique, pendant et après la pandémie, est de renforcer ses organisations régionales et sous-régionales dans tous les secteurs, notamment le commerce, l'assistance technique, la communication, etc.

YMCA

Les partenaires du Nord ont soutenu les actions du gouvernement en fournissant des kits de dépistage ainsi qu'en développant ou en renforçant les systèmes de soins de santé. La Banque mondiale a versé des fonds pour soutenir et renflouer les finances du gouvernement qui ont été durement touchées par la Covid-19.

Certains des partenaires ont également aidé la société civile et les ONG à fournir des produits alimentaires et non alimentaires ainsi qu'à surveiller les violations des droits de l'homme durant cette épidémie.

Pandémie de Covid-19 : obstacles et opportunités pour la préservation de l'environnement

Par Abdul K. Dumbuya & Sheku Kamara*

La CSSL tend à faire preuve de plus de solidarité auprès des communautés et de la population

Suite à l'annonce du premier cas de Covid-19 en Sierra Leone le 31 mars 2020 par le Président Julius Maada Bio, plusieurs mesures strictes ont été instituées pour mettre en œuvre pleinement l'état d'urgence sanitaire. Malgré toutes ces mesures prises pour arrêter ou limiter la propagation du virus, le pays enregistre chaque jour de plus en plus de nouveaux cas, comptabilisant aujourd'hui un total de plus de soixante décès et plus de mille cas positifs confirmés.

Pendant la crise de la Covid-19, la *Conservation Society of Sierra Leone* (CSSL), ONG environnementale œuvrant pour une utilisation durable des ressources naturelles de la Sierra Leone, a d'abord agi dans le cadre de son mandat en intensifiant ses interventions déjà planifiées sur les moyens de subsistance. Cela a été jugé très opportun, étant donné les difficultés économiques auxquelles sont confrontées les communautés suite aux restrictions de circulation dans le pays. Cependant, les communautés ont également exprimé leur souhait de voir la CSSL faire preuve de solidarité envers elles dans une telle crise, en leur apportant une aide pour l'hygiène élémentaire et des conseils sur les mesures préventives.

* Membre et président de la Conservation Society of Sierra Leone (CSSL), Freetown

Face à cette pression accrue des communautés avec lesquelles l'organisation travaille dans la chefferie de Diang, district de Koinadugu, la CSSL a demandé l'autorisation de réaffecter les fonds prévus pour un projet financé par *Pain pour le Monde* (BftW). *Pain pour le Monde* a mis à disposition environ 2 500 euros, une aide certes très minime mais qui a fait une énorme différence.

La CSSL a commencé la distribution de matériel de prévention contre la Covid-19 dans 21 communautés autour du lac Sonfon le 11 mai 2020. Le matériel comprenait des seaux Veronica avec des cuvettes, des tubes de savon liquide et des tubes de désinfectant. Au cours de la distribution, Papanie Bai-Sesay, responsable du projet intitulé « Diang Chiefdom Community Empowerment for Sustainable Forest and Wetlands Management » (Habilitation de la communauté de la chefferie de Diang pour la gestion durable des forêts et des zones humides), a encouragé les acteurs locaux des 21 communautés à appliquer les mesures de prévention instituées par le gouvernement pour la sécurité de tous face à la pandémie de Covid-19. Il a demandé instamment aux membres de la communauté de se laver régulièrement les mains, d'utiliser des masques et d'observer, autant que possible, la distanciation sociale dans leurs activités quotidiennes. Papanie les a également remerciés pour l'énorme soutien qu'ils apportent à la protection du lac Sonfon face à l'exploitation minière et autres dangers environnementaux.

A Kondebaia, le siège de la chefferie, le chef suprême Sheku Magba Koroma III a remercié la CSSL pour ce qu'il a qualifié de « grand geste » envers sa chefferie. Il a promis de veiller à ce que ses habitants utilisent ce matériel afin de se protéger contre la pandémie. Il a également déclaré qu'il continuerait à apporter son soutien total à la protection du lac Sonfon, pour le bien de la nation.

L'évolution de la situation précédemment décrite montre les nombreux inconvénients de la pandémie, notamment la perturbation des activités de protection et de préservation de l'environnement, ainsi que les répercussions économiques dues aux nombreuses restrictions imposées par le gouvernement pour enrayer sa propagation.

Cependant, la pandémie de Covid-19 présente clairement des opportunités, particulièrement pour le travail de protection de la nature et de construction de la paix. Elle nous a appris deux choses : premièrement, pour les communautés éloignées et défavorisées, il n'y a pas de distinction entre une ONG de développement et une organisation d'aide humanitaire, surtout en période de crise. Par conséquent, la question du mandat institutionnel devient sans objet en temps de crise, étant donné que les communautés se tournent vers les ONG qu'elles connaissent quel que soit le type de soutien dont elles ont besoin. Deuxièmement, toute aide, aussi minime soit-elle, est importante en période de crise. Les communautés ont apprécié le soutien très minime fourni par la CSSL en gage de solidarité, ce qui a eu et aura un effet positif sur le travail de la CSSL dans ces communautés.

Les restrictions de déplacements locaux ou internationaux contribuent largement à réduire l'empreinte carbone et, par extension, à atténuer ses effets sur le réchauffement de la planète et le changement climatique. Il y a également eu une réduction sensible des activités illégales comme la chasse et l'exploitation forestière dans des zones protégées, ce qui permet à la faune et la flore de prospérer. De plus, de la même manière que la maladie d'Ebola était liée à la consommation de chauves-souris sauvages, la Covid-19 est liée à la consommation de pangolins, espèce en voie de disparition. C'est aujourd'hui l'occasion idéale pour la CSSL d'intensifier la campagne contre la chasse et la consommation du pangolin et autres animaux apparentés, non seulement dans un but de préservation de l'espèce mais aussi pour le bien-être, la santé et la sécurité des humains. Ainsi, les points positifs de la crise de Covid-19 sont l'amélioration de la conservation de la biodiversité et le renforcement des liens entre les ONG et la communauté.

Un des personnages-clé de la chefferie, le Paramount Chief Sheku Magba Koroma III reçoit du matériel pour le lavage des mains



Changer, s'adapter, sensibiliser

L'engagement de SLADEA en temps de Covid-19

Par Bamike Williams et Sigrid Schell-Straub***

Au début de 2020, l'association d'éducation des adultes de Sierra Leone, SLADEA, avait un **programme ambitieux** :

- ◆ Des formations pour les animateurs sur les connaissances de base en matière de changement climatique, des ateliers dans des communautés ainsi que des actions de plantation d'arbres étaient planifiés dans le cadre du projet « Rendre plus forts les exploitants des terres par l'éducation élémentaire et par des compétences en matière de négociation, de préservation des sols et de reboisement ». La salariée détachée Sigrid Schell-Straub devait soutenir le projet en élaborant un guide pratique « Agir en faveur du climat pour la paix et le développement ».
- ◆ Les cinéastes de SLADEA avaient prévu de former les jeunes à la production de films éducatifs dans le cadre de l'éducation à la paix et aux droits de l'homme.
- ◆ Suite à l'étude « Empowering SLADEA » réalisée en 2019, le comité d'étude a décidé, le 24 janvier, d'un plan d'actions sur dix ans pour dynamiser l'association de différentes manières.

Dès que les premières annonces de cas de contamination au coronavirus en Chine nous sont parvenues, le personnel de SLADEA a commencé à préparer des mesures de prévention en se basant sur l'expé-

* Secrétaire exécutif de SLADEA

** Responsable SLADEA pour le renforcement de capacités

rience acquise lors de la crise Ebola. SLADEA a servi de modèle en diffusant un programme radio sur des données scientifiques, qui ont été ensuite vulgarisées et déclinées en plusieurs messages par le personnel local détaché du Service civil de paix (SCP).

En parlant de modèle, lorsque SLADEA a assisté à un procès et a constaté le manque d'équipements sanitaires pour se laver les mains, l'ONG a fourni au tribunal des seaux et du savon.

Lorsque la Covid-19 a été déclarée pandémie par l'OMS le 19 mars et a atteint la Sierra Leone (le premier cas en Sierra Leone a été confirmé le 31 mars), tout le programme de 2020 a dû être repensé, **adapté et modifié**.

En outre, il était très clair que la priorité absolue de SLADEA, en tant qu'organisation d'éducation des adultes de premier plan en Sierra Leone, était de **sensibiliser** tout le monde dans le pays à la réalité, la prévention et le traitement de la pandémie. Une **campagne Covid-19** a été élaborée, lancée et mise en œuvre. Le 9 avril 2020, SLADEA a officiellement informé le public de cette campagne :

« SLADEA REJOINT LA LUTTE CONTRE LA COVID-19

L'Association d'éducation des adultes de Sierra Leone (SLADEA), qui est l'un des principaux acteurs de l'enseignement non formel pour adultes en Sierra Leone avec quinze (15) antennes et plus de quatre cents (400) membres dans tout le pays, a rejoint la lutte contre le coronavirus responsable de la maladie mortelle communément appelée Covid-19.

Pour lutter contre la Covid-19 en Sierra Leone, SLADEA fait actuellement de la sensibilisation à la radio avec notamment la diffusion de son spot sur le coronavirus, elle conçoit des pictogrammes pour des campagnes sur les réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp et Instagram), elle imprime des stickers qui ont été distribués dans tout le pays, elle produit des chansons et des vidéos sur le corona-

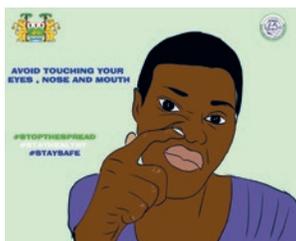
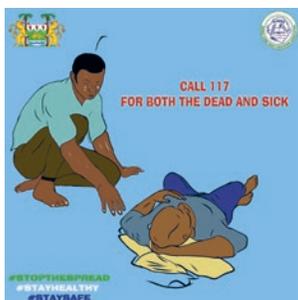
virus pour sensibiliser les Sierra-Léonais à ce virus mortel afin qu'ils prennent toutes les précautions nécessaires et qu'ils signalent les personnes présentant des signes ou symptômes de la Covid-19.

En matière de sensibilisation et de conscientisation, SLADEA n'est pas novice puisqu'elle a été l'un des principaux acteurs de la sensibilisation lors de la crise Ebola en Sierra Leone. »

Etant donné que de nombreux organismes gouvernementaux et organisations non gouvernementales ont lancé des actions similaires, SLADEA a décidé de travailler en étroite coopération avec d'autres acteurs, de combler les lacunes et de se recentrer sur ses propres forces et compétences. Sigrid Schell-Straub, travailleuse de la paix détachée qui a dû quitter le pays à la fin du mois de mars, a soutenu la campagne depuis son bureau à Reutlingen, en Allemagne.

Deux exemples illustrent cette campagne.

1. La production de stickers est une tradition pour SLADEA au sein du réseau CPS en Sierra Leone, notamment à l'occasion de la Journée internationale de la paix. Les autocollants que SLADEA a conçus et distribués dans tout le pays (voir ci-dessous) véhiculent des conseils et des consignes élémentaires face à la Covid-19 dans le pays.
2. Deux courts métrages **éducatifs** ont été produits sur des thèmes qui ne sont pas encore au centre d'autres campagnes : « **Denial Covid-19** » et « **Fear Covid-19** ». Ces deux sujets ont été choisis parce qu'en Sierra Leone, les rumeurs et les théories du complot se multiplient sur les causes, la prévention et la guérison de la maladie due au coronavirus – comme partout ailleurs dans le monde. Ces rumeurs, si elles ne sont pas considérées avec un œil critique, ont deux effets majeurs : le déni de la maladie et la peur panique. Ces films de fiction mettent en scène



les réactions irréfléchies des protagonistes dans des situations du quotidien. De cette façon, ces films captent l'attention des spectateurs, qui peuvent détecter des similitudes dans leur propre vie. Dans un cadre éducatif, ces films permettent de promouvoir une réflexion critique sur les rumeurs et les théories du complot.

Mais qu'est-il advenu du **programme ambitieux** du début de l'année ?

Parallèlement à la campagne Covid-19, SLADEA a travaillé sur ses **projets et son programme initial** qu'elle a dû retarder et adapter.

Concernant le projet principal :

SLADEA n'a pas eu à modifier ses actions prévues dans le cadre du projet « Rendre plus forts les exploitants des terres par du matériel éducatif, des formations et des activités pratiques ». Mais en raison du confinement et de la restriction de circulation dans le pays, le calendrier



de ces activités a été adapté à la nouvelle situation. Les actions de plantation d'arbres ont commencé en juin 2020. Cette photo montre un petit arbre qui vient d'être planté, il s'appelle Akashia Manjo.



Depuis son bureau en Allemagne, la salariée détachée a travaillé par internet en étroite collaboration avec le personnel de SLADEA pour élaborer le guide pratique « Agir en faveur du climat pour la paix et le développement ». Avantage inattendu, son séjour en Allemagne lui a permis d'être en contact direct avec une entreprise ayant une longue expérience dans la conception de matériel éducatif pour l'aide au développement.

Ce guide pratique est une incitation et une aide pour que **les animateurs** sensibilisent les jeunes et les adultes avec lesquels ils travaillent, aux **causes et aux effets** du réchauffement de la planète et du changement climatique, que ce soit dans l'éducation formelle ou non formelle. En partant d'expériences de la vie courante révélatrices, ce guide explique les faits qui ont conduit à ces situations, ce qui encourage et motive les apprenants à **agir pour** ralentir le réchauffement de la planète ainsi que pour faire face et s'adapter aux effets du changement climatique. Leurs actions, servant de modèles, sont destinées à se répandre dans les communautés et les sociétés afin d'améliorer les conditions de vie de la population et de contribuer à une vie épanouissante en paix, en Sierra Leone comme en Allemagne.

Une série de **photos** sur les causes, les effets et les actions, accompagnées de descriptions, fait partie du guide pratique.

Les causes :

L'avion vole au-dessus des nuages (10 000 mètres d'altitude) dans l'atmosphère, une couche de gaz autour de la Terre. Certains de ces gaz, en particulier le « dioxyde de carbone », contribuent au réchauffement de la planète et au changement climatique.



Effets :

Lors la saison des pluies en 2017, une coulée de boue a causé la mort de plus de 1100 personnes et environ 3 000 personnes ont perdu leur maison. Cette catastrophe s'explique par la déforestation des pentes des collines dans le but de construire des maisons. Outre la tragédie immédiate pour la population, l'abattage des arbres accélère le changement climatique.



Actions :

Alpha Omega montre des déchets plastiques collectés à Makeni, dans le nord de la Sierra Leone. Il a mis au point une méthode pour produire des carreaux en utilisant ces déchets de plastique fondu mélangés à du sable.

Le recyclage des déchets plastiques contribue à ralentir le changement climatique. Les plastiques ne sont plus brûlés.

La combustion des plastiques produit des gaz comme le « dioxyde de carbone » qui contribuent au réchauffement de la planète et au changement climatique.

Avec toutes les précautions nécessaires, SLADEA a organisé début juillet le projet « Atelier « Direct sur » la réalisation de film et autres supports pour la paix » pour les réalisateurs et les aspirants réalisateurs. Le thème a été adapté à la vie d'aujourd'hui avec le coronavirus et s'est concentré sur des histoires de Covid-19 qui sont très pertinentes pour parler des difficultés actuelles du pays.



Mohamed Alarini Bah, Documentariste et chef du département cinéma de SLADEA, à l'antenne pour le programme de formation sur le cinéma à Makeni city.



Rassie Bah, responsable des relations publiques de la branche de Bo de SLADEA, présentant les buts et objectifs de la formation.

Faisant suite aux recommandations de l'étude « **Empowering SLADEA** » de 2019 pour dynamiser SLADEA, le bureau national planifie aujourd'hui une formation de quatre mois pour les **animateurs de SLADEA**. En cette période de pandémie de Covid-19, le Secrétariat national prévoit de la mettre en œuvre en 2020 par le biais d'un **stage de formation à distance**, en utilisant What'sApp comme principal support virtuel. La formation vise à renforcer la compétence des animateurs des antennes de SLADEA, dans les centres et sur le terrain, pour faciliter l'apprentissage de la lecture et l'écriture, du calcul et de l'éducation civique, ainsi que la formation professionnelle.

Les objectifs de la formation sont les suivants :

Les participants acquerront et étendront leurs connaissances, aptitudes et compétences dans les domaines de formation clés suivants :

1. Apprendre à connaître : Aspects de l'animation liés aux connaissances générales et particulières comme l'interconnexion des sujets, l'alphabétisation fonctionnelle et le calcul
2. Apprendre à apprendre : Approches et principes d'apprentissage ainsi que compétences, modes d'apprentissage et méthodes d'animation dans le cadre de l'éducation des adultes et de l'éducation non formelle
3. Apprendre à faire : Planification, mise en œuvre et évaluation des cours, des leçons et des exercices pratiques.
4. Apprendre à vivre ensemble : Aspects et valeurs liés à la manière dont l'animateur coopère, communique et travaille en réseau avec des partenaires en Sierra Leone et éventuellement en Allemagne, travaillant dans des contextes éducatifs similaires
5. Apprendre à être : Rôle, comportements et caractéristiques d'un animateur dans l'éducation des adultes et l'éducation non formelle

Malgré l'enthousiasme du personnel principal de SLADEA pour ce concept, la formation n'a pas encore commencé. Certains membres

de SLADEA craignent que la formation n'exclue certains animateurs qui vivent dans des zones où l'accès à l'internet n'est pas fiable ou qui ne possèdent pas de smartphones. Une solution possible serait de leur fournir des smartphones à condition que l'on trouve des donateurs et que les animateurs puissent se rendre régulièrement à l'endroit le plus proche disposant d'un bon accès à Internet.

Si l'enseignement à distance est une solution pour s'adapter à la crise, il a des effets secondaires positifs : il permet de faire l'économie des frais de voyage et d'hébergement. Il encourage l'apprentissage individuel et autonome. Les moments difficiles peuvent toujours être une occasion de développer de nouvelles méthodes qui pourraient être utiles pour l'avenir après la Covid-19.

Les auteurs de cet article, Bamike Williams (secrétaire exécutif, SLADEA) et Sigrid Schell-Straub (responsable du développement des compétences, SLADEA), vous souhaitent de rester en bonne santé, en sécurité et de trouver de bonnes idées et des innovations qui permettent de faire face à la situation actuelle et qui pourront également être utiles à l'avenir.

Essai sur les rumeurs concernant le coronavirus et leurs conséquences

*Par Ben Ali Sei**

Les nombreuses informations non officielles qui circulent partout à propos du coronavirus ont généré de fausses croyances parmi la population, tant dans le monde occidental qu'en Afrique. Il semble essentiel d'examiner attentivement ces rumeurs qui mettent en doute l'existence du coronavirus et leurs répercussions économiques et sociales sur tous les continents.

La Sierra Leone, comme d'autres pays africains, a vécu des épreuves douloureuses lors de l'épidémie d'Ebola et a été confrontée à ses innombrables répercussions. Le souvenir de ces épreuves est encore traumatisant aujourd'hui. Ce n'est un secret pour personne que cette période a été incroyablement difficile, tant pour la population que pour le pays.

Ainsi, lors de l'apparition du coronavirus dans les pays africains au début de l'année 2020 – principalement par le biais de voyageurs venant du monde occidental et de la Chine – la population a, dans un premier temps, écouté et respecté les recommandations médicales.

Toutefois, les disparités en termes de signes et de symptômes de la maladie, la nature de sa propagation, les possibilités de traitement et les cas de guérissons marquent une énorme différence entre le virus Ebola et le virus Corona. Cela a donné de la crédibilité à des rumeurs déjà répandues qui mettent en doute l'existence de la Covid-19.

Par rumeurs, il faut comprendre des oui-dire qui manquent de preuves vérifiables. Ces déclarations ou affirmations invérifiables, faites par des personnes instruites ou non, ont conduit à de mauvais choix,

* Directeur exécutif national Sierra Leone Opportunities Centers (SLOIC)

à des idées fausses et à un climat de méfiance au sein et en dehors du monde médical.

Pour le monde occidental, la Covid-19 est une préoccupation quotidienne concrète et donc infiniment plus importante que, par exemple, Ebola, perçu comme une menace limitée à la lointaine Afrique. Par ailleurs, en Afrique, notamment en Sierra Leone, les taux de guérison élevés et les symptômes souvent très légers, alors que les infrastructures et les équipements médicaux sont déficients, font douter de la réalité de cette pandémie. De nombreux Sierra-Léonais ne croient donc pas à l'existence de ce virus ou du moins doutent qu'il puisse être dangereux. Cela compromet le respect des mesures sanitaires visant à protéger la population contre la contamination par le virus.

Voici quelques exemples qui renforcent les rumeurs concernant le coronavirus et affectent le comportement des gens :

- ◆ Selon des rumeurs non confirmées, les dirigeants chinois seraient à l'origine de la propagation du coronavirus, soit par choix délibéré de créer une pandémie mondiale pour servir leurs intérêts, soit par une mauvaise gestion des premiers cas de la maladie. Le président américain, Donald Trump, jouant son jeu habituel de dénigrement, a appelé le virus le « virus de la Chine ». Cet argument est conforté par les bénéfices économiques que la Chine tire de la pandémie aujourd'hui. Alors que les États-Unis d'Amérique et d'autres pays s'efforcent de contenir le virus, la Chine réalise d'énormes profits économiques, en leur vendant les équipements de protection individuelle (EPI) qu'elle fabrique.
- ◆ L'autre grande rumeur concerne la cupidité de certains responsables et institutions d'Afrique. Lors de la première apparition du coronavirus, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a promis un financement illimité pour le soutien logistique à tout pays touché par la pandémie. Selon certains, c'est cette promesse d'un soutien financier illimité qui a poussé les dirigeants africains à déclarer un nombre

élevé de personnes infectées. Partant de cette idée, la rumeur selon laquelle la plupart des pays africains étaient en réalité exempts du coronavirus, s'est largement propagée. Beaucoup de gens pensent que le virus, jusqu'à lors inexistant en Afrique, a été délibérément importé pour obtenir un financement de l'OMS. Cela a conduit au mépris des recommandations médicales et gouvernementales visant à contenir la pandémie, augmentant ainsi le risque d'une progression du virus jusque dans les zones épargnées.

- ◆ Il existe également une rumeur persistante selon laquelle le coronavirus se développe uniquement dans les pays au climat tempéré ou froid, et non dans les pays tropicaux ou chauds comme la Sierra Leone. Même les taux de contamination élevés dans des pays comme le Brésil ou l'Inde n'ont pas mis fin à cette rumeur.
- ◆ Le niveau d'éducation ou de sensibilisation au coronavirus doit être amélioré. En raison des messages véhiculés par les médias sociaux, il y a de plus en plus de confusions sur le coronavirus. La désinformation repose sur les opinions personnelles des individus, dont certains sont des professionnels de la santé. Les preuves substantielles basées sur la recherche scientifique sont manifestement absentes. Par exemple, une vidéo du Dr Maria Van Kerkhove, responsable technique Covid-19 à l'OMS et du Dr David Samadhi, directeur de l'Institut de la santé humaine St. Francis, explique que les personnes asymptomatiques ne sont pas contagieuses et ne peuvent donc pas transmettre le virus et infecter d'autres personnes. Si l'on en croit la vidéo et la discussion entre ces deux acteurs du monde médical, il n'y aurait pas besoin de mettre les gens en quarantaine et les règles de distanciation sociale et de port du masque devraient être immédiatement levées. D'autres s'opposent à l'utilisation du masque au motif que ce dernier renvoie l'air expiré dans le corps et l'empoisonne. Tous ces messages et ces informations sont des mythes effarants et dangereux.

- ◆ Plus alarmante encore est la politique d'information de divers pays africains, notamment de la part de leurs dirigeants institutionnels. La récente publication de la BBC sur la Guinée-Bissau a révélé que les chiffres des cas rapportés par le gouvernement sur le coronavirus sont loin de la vérité. Justificatifs à l'appui, elle montre que le gouvernement de Guinée-Bissau n'a pas la capacité technique de dépister et de diagnostiquer le coronavirus et donc que leurs rapports n'ont pas de base scientifique.
- ◆ On entend dire dans les pays sous-développés comme la Sierra Leone que, compte tenu du nombre de victimes de la Covid-19 dans les pays développés, le besoin de main-d'œuvre dans le monde occidental va s'accroître. Il se dit qu'à la fin de la pandémie, le monde occidental finira par ouvrir d'avantage ses frontières à l'immigration afin de remplacer et de renforcer sa main d'oeuvre.

Conséquences des rumeurs dans la lutte contre le coronavirus

Les conséquences des rumeurs à propos du coronavirus sont multiples. Elles peuvent être classées comme suit :

Le problème de la violation des réglementations gouvernementales

Le gouvernement de la République de Sierra Leone, en étroite collaboration avec le ministère de la santé et l'OMS, a été très proactif dans la mise en place de mesures visant à prévenir et à contenir le coronavirus. Ces actions ont commencé avant même la présence effective du virus dans le pays. Elles visaient à empêcher le virus d'entrer dans le pays, ou au moins à le contenir pour qu'il ne se propage pas largement. Voici quelques mesures clés :

- ◆ Mise en isolement temporaire à l'aéroport international de Lungi
- ◆ Confinement de trois jours pour l'ensemble du pays

- ◆ Instauration d'un couvre-feu pour le pays
- ◆ Fermeture des lieux de divertissement
- ◆ Fermeture des marchés (Luma) dans les communautés
- ◆ Confinement inter-quartier
- ◆ Application des règles de distanciation sociale
- ◆ Obligation du port du masque
- ◆ Fermeture des établissements scolaires

Mise en isolement temporaire à l'aéroport international de Lungi

Les premières mesures prises non seulement par la Sierra Leone mais aussi par de nombreux pays du monde entier, visaient à retenir et à détenir temporairement les personnes provenant de pays déjà touchés par le virus. Il s'agissait d'une période d'observation pour contrôler les voyageurs entrant dans le pays afin que ceux qui étaient infectés puissent être mis en quarantaine et soignés avant de se mêler à la population. Cette période d'observation de 14 jours à l'aéroport international de Lungi a été purement et simplement considérée par beaucoup comme une sanction et une mesure inutile. Certaines des personnes mises en isolement provisoire se sont plaintes de l'insuffisance des installations dans les centres d'hébergement, notamment du manque de nourriture. Cela a été effectivement un véritable problème, tant pour le gouvernement qui a subi de lourdes pressions, que pour les voyageurs et les hommes d'affaires qui ont difficilement supporté la situation.

Confinement de trois jours pour l'ensemble du pays

Après quelques semaines d'application des règles de quarantaine à l'aéroport de Lungi, le pays a enregistré son premier cas confirmé de coronavirus. La panique et le choc liés au souvenir de la crise d'Ebola se sont emparés de tout le pays et n'ont laissé au président d'autre choix que de décréter un confinement national de trois jours. La restriction des déplacements de la population a engendré de graves problèmes

sociaux et économiques et a été un fardeau pour les gens ordinaires de la Sierra-Leone dont la survie dépend de leur activité quotidienne. Le gouvernement et les organisations humanitaires avaient prévu la distribution aux personnes vulnérables de produits alimentaires secs et frais. Ceux qui n'étaient pas considérés comme vulnérables, mais seulement pauvres, ont dû se débrouiller pour survivre pendant les trois jours de confinement. De plus, l'approvisionnement en électricité de la ville de Freetown était toujours aussi irrégulier. Les gens étaient confinés dans leur maison, sans électricité par moment, et sans assez d'eau pour boire, cuisiner et se laver. On peut dire que les répercussions du confinement sur les pauvres sont dramatiques car ils gagnent leur vie au jour le jour par la vente de bois, de charbon de bois, de feuilles de pommes de terres, etc. Le confinement a obligé de nombreuses ONGI et ONGN à réorienter leurs budgets pour faire face à la situation d'urgence dans le pays. Les contraintes du confinement étaient anxiogènes et il n'y avait pas d'autre choix que d'écouter et d'adhérer aux règles imposées par les dirigeants. L'autre source de stress liée au confinement a été la manière dont les services de sécurité ont fait respecter la loi. L'autoritarisme dont ils ont fait preuve pour faire appliquer les règles a transformé ces trois jours en cauchemar.

Instauration d'un couvre-feu pour le pays

L'expérience des trois jours de confinement national a fait naître l'idée d'instaurer un couvre-feu pour l'ensemble du pays afin de limiter la circulation des personnes et par là même la propagation du coronavirus. Il y a eu plusieurs tentatives pour se déplacer illégalement, à pied ou à moto, d'un endroit à l'autre la nuit. Les règles de distanciation sociale n'ont pas été respectées dans les lieux de divertissement, ce qui a amené les autorités à instaurer de nouvelles mesures plus strictes (ordonnance de couvre-feu), tout cela pour aider à contrôler la propagation du virus. Le couvre-feu a eu de lourdes répercussions sur les travailleurs du sexe dont l'activité se déroule principalement la nuit. Des rumeurs ont cir-

culé dans l'opinion publique selon lesquelles les représentants des travailleurs du sexe auraient manifesté leur mécontentement auprès du président. Le couvre-feu est une mesure stricte pour obliger les gens à rester à la maison, appliquée par les forces de sécurité armées. Le pire effet de ce couvre-feu a été que des civils non armés ont été maintenus de force chez eux, alors que des bandits et des cambrioleurs sont entrés dans les maisons avec des armes, ont violé et blessé les habitants et ont volé leurs biens sans aucune réaction de la police et de l'armée.

Fermeture des lieux de divertissement

La fermeture des discothèques, boîtes de nuit et autres lieux de divertissement de la ville a entraîné d'innombrables difficultés pour les propriétaires et les clients. Il y a des gens qui dépendent entièrement des recettes de l'exploitation des clubs et, pire encore, un grand nombre de personnes y sont employées et gagnent leur vie grâce aux restaurants et boîtes de nuit. La fermeture de ces lieux est intervenue suite à la pandémie de Covid-19 en tant que mesure de contrôle de la propagation du virus. De nombreuses personnes se rassemblent dans les clubs en se serrant les uns contre les autres, au mépris des règles de distanciation sociale, et donc, si l'établissement n'est pas fermé, le taux de propagation du virus augmente. Mais il est également vrai que le nombre de personnes dans les grands marchés quotidiens comme Doff-Curt à Freetown et le grand marché de Bo dépasse de loin le nombre de personnes dans les boîtes de nuit. Ces personnes perdent également leurs moyens de subsistance.

Fermeture des marchés (Luma) dans les communautés

Conformément à la réglementation visant à minimiser les interactions sociales et les contacts physiques, les responsables des communautés, sous la direction de leurs chefs suprêmes et des ministres résidents, ont élaboré des directives pour mettre fin aux marchés locaux et foires heb-

domadaires communément appelés Luma. Ces activités commerciales hebdomadaires donnent l'occasion aux petits commerçants de la communauté de se réunir un jour particulier de la semaine pour vendre et acheter des produits artisanaux ou manufacturés. La fermeture de ces marchés a de lourdes conséquences économiques car beaucoup en vivent et cela prive également les gens des marchandises importées des villes et des villages.

Fermeture des établissements scolaires et centres d'apprentissage

Parmi les nombreux impacts négatifs du coronavirus, la fermeture des écoles, des collèges et autres établissements d'enseignement est probablement le plus important. Le projet phare du gouvernement est la promotion d'une éducation gratuite de qualité dans le pays. Les mesures de prévention et de contrôle du coronavirus sont un véritable coup dur à la réalisation de ces ambitions. De nombreuses institutions – manquant de solutions alternatives à savoir le placement des stagiaires chez des artisans locaux comme le fait l'OCI – doivent laisser leurs stagiaires inactifs pendant plusieurs mois. Ce n'est pas une bonne nouvelle pour les adolescents et les jeunes adultes qui avaient décidé de saisir les occasions offertes pour acquérir des compétences et sortir de la pauvreté.

Comment nous avons réagi à la situation

Le SLOIC, organisation non gouvernementale agréée, a sans attendre informé et sensibilisé les stagiaires aux mesures contre le coronavirus, grâce à son expérience du virus Ebola. Le SLOIC est l'un des établissements de formation qui a instauré l'utilisation des « Seaux Veronica » pour aider les stagiaires à se laver régulièrement les mains, et qui leur a également fait porter des masques sur le visage. L'administration a fourni les seaux et le savon à chaque classe, ce qui a permis un lavage fréquent des mains.

L'institution a également affecté l'un des responsables de la formation au Centre opérationnel d'urgence du district de Bo (DEOC) pour soutenir les efforts du district dans la lutte contre le virus. Quand le pays a enregistré son premier cas de Covid 19, l'institution a fermé les sessions de formation et a encouragé les stagiaires à rester en sécurité chez eux jusqu'à nouvel ordre. Puis, comprenant que la situation allait durer, elle a conclu des accords bilatéraux avec les artisans locaux en tant que prestataires de services. Les stagiaires ont ainsi eu la possibilité de poursuivre leur formation en tant qu'apprentis, jusqu'à ce que la situation s'améliore.

Par ailleurs, le SLOIC fournit des masques aux professeurs de ses quatre sites dans le pays et fait don d'un grand nombre de masques aux quatre bureaux de district afin d'encourager le respect du port du masque dans les lieux publics.

Le SLOIC est un membre actif du consortium d'ONG et d'ONGI, reconnu par le gouvernement de la Sierra Leone pour aider le ministère de la santé et les services concernés, à contrôler la propagation du virus et à donner des conseils et des recommandations professionnelles.

Des interviews et des débats diffusés à la radio, tous financés par le SLOIC, ont été une contribution efficace pour la sensibilisation du public aux mesures du gouvernement et des professionnels de santé.

Le SLOIC a organisé des réunions publiques avec des jeunes et des personnalités sur ses différents sites (Bo, Makeni, Lungi et Mattru Jong), dans le but de sensibiliser et d'éduquer la population, et briser ainsi la chaîne de transmission de la Covid-19. Des clubs de jeunes ont été créés dans tous nos centres de formation, jouant un rôle de pairs éducateurs pour réduire la propagation de la maladie.

Animé par notre volonté de lutter contre le coronavirus, nous conseillons à tous de faire très attention aux rumeurs concernant la pandémie et de travailler sans relâche pour atténuer ses répercussions sur le pays et la vie des individus. Nous n'y parviendrons pas seuls, mais avec tous les autres acteurs importants, y compris le gouvernement.

La difficulté d'informer en période de pandémie

*Par Mohindo Kamundu**

Depuis le 10 mars 2020, la République Démocratique du Congo fait face à la pandémie de Covid-19. Au 27 juillet 2020, on comptait 8872 cas confirmés et 208 décès. Depuis l'apparition de cette maladie dans le pays, les journalistes s'efforcent d'informer la population. Généralement, les professionnels des médias donnent des informations sur l'évolution de la maladie et sur la prévention. Cependant, ils ne disposent pas d'informations sur certains sujets, par exemple sur la localisation des malades dans les centres de santé ou sur les médicaments utilisés pour traiter les cas de Covid-19. Ce manque de précisions est à l'origine de la propagation de rumeurs. Parmi celles qui circulent fréquemment, on peut citer par exemple « une personne avec la peau noire ne peut pas être atteinte par le coronavirus », ou encore « les personnes qui vivent dans un climat chaud ne peuvent pas être atteintes par la Covid-19 ». Ces rumeurs sont souvent véhiculées par les réseaux sociaux et le bouche à oreille. Par manque de vraies informations, elles sont parfois considérées comme des vérités dans la communauté.

Les journalistes qui ont pour mission de donner de vraies informations à la communauté rencontrent des difficultés pour les obtenir, notamment auprès des sources officielles que sont le personnel soignant et les autorités politico-administratives. Le plus souvent, lorsque ces sources sont interrogées par les journalistes, elles les renvoient au bulletin du comité multisectoriel de la riposte à la pandémie de Covid-19

* Membre du réseau CORACON, Goma, RDC

en République Démocratique du Congo. Ce document, publié quotidiennement, ne donne cependant pas de détails sur le nombre de malades actifs, le pourcentage hebdomadaire de contamination ou le taux de mortalité. Or, toutes ces informations sont essentielles pour que la population prenne conscience de l'existence de la maladie et de la nécessité des mesures de protection. Les journalistes qui veulent obtenir ces données (nombre de malades actifs, taux de mortalité, taux de contamination) ont des difficultés à accéder aux sources officielles. C'est le cas d'une journaliste de Goma qui a été chassée hors du bureau de l'état civil à la mairie alors qu'elle cherchait des informations sur le nombre de morts depuis le début de la pandémie. D'autres journalistes ont obtenu, à force d'insistance, des rendez-vous avec des représentants officiels mais qui n'ont pas été honorés. Par exemple, pour une interview avec le ministre provincial de l'intérieur, un journaliste a attendu une demi-journée à son cabinet et quand enfin le ministre est sorti de sa réunion, il ne l'a pas reçu sous prétexte d'être malade et n'a jamais donné suite à sa promesse de le rappeler. Les officiels qui acceptent de recevoir les journalistes se réservent le droit de ne pas se prononcer sur certains sujets qu'ils jugent sensibles, par exemple les médicaments utilisés pour soigner les malades.

Une rumeur a circulé à l'Est du Congo selon laquelle la délégation de l'Union Européenne arrivée en Mai dernier a apporté un vaccin contre le coronavirus destiné à être testé sur les habitants du Nord-Kivu. Une telle rumeur, si elle n'est pas démentie par une information vérifiée, risque de pousser la population à se révolter contre les ressortissants européens. Une autre conséquence pourrait être que la population décide de ne plus se rendre dans les centres sanitaires en cas de maladie, de peur de recevoir ce vaccin. La rumeur se propage et lorsque les journalistes cherchent la version officielle, ceux qui la détiennent se taisent. Certains même vont jusqu'à chasser les journalistes de leurs bureaux en les qualifiant de « menteurs ». Tous ces agissements vont à l'encontre de la constitution du pays qui stipule, dans son article 24, que « Toute personne a droit à l'information. La liberté de la presse, la liberté d'in-

formation et d'émission par la radio et la télévision, la presse écrite ou tout autre moyen de communication sont garanties sous réserve du respect de l'ordre public, des bonnes mœurs et des droits d'autrui ... ».

Pour faire face aux difficultés d'accès aux sources d'information, le Collectif des Radios et Télévisions communautaires (CORACON) a initié des rencontres entre les journalistes et les officiels pour discuter des informations à diffuser en période de pandémie. Les autorités ont participé à ces rencontres et se sont engagés à recevoir les journalistes pour leur donner les informations. Lors d'un café de presse organisé par CORACON, le conseiller au ministère provincial de la santé a promis de transmettre le bulletin provincial sur la situation de la pandémie. Depuis, il transmet effectivement des bulletins mais pas toujours régulièrement. Un suivi est donc nécessaire pour que chaque bulletin, avec tous les détails, soit systématiquement mis à la disposition des journalistes afin qu'ils puissent informer la population. Ce suivi, déjà envisagé par CORACON, se fera sous la forme d'un plaidoyer qui rappelle aux autorités leur devoir de livrer les informations à la population. Au-delà de ces rencontres, CORACON travaille avec les journalistes pour produire des émissions interactives et des magazines diffusés en synergie par les radios membres. De même, il travaille sur le choix des sources d'informations vérifiables et vérifiées. Dans cette optique, il continue d'inciter les autorités à donner régulièrement les informations nécessaires, afin d'éviter qu'un climat de méfiance vis à vis des équipes de riposte à la pandémie se développe dans la population. En effet, une population méfiante ne participera pas à la lutte contre la pandémie, ce qui pourrait augmenter le nombre de contaminations, voire de décès.

La riposte contre la Covid-19 et son incidence sur le travail de paix

Par Me Christian K. Sondirya, Me Jacques N. Birikunzira**
et Mr Darcy M. Sikwaya****

1. Contexte

Le 11 mars 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a déclaré qu'une épidémie de maladie à coronavirus dénommée « Covid-19 », identifiée pour la première fois en décembre 2019 à Wuhan, en Chine, avait atteint le niveau de pandémie mondiale. Préoccupée par les niveaux alarmants de propagation et de gravité de la maladie, l'OMS a appelé les gouvernements à prendre des mesures urgentes et agressives pour stopper le virus.

C'est dans cet élan que le Président de la République Démocratique du Congo, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a décidé, par ordonnance le mardi 24 mars 2020, l'état d'urgence sanitaire pour faire face à cette pandémie. Il ressort de cette ordonnance que plusieurs mesures restrictives aux droits de l'Homme ont été prises afin de limiter la propagation du virus. A cet effet, les écoles, les églises, les mosquées et plus de 70% des activités de la population ont été suspendues. Les mesures liées à la fermeture des frontières ont sensiblement affecté la vie des personnes qui vivent du commerce transfrontaliers et différents échanges y afférentes.

* Coordonateur de la Commission Justice, Paix et Sauvegarde de la Création CBCA (JPSC), Avocat

** Secrétaire à la JPSC et Chargé des Programmes, Avocat

*** Volontaire à la JPSC, Juriste

Le premier cas de Covid-19 a été confirmé en RDC le 10 mars 2020 à Kinshasa. A ce jour, le nombre cumulé est de plus de 8000 cas confirmés au total avec 95% à Kinshasa suivi des Provinces du Kongo central, du Sud Kivu, du Nord Kivu et du Haut Katanga. Cette pandémie n'est pas aussi meurtrière qu'Ebola dont les Congolais de l'Est gardent encore de vifs souvenirs : plus de 80% des patients Covid-19 guérissent.

Nonobstant ce fait, d'aucuns ne craignent la progression de la pandémie au pays et la vulnérabilité de ce dernier justifiée par l'insuffisance d'infrastructures sanitaires pour une prise en charge efficace et efficiente des malades surtout les cas graves. Les Provinces du Nord et Sud Kivu étant directement voisines du Rwanda et de l'Ouganda ; avec plus de 6 postes frontaliers, celles-ci ont notifié des nouveaux cas un peu plus qu'ailleurs.

Alors que l'impact de la Covid-19 ne cesse de s'aggraver dans les différentes provinces et en particulier au Nord et au Sud-Kivu, les acteurs de paix de la JPSC sur le terrain poursuivent leurs efforts pour aider les populations à briser le cercle vicieux des conflits violents. Malheureusement, il est observé des cas de violations flagrantes des droits de l'Homme, apparemment justifiées par des mesures d'urgence pour lutter contre la propagation du virus. Ces violations sont commises par quelques membres des forces de l'ordre (police) sur certaines parties du territoire national. Cette situation est révélatrice d'un déficit d'éducation aux droits de l'Homme dans les rangs des forces de l'ordre, particulièrement en période de crise.

Les acteurs de paix travaillent en étroite collaboration avec les communautés touchées par la Covid-19 et soutiennent leurs efforts de consolidation de la paix, en dépit du contexte difficile. Ce sont des médiateurs, des mobilisateurs, des sensibilisateurs en faveur des mesures barrières contre la Covid-19. Ces acteurs de paix identifient rapidement les besoins des communautés touchées, qu'ils soient liés à la consolidation de la paix, au développement, aux droits de l'Homme ou aux problématiques humanitaires.

2. Défis

Pour bien appréhender cet aspect, nous allons parler des difficultés et situations réelles observées pendant la période de Covid-19 et leur incidence sur le travail de paix.

1^{er} défi : La crise de la Covid-19 et les efforts nécessaires pour l'endiguer sont amplifiés par les causes sous-jacentes des conflits, en particulier les inégalités observées dans les différentes communautés.

Dans certains endroits en RDC et particulièrement dans la Province du Nord-Kivu, les violences ont repris et les processus de paix sont menacés. Les actions du gouvernement ne prennent pas suffisamment en compte la problématique du conflit.

A titre d'exemple, nous faisons ici allusion à la résurgence des conflits interethniques dans la Province du Nord-Kivu, en Territoire de Rutshuru où des conflits entre deux principaux groupes ethniques du territoire (Nande et Hutu) ont été observés. Associés aux cas d'enlèvements fréquemment observés sur ce territoire, des mouvements de jeunes sont nés pour lutter contre les bandits auteurs de cas de kidnapping et défendre la communauté dont sont originaires les jeunes. Ceci est évidemment aussi une source de conflits entre les communautés.

Au cours des affrontements répétés entre des groupes armés de jeunes et des kidnappeurs présumés membres des FDLR¹, ces derniers ont subi des pertes importantes. Les FDLR exercent des représailles contre les populations civiles, parfois avec la complicité de certaines milices locales qui prétendent défendre les intérêts du groupe ethnique Hutu contre les jeunes miliciens de l'éthnie Nande. Parallèlement les

¹ Les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda sont un groupe armé rwandais opérant sur le territoire congolais dans les provinces du Nord et Sud-Kivu. Ce groupe est l'auteur de plusieurs crimes contre l'humanité commis contre les populations congolaises.

civils des communautés Hutu se plaignent des sévices perpétrés par les miliciens Nande. Cette situation a été à la base des conflits entre les membres de deux groupes ethniques, conduisant même à la mort d'hommes, aux pillages et destructions de maisons.

De nombreuses personnes vivent au jour le jour, sans économies pour survivre aux conséquences économiques de la crise. Les personnes déplacées de guerre, les enfants en rupture familiale, les personnes en situation de handicap, les détenus, les personnes âgées et autres groupes marginalisés sont touchés de façon disproportionnée par la crise. On constate une forte augmentation de la violence domestique et de la criminalité juvénile due au taux élevé de chômage des jeunes.

Des flux d'informations peu fiables créent un climat d'incertitude au sein des populations et alimentent ainsi la peur, l'angoisse et la stigmatisation. En ce qui concerne la stigmatisation, il a été constaté que le problème de la réinsertion sociale des personnes guéries de la Covid-19 se pose avec acuité. Les communautés pensent que ces dernières constituent une menace pour la santé publique. Ainsi, les acteurs de paix de la JPSC encouragent les communautés à adopter des attitudes de lutte contre la stigmatisation et la discrimination à l'endroit des personnes qui ont été testées positives et du personnel soignant qui est en première ligne de la riposte contre la Covid-19.

Par ailleurs, des abus de la part des forces de sécurité ont été vécus par les populations en RDC. Pour ne parler que du Nord-Kivu, des violations et atteintes graves aux droits de l'Homme ont été observées sur le terrain. Les sanctions liées à l'inobservance des quelques mesures barrières ont conduit à des dérives et même violé le caractère sacré de la vie humaine. Le principe universel du respect de la dignité humaine s'est vu piétiné à plusieurs reprises par les forces de l'ordre, sous prétexte de faire respecter les mesures édictées par l'autorité publique. Les acteurs de paix de la JPSC² ont aussi noté que les services de renseigne-

² La Commission Justice, Paix et Sauvegarde de la Création est un service de la Communauté Baptiste au Centre de l'Afrique dont la mission est la promotion de la paix et les droits de l'Homme.

ment ont aussi été impliqués dans des atteintes aux droits de l'Homme, à travers l'interpellation de personnes se rassemblant pour des services culturels familiaux, au nombre sensiblement réduit, dans le respect de la distanciation sociale. Les services justifiaient leurs interventions par la mesure d'interdiction des rassemblements dans les lieux de culte. Des actions de plaidoyer ont été adressées aux autorités publiques en vue de faire cesser les atteintes aux droits de l'Homme liées à l'application de mesures de lutte contre la Covid-19.

2^{ème} défi : La priorité donnée aux actions de riposte contre la Covid-19 risque d'empiéter sur les efforts de consolidation de la paix : Maintenant que la réponse à la Covid-19 est devenue prioritaire, certains acteurs de paix craignent que les donateurs internationaux ne réduisent leur appui financier.

Les acteurs de paix sur le terrain ont toujours du mal à mobiliser les ressources requises pour répondre à l'environnement changeant et poursuivre leurs actions. De nombreuses organisations locales œuvrant dans le domaine de la paix déclarent craindre la réduction de l'appui financier et de l'attention des donateurs internationaux, car la communauté humanitaire donne la priorité à la lutte contre la Covid-19. Cette situation a fait que de nombreuses organisations de paix se trouvent en difficulté de fonctionnement, et doivent ainsi fermer leurs portes. Certaines organisations de paix ont donc besoin de l'appui des donateurs pour pouvoir renforcer les actions de paix sur le terrain et acquérir les outils technologiques dont elles ont besoin pour continuer à consolider la cohésion et la résilience des communautés. Cela peut se traduire par un meilleur accès à l'internet, la fourniture de téléphones portables, la création d'émissions de radio ou d'autres outils de communication.

Certaines organisations de la société civile jouent un rôle important dans la riposte contre la Covid-19.

En effet, la Communauté Baptiste au Centre de l'Afrique (CBCA) s'est lancée dans une campagne nommée en swahili « JIKINGE WAKINGE

WENGINE³ » ce qui signifie « protégez-vous et protégez les autres » dans laquelle diverses activités de sensibilisation de la population ont été organisées. Il s'est agi de :

- ◆ L'approvisionnement en eau potable de la population des parties environnantes de la ville de Goma qui vit en pénurie d'eau. Cette démarche a permis d'atteindre la population composée de Kumu à Kanyaruchinya (dans le territoire de Nyiragongo, au nord de la ville de Goma), et de pygmées à Muja (dans le même territoire), dans le village de Mukondo II⁴. Deux réservoirs d'eau de 3000 litres ont été achetés et installés. 120 000 litres d'eau ont été donnés et une distribution de masques et savons a été faite au profit de la population pygmée. Les réservoirs restent installés et peuvent être utilisés par d'autres organisations travaillant dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.
- ◆ Des dépliants de sensibilisation ont été distribués par les acteurs de paix de la JPSC à la police et aux autorités de l'État pour mobiliser au respect des droits de l'Homme pendant la riposte contre la Covid-19.
- ◆ Des vivres ont été spécialement distribués aux personnes âgées et aux veuves. Compte tenu du besoin élevé pour ces activités d'assistance, 67 ménages ont reçu chacun 20 kg de riz à Goma au Nord-Kivu. Un soutien similaire a été apporté aux habitants de Kinshasa, Lubumbashi et Kampala.
- ◆ Plus de 8000 masques ont été distribués à la population ciblée, y compris aux chauffeurs de taxi-motos et bus, aux policiers, qui sont très exposés. Le Centre de Formation Tumaini du Poste Buturande, s'inscrivant dans la même lutte, a lui-aussi produit des masques en faveur de ses populations. A cela s'ajoutent plus de 800 savons liquides, 1500 savons durs et 500 désinfectants.

3 Ce projet a été réalisé avec l'appui de la mission Evangélique Unie (VEM).

4 Localité située à près de 10 Km au Nord-Ouest de la Ville de Goma.

Plus de quinze spots éducatifs audiovisuels ont été préparés et diffusés dans différentes langues locales à travers les chaînes radio et télévision locales, les réseaux sociaux et sur la chaîne YouTube de la CBCA (<https://www.youtube.com/channel/UCrNMxJXCtkJkLrgirWxpyg>). Le message principal de la campagne était « Protégez-vous, protégez les autres » (« JIKINGE, WAKINGE WENGINE »). Ce message a atteint plusieurs milliers d'auditeurs, de téléspectateurs et d'internautes.

3^{ème} défi : La distanciation sociale entrave de nombreuses actions de paix en cours.

Les actions de paix qui reposent souvent sur des réunions et des approches conviviales, sont directement entravées par les restrictions nécessaires imposées aux rassemblements de personnes et par les mesures de distanciation sociale⁵.

Nonobstant cela, les actions de paix ont été adaptées afin qu'elles puissent répondre à la nécessité de bâtir la paix au sein de la société. Les acteurs de paix de la JPSC jouent un rôle vital. Tout d'abord, ce sont des porteurs de messages de paix et d'espoir pour une population désespérée, abandonnée à son triste sort par l'Etat qui l'a confinée et qui ne sait même pas toujours l'assister pour répondre aux besoins de première nécessité (Eau, électricité, nourriture, ...). Ensuite, ce sont des médiateurs dans les cas des conflits observés dans les familles et dans la communauté. Ce sont également des accompagnateurs juridiques et judiciaires ; à titre gratuit, pour les cas d'interpellations abusives lancées par les services de police et de renseignement contre les personnes. Enfin, ce sont des animateurs d'émissions radiodiffusées sur les droits de l'Homme à observer pendant la période de pandémie.

5 En Afrique la communication se fait surtout par des contacts directs, les séances de réconciliation se clôturent bien souvent par des embrassades et des danses.

4^{ème} défi : La propagation des rumeurs.

En effet, « Toute épidémie sanitaire s'accompagne d'une épidémie de rumeurs » avait déclaré aux médias le Professeur Jean-Jacques Muyembe, Secrétaire Général du Comité national multi-sectoriel de la riposte à la Covid-19 en RDC. De façon plus large, voici les quelques rumeurs qui ne cessent de circuler en Afrique et particulièrement en RDC, selon Congo Check, un site d'information spécialisé en fact-checking en RDC, lancé au début de l'année 2018, dans le but de lutter contre les fausses informations devenues monnaie courante sur internet dont la plupart sont diffusées par des individus malintentionnés sur les réseaux sociaux et parfois par des sites internet (<https://www.congocheck.net/coronavirus-en-rdc-voici-le-top-10-des-rumeurs-a-ne-pas-partager/>) :

- ◆ **La peau noire est résistante au coronavirus** : La désinformation sur ce sujet avait gagné la République Démocratique du Congo et des propos fausement attribués au Professeur Jean-Jacques Muyembe avaient été partagés sur la Toile. Outre la publication d'un démenti par le Comité National Multisectoriel de la Riposte à la Maladie à Covid-19 pour dénoncer le caractère faux de ce contenu, l'infection d'une quinzaine de Congolais ayant séjourné dans des pays à risque, ceux contaminés à Kinshasa et le premier décès enregistré par la RDC, devraient interpellier sur le fait que la race noire n'est pas exempte des risques d'infection au coronavirus.
- ◆ **Des cas confirmés inventés** : Le 10 mars 2020, lorsque Eteni Longondo, Ministre de la Santé, annonce la confirmation du premier cas de la maladie au SRAS-CoV-2 en RDC, et suite à quelques imprécisions sur la nationalité du patient, la Toile congolaise s'enflamme. Les populations congolaises et certains politiciens soupçonnent une invention de cas non diagnostiqués dans le but de bénéficier de financements internationaux. Le Ministre a éclairci cette question, mais la rumeur court toujours dans les rues.

- ◆ **De faux comptes et profils sur les réseaux sociaux** : Depuis la déclaration de la pandémie en RDC, plusieurs faux comptes et profils ont vu le jour, publiant des informations erronées dans l'objectif de désorienter la population. C'est par exemple le compte Facebook du *Dr Eteni Longondo*, qui avait été dénoncé par le Ministère de la Santé, car n'appartenant pas au Ministre. Ce compte rendait public des informations en contradiction avec les actions gouvernementales face à cette crise. Un autre faux compte au nom de *Vital Kamerhe*, ancien Directeur de cabinet du Président de la République, aurait affirmé que le Président congolais avait été testé positif.
- ◆ **Les faux remèdes** : La consommation de plusieurs fruits, racines, liquides, traditionnels est conseillée dans des publications sur les réseaux sociaux (principalement sur What'sApp sous forme sonore, par texte ou image) en tant que remède contre la Covid-19.
- ◆ **Des alertes sur les cas de coronavirus** : Sur les réseaux sociaux, dans les médias traditionnels et en ligne, des informations circulent sur la notification de cas suspects dans différentes agglomérations de la RDC. Toute alerte notifiée en période épidémique n'est pas un cas confirmé. Seul l'Institut National de Recherche Biomédicale (INRB) est habilité à donner un diagnostic sur ce nouveau type de virus pour lequel plusieurs données scientifiques sont encore à l'étude.
- ◆ **Les chinois sont tous infectés** : La RDC n'échappe pas aux soupçons et à la stigmatisation du peuple chinois durant cette épidémie, due à l'origine du coronavirus, qui a émergé depuis la ville chinoise de Wuhan. La présence d'un citoyen chinois dans une structure sanitaire est définitivement interprétée par la communauté comme la confirmation d'un cas de coronavirus comme ce fut le cas le 16 mars 2020 dans la ville de Goma.
- ◆ **Les guérisons miracles dans les églises** : La prise en charge du virus par la prière n'est pas sur la liste des recommandations sanitaires

de l'Organisation mondiale de la santé. Ainsi, les conseils appelant aux consultations des religieux pour se faire soigner sont dangereux.⁶

- ◆ **Le coronavirus est une vengeance de Dieu face à la reconnaissance de l'homosexualité et de la pédophilie par certaines Eglises :** Ces théories partagées par plusieurs Congolais ont même été soutenues par certains hommes d'Eglise de la RDC, qui voient en ce fléau la colère du Dieu d'amour et de compassion qui a décidé de frapper tous les continents. Toutes ces déclarations n'ont pas de soubassements scientifiques et encouragent la méfiance de la communauté à l'égard des agents de la riposte.
- ◆ **Le dépistage positif du président de la République :** La diffusion du message suivant : « La présidence de la République Démocratique du Congo porte à la connaissance de la communauté tant nationale qu'internationale que son Excellence Mr. Félix Tshisekedi est testé positif au coronavirus mais son état de santé est stable » par le faux compte Twitter @VitalKamerheio démontre la manipulation et la volonté de désinformation qui animent certains internautes. Face à cette situation, la présidence de la République démocratique du Congo a publié la liste de ses comptes digitaux officiels et authentiques.
- ◆ **Être infecté c'est être condamné à mourir :** il existe aussi des rumeurs qui affirment qu'attraper le virus c'est être condamné à mourir. Mais cela n'est pas vrai. Le taux de mortalité de la maladie est de moins de 5%, même actuellement en RDC. Cela veut dire que sur 100 personnes infectées, seules 5 pourraient en mourir.

Toutes ces rumeurs ont négativement influencé le travail de paix, et ont fait que beaucoup d'organisations s'investissent dans la sensibilisation de la population afin de lutter contre la désinformation et les fausses

6 La CBCA dans sa foi, ne doute pas de la guérison divine. Cependant, elle recommande à la population de se faire soigner au sein des structures médicales. D'ailleurs, à elle seule, elle possède plus du tiers des hôpitaux de la Province du Nord-Kivu.

rumeurs. La JPSC n'est pas restée indifférente quant à cela ; dans la nouvelle dynamique de travail adaptée à la situation de la pandémie, ses acteurs et animateurs ont fortement insisté sur l'existence et la dangerosité du virus. Ceci s'est fait évidemment à travers des émissions radiodiffusées, mais aussi par des échanges et dialogues familiaux (de bouche à oreille) toutes les fois que c'était possible. Considérant que les jeunes sont la catégorie de la population la plus active sur le web et les réseaux sociaux, un travail plus particulier de sensibilisation sur cette problématique est fait avec les jeunes encadrés par la JPSC dans plus de dix clubs de paix éparpillés dans la ville de Goma. Ceux-ci ont adapté leurs rencontres hebdomadaires dans un format très réduit et dans le strict respect des mesures barrières.

3. Conclusion

En même temps que la pandémie est une menace mondiale, la riposte est également une opportunité pour les acteurs de paix. Tous les acteurs de paix sur le terrain s'efforcent d'adapter leurs programmes en y intégrant la réponse à la Covid-19. On a constaté également une intensification des contacts et des échanges avec les partenaires tant nationaux qu'internationaux, toujours dans l'objectif d'évaluer les nouvelles approches du travail de paix.

Pendant, avec la levée de l'état d'urgence depuis le mardi 21 juillet 2020 et au vu de la propagation du virus dans différentes provinces du pays, une double crainte persiste : celle de vivre une deuxième vague de propagation du virus à grande échelle, suite au relâchement du respect des mesures barrières observé au sein de la population dans différentes provinces de la RDC ; et celle de voir les programmes de paix en cours et ceux qui émergent être tout simplement éclipsés par la riposte contre la pandémie.

Les organisations de paix et d'autres acteurs de la société civile doivent donc renforcer leurs interventions sur le terrain, afin de prévenir une nouvelle flambée du virus, en anticipant des actions de sen-

sibilisation et de conscientisation des populations. Un plaidoyer mérite également d'être mené auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux de la RDC ainsi qu'auprès des ONGs Internationales pour que le travail de paix ne soit pas éludé ou mis au second plan.

La situation et le travail du RIO pendant la pandémie

*Par Murhega Mashanda**

Le RIO poursuit son travail de paix au Sud Kivu en RDC.

La situation

Depuis le début de l'épidémie déclarée le 10 mars 2020, le cumul des cas est de 9,589, dont 9,588 cas confirmés et 1 cas probable. Au total, il y a eu 8.480 personnes guéries. Les 17 provinces touchées sont :

Kinshasa (épicentre) 7.793 cas ;

Nord-Kivu 498 cas ;

Kongo Central 427 cas ;

Haut-Katanga 314 cas ;

Sud-Kivu 295 cas ;

Lualaba 88 cas ;

Ituri 80 cas ;

Haut-Uélé 40 cas ;

Tshopo 26 cas ;

Nord-Ubangi 7 cas ;

Kwilu 6 cas ;

Equateur 5 cas ;

Sud-Ubangi 5 cas ;

Haut-Lomami 1 cas ;

Kasaï 1 cas ;

Kasaï Central 1 cas et

Kwango 1 cas¹.

¹ <https://actualite.cd/2020/08/13/rdccovid-19>.

* Coordinateur du Réseau d'Innovation Organisationnelle (RIO) à l'est de la République Démocratique du Congo (RDC), www.riocrp.org

Il sied de rappeler ici qu'une série de mesures ont été prises aussi bien par la Présidence de la République, le Gouvernement National que le Gouvernement Provincial dans le sens de la prévention et de la lutte contre la Covid-19, notamment :

- ◆ Se laver régulièrement les mains au savon ou avec une solution hydro-alcoolique ;
- ◆ Tousser ou éternuer dans le pli du coude ;
- ◆ Respecter la distanciation sociale de 1 mètre au minimum ;
- ◆ Mettre en quarantaine ou en confinement des malades à des endroits déterminés ;
- ◆ Fermer les endroits à forte concentration sociale (stades, restaurants, bistros, boîtes de nuit, écoles, lieux de culte, etc.) ;
- ◆ Interdire le regroupement de plus de 20 personnes ;
- ◆ Réduire le nombre de clients dans les transports en commun ;
- ◆ Limiter les sorties non essentielles ;
- ◆ suspendre les bateaux, avions et véhicules reliant les provinces, les villes et même les territoires ;
- ◆ Fermer les frontières ;
- ◆ Confiner totalement les personnes de plus de 60 ans ou alors les renvoyer au village (niveau provincial) ;
- ◆ Porter obligatoirement le masque à Bukavu (niveau provincial) ;
- ◆ Accorder certaines facilités aux ménages (gratuité pendant deux mois de l'électricité et de l'eau, suspension pendant trois mois du paiement d'impôts, etc.) ;
- ◆ Interdire l'acheminement des morts de la ville vers les villages pour enterrement ;
- ◆ Ne pas expulser tout locataire incapable de payer son loyer pendant les trois mois (avril, mai, juin 2020).

Cependant, certaines de ces mesures appropriées sont discriminatoires d'une part et, d'autre part, leur mise en application pose problème. Lorsqu'un membre influent du gouvernement provincial meurt, les autorités accordent une autorisation spéciale de sortie de la ville de Bukavu. Des missions officielles diligentes dans les provinces proviennent de villes confinées. Cela laisse à croire que le confinement est réservé à une catégorie de personnes. La stigmatisation des malades a été évidente à l'annonce des premiers cas dans la ville de Bukavu. Les agents de l'Etat eux-mêmes ne respectent pas toujours les mesures et certains exploitent même la situation pour en faire un fonds de commerce (certains agents de la PCR² ne portent pas de masque même lorsqu'ils sont en contact avec la population ; la police embarque en masse dans ses jeeps sans respect de la distanciation sociale ; ...). On remarque aussi une faible vulgarisation des documents sur la Covid-19 ainsi qu'une faible sensibilisation pour les mesures barrières. Les outils de sensibilisation utilisés (émissions radios, affiches) contre cette pandémie atteignent difficilement la grande masse de la population. La maladie est perçue comme une maladie des riches, des voyageurs qui utilisent les avions et les véhicules.

L'absence de kits de protection est aussi décriée même au niveau des équipes de riposte. Les hôpitaux ne sont pas suffisamment équipés du matériel médical nécessaire en cas d'une forte contamination (respirateurs et autres). Les coûts liés aux soins sont onéreux et les soins deviennent non accessibles à la grande majorité de la population. Certains malades décèdent à domicile car ils ont préféré se soigner chez eux par crainte des factures de l'hôpital. Le personnel des équipes de riposte n'est pas régulièrement payé (actuellement 3 mois d'arriéré).

Quelquefois des messages provenant des autorités n'étaient pas concordants : alors que les autorités provinciales parlaient de trois cas, le centre de dépistage installé à Kinshasa évoquait quatre cas pour le Sud-Kivu.

2 Police de Circulation Routière.

Globalement, on constate une faible appropriation de ces mesures par une grande partie de la population, y compris par certains agents de l'Etat et leaders d'opinion.

Au niveau de la population, on constate une mauvaise perception de la pandémie (beaucoup de fausses croyances sont véhiculées par les médias sociaux). Cette situation est due à l'analphabétisme et à la désinformation. Dans plusieurs territoires de la province, le port du masque n'est pas une pratique courante, il est même perçu comme un fait étrange. Par exemple, la désignation de l'hôpital de référence de Makobola, en territoire de Fizi, comme centre de dépistage de la Covid-19 au Sud-Kivu, a suscité de vives contestations de certaines populations locales.

De plus, la pauvreté extrême de la communauté ne permet pas à celle-ci d'observer scrupuleusement certaines de ces mesures. Il y a beaucoup de gens qui vivent « au taux du jour », c'est-à-dire grâce à des recettes journalières qu'ils gagnent seulement s'ils sortent de la maison, parce qu'ils sont manutentionnaires, petits vendeurs ambulants, etc. Ils portent de grandes responsabilités au vu du nombre d'enfants qu'ils ont à leur charge, c'est donc pour des raisons de survie qu'ils sortent au mépris des normes édictées par les autorités étatiques et sanitaires.

Malgré la fermeture des frontières entre la RDC³ et le Rwanda ainsi que le Burundi, les produits agricoles fréquemment consommés venant des pays voisins traversent les frontières dans des camions. Ces transactions permettent d'équilibrer les prix qui galopent déjà de manière vertigineuse suite à la dévaluation de la monnaie nationale (franc congolais). Il s'agit principalement de la farine de manioc, de la viande, des poules, du maïs, et des légumes comme les tomates et les aubergines. Les autres produits tels que le riz, les haricots, les pommes de terre et autres légumes viennent plus facilement des territoires proches et de Goma par bateau. Toutefois, les produits alimentaires « luxueux »

3 Au nord, la République centrafricaine et le Soudan du Sud. À l'ouest, la République du Congo et l'Angola (dont 255 km avec la province de Cabinda). Au sud la Zambie. À l'est, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie.

comme la viande, les poulets, les poissons ne sont plus accessibles aux ménages. Le prix de certains produits alimentaires et articles ménagers essentiels a augmenté (viande, haricots, lait, semoule de maïs, savons, kits de beauté féminine, ...).

Les conséquences de ces mesures sont nombreuses :

- ◆ La perte d'emploi pour de nombreuses personnes car beaucoup d'entreprises ne fonctionnent pas ou fonctionnent au ralenti, demandant aux employés soit de travailler à mi-temps soit de prendre un congé technique ;
- ◆ La hausse du niveau de corruption : les contrevenants aux mesures contre le coronavirus subissent la corruption et les tracasseries multiples infligées par les agents de l'ordre sous prétexte de la loi. Les policiers et les agents de l'ANR⁴ passent dans les quartiers pour contrôler l'application des mesures et, en cas de non-respect, ils taxent forfaitairement les contrevenants et prennent cet argent pour leur compte propre ;
- ◆ Au vu de la dureté de la vie et de l'incapacité des parents à les encadrer à la maison, les jeunes enfants, affamés, trainent dans la rue pour faire du pickpocket : ils récupèrent les téléphones, l'argent et tout autre bien de valeur dans les poches des passants. De plus, des garçons plus âgés opèrent la nuit dans des maisons. Il y a également beaucoup de cas de braquages et d'assassinats déjà recensés ;
- ◆ Des territoires entiers ont sombré et d'autres vont suivre. C'est le cas de Mwenga, où le délabrement de la route est tel qu'il faut 3 à 4 semaines en voiture pour atteindre Bukavu depuis Kamituga, située à 180 km. Cette ville minière dépend de Bukavu pour tout, du fait de l'insécurité causée par les milices, lesquelles violent régulièrement les femmes paysannes qui vont aux champs. C'est pareil pour le territoire

4 Agence Nationale de Renseignement.

de Shabunda situé à 300 km de Bukavu qui n'est accessible que par voie aérienne ;

- ◆ Le secteur de tourisme souffre également : les hôtels et les restaurants sont en dysfonctionnement. Cependant, certains de ces services se font clandestinement à l'intérieur de maisons, avec un grand nombre de gens consommant des boissons sans musique. Cela constitue un risque de contamination. Dans beaucoup d'endroits, certains services de sécurité acceptent de fermer les yeux sur ces maisons en échange de versements d'argent ;
- ◆ Les séparations familiales à cause de personnes bloquées, soit dans d'autres territoires et provinces, soit dans d'autres pays ;
- ◆ Les personnes âgées se sentent discriminées. Le gouverneur les contraint soit à un confinement total alors qu'elles sont sans assistance, soit à retourner dans les villages où règne une insécurité grandissante ;
- ◆ La désinformation alimentée par les réseaux sociaux et l'automédication par des plantes médicinales avec risque d'intoxication ;
- ◆ La difficulté d'accès aux soins spécifiques et moins chers (au Burundi et au Rwanda), ainsi que la peur de certaines personnes d'aller à l'hôpital ;
- ◆ Les violences domestiques et conjugales causées par le sentiment d'incapacité des maris d'assumer leurs responsabilités familiales ;
- ◆ Le conflit Rwanda-RDC : certains agriculteurs rwandais exploitant des champs en RDC, ne peuvent plus accéder à leurs champs et leurs productions sont récoltées par des Congolais ;
- ◆ Des Rwandais et des Burundais traversent frauduleusement la rivière Ruzizi (Bugarama-Kamanyola ; Rugombo-Luvungi). Leur arrestation en RDC est considérée comme une humiliation, laquelle renforce les préjugés et les stéréotypes. Parfois ils sont assimilés aux agents des milices infiltrées ;

- ◆ La société civile et le chef de poste d'encadrement administratif de Kamanyola contrecarrent la police et l'ANR en les empêchant de lutter contre la Covid-19 ;
- ◆ La population considère les décideurs comme ses ennemis car ils ne prennent pas en considération son incapacité à trouver l'argent pour acheter des masques pour tous les membres de la famille (souvent une moyenne de 10 personnes par ménage). L'interdiction de se déplacer est aussi à la base de conflits ;
- ◆ La société civile fait pression sur les décideurs car ils ne mettent pas de lave-mains dans les endroits publics, ne sécurisent pas les frontières et permettent l'infiltration des Rwandais et Burundais qui pourraient être infectés ;
- ◆ Les décideurs s'insurgent contre les Organisations de la société civile (OSC) car ces dernières leur reprochent de n'avoir pas pris de mesures adéquates pour sécuriser la population contre la pandémie, tout en condamnant les arrestations de ceux qui ne respectent pas les mesures barrières ;
- ◆ Les conflits entre conjoints : certaines femmes ne supportent pas le stress causé par l'inactivité des époux qui ne voyagent plus pour le commerce ;
- ◆ Certaines femmes se prostituent pour la survie, ce qui est à la base de conflits dans leurs ménages, au sein et entre les familles du village (du mari, de l'épouse et de l'homme adultère) ;
- ◆ Des jeunes filles (surtout de l'école secondaire) se prostituent et certaines se retrouvent enceintes. Cela provoque des conflits dans les foyers où l'époux accuse l'épouse de n'avoir pas veillé à l'éducation de sa fille. Ces grossesses sont aussi à la base de conflits entre les familles des garçons et des filles concernés ;
- ◆ Comme les enfants ne vont plus à l'école, certains s'adonnent au vol de fruits, de petits bétail, de téléphones, de maïs dans les champs, etc.

Quand ils se font attrapés, ils sont parfois transférés à la police ou tabassés par les propriétaires des champs ou des biens volés. Ces actes créent des conflits entre les familles des enfants voleurs et celles victimes du vol et/ou entre parents et enfants ;

- ◆ En cette période de récolte de haricots et de maïs, certaines personnes qui n'ont pas de champs volent les récoltes d'autrui⁵. Cela alimente des suspicions et des conflits entre les familles concernées ;
- ◆ Les conflits entre éleveurs et agriculteurs resurgissent suite à la destruction des champs par les vaches ;
- ◆ Les conflits et les préjugés naissent entre d'un côté les populations, et de l'autre, les transporteurs et les commerçants accusés de profiter de la pandémie pour augmenter le prix du transport et des biens de première nécessité ;
- ◆ Des discordes se multiplient entre hommes et femmes d'affaires à cause de la hausse des prix du transport des marchandises ;
- ◆ La médisance et la moquerie de certaines Organisations de la société civile (OSC) qui ne sont pas financées, envers celles qui le sont. Beaucoup de bailleurs ont interrompu leur financement et retiré leur personnel de terrain. Il y a surtout des conflits dans le domaine de l'agriculture, en période de moissons, entre les OSC financées par PICAGEL⁶ et IITA⁷, et celles qui étaient autrefois soutenues et qui sont actuellement sans soutien financier ou technique ;
- ◆ Des violations des droits de l'homme sont enregistrées, notamment des arrestations arbitraires, des tracasseries et intimidations, le rançonnement de paisibles citoyens. De plus, on constate aussi l'interdiction pour les propriétaires de recouvrer leur droit locatif alors qu'ils

5 Pour la partie Sud-Sud de la province du Sud-Kivu.

6 Projet Régional de Développement Agricole Intégré des Grands Lacs

7 Institut International d'Agriculture tropicale

payent des charges comme l'impôt sur le revenu locatif, les autorisations de bâtir et l'entretien de leurs maisons. Toutes ces dépenses auraient pu être remboursées par les recettes (le loyer) ;

- ◆ Les chauffeurs et propriétaires de véhicules sont obligés de réduire le nombre de passagers dans les transports en commun, sans tenir compte du prix des carburants, de l'amortissement et sans aucune exonération des taxes et impôts à leur charge ;
- ◆ Les personnes malentendantes (sourds-muets) ne sont pas informées des mesures de prévention de la pandémie.

Quels défis pour le travail de paix ?

Au vu de la situation décrite plus haut, la cohésion sociale entre acteurs affectés par la présence de la pandémie de la Covid-19 est menacée. Dès lors, le travail de paix devra s'atteler à rétablir cette cohésion. Pour y arriver, il sied d'intégrer, aux côtés des activités de peacebuilding et de plaidoyer, des actions d'aide au développement pour lutter contre la pauvreté.⁸

Il est essentiel de pouvoir compter sur des gens qui ont compris la problématique de la Covid-19 ainsi que sur le dévouement de certaines organisations dans la réduction des effets et la prévention de cette pandémie.

Pour nous il s'agit donc de procéder aux ajustements suivants :

- a) L'actualisation de l'état des lieux de la Covid-19 pour chaque Etat (aux niveaux local, provincial et national).
- b) L'identification d'acteurs susceptibles de renforcer la sensibilisation pour la lutte contre la pandémie. Au niveau des communautés et divers cercles sociaux (villages, quartiers, églises, écoles, marchés),

⁸ Prix Nobel Norman disait : si tu désires construire la paix, promeus la justice et en même temps cultives des champs pour avoir du pain, car pas de paix sans pain.

initier des groupes éducatifs responsables de mécanismes de sensibilisation. Doter ces mini-structures des moyens nécessaires pour la sensibilisation à cycle itératif.

- c) L'élaboration d'un plan de communication avec tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des actions de paix et de développement. A ce titre, citons les bailleurs de fonds, les organisations de la société civile, les bénéficiaires des actions de paix et de développement aux niveaux local, provincial et national.
- d) Le pouvoir étatique, jouant le principal rôle d'orientation dans la lutte contre la pandémie, sera un partenaire incontournable pour une paix et un développement harmonieux. L'Etat devra mettre en place des mécanismes d'accompagnement des mesures prises.
- e) La planification actualisée des actions, qui tiendra compte de l'évolution contextuelle de la pandémie.
- f) L'évaluation permanente des interventions en vue de mesurer les effets positifs et négatifs de la Covid-19 sur les actions de paix et de développement. Cet état des lieux facilitera la prise des orientations concertées entre les parties impliquées dans ces actions.

La réussite de toutes ces stratégies sera tributaire de l'appui financier aux organisations de la société civile et autres acteurs (pouvoirs publics et agences onusiennes) œuvrant pour la paix et le développement.

La Covid-19 est avant tout et généralement un facteur de division vu son impact socio-économique et sécuritaire. La pandémie divise les communautés à travers des mesures et gestes barrières décrétés par les gouvernements central et provincial sans aucune mesure d'accompagnement. Cependant, il est utile de préciser que des communautés entières tirent de cette période des leçons positives et négatives pour la vie quotidienne et le fonctionnement des institutions.

Un déluge de préjugés

Pour l'Afrique, et particulièrement la République Démocratique du Congo, on ne peut être fort qu'à côté des siens. Les mesures barrières édictées par les pouvoirs publics induisent la limitation, voire l'absence totale de contacts. Ce mode de vie est difficile sinon impossible à observer. A cela, s'ajoute le niveau de pauvreté obligeant les Africains à planifier l'avenir avec le soutien des autres. La pandémie divise les gens et rend la survie extrêmement difficile.

Des rumeurs sur des tests de vaccins à effectuer dans des pays africains scandalisent les Africains en général et les Congolais de la République Démocratique en particulier. C'est pour cela que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a du faire profil bas dans certains pays africains, comme le Burundi et la Tanzanie. En même temps, des chercheurs africains conduisent des études mais ne sont pas valorisés au Nord.

L'observation stricte des mesures barrières pose problème avec de nombreuses conséquences socio-économiques comme indiquées plus haut.

Par exemple, la naissance, le mariage et le décès sont des événements où traditionnellement les gens se rencontrent pour échanger. En dépit des mesures barrières décrétées par les autorités nationale et provinciale, les membres des familles et les amis continuent de se réunir à ces occasions. L'Afrique est fortement communautaire. Les méthodes appliquées devront tenir compte de la culture des sociétés africaines. Peut-on interdire à un Africain de visiter un malade, d'assister à un deuil ?

Les populations les plus vulnérables sont :

- ◆ *Les femmes* : elles sont considérées comme des « unités de production » au sein des ménages. Elles exercent des petites activités génératrices de revenus (AGR) en vue de nourrir leurs familles. Or, avec toutes ces perturbations et restrictions multiples, ces AGR ne fonctionnent plus normalement. Par ailleurs, les femmes sont les actrices principales de

l'éducation des enfants. Face à la délinquance juvénile, elles se sentent de plus en plus impuissantes.

- ◆ *Les jeunes scolarisés* : la perturbation du programme national de l'éducation accentue leur vulnérabilité et risque d'entraîner une profonde méfiance vis à vis des activités éducatives. S'ils restent dans la rue, les jeunes tombent dans la délinquance et s'exposent aux risques des maladies sexuellement transmissibles et des grossesses précoces. Les parents ont des difficultés à maintenir les enfants à la maison pendant cette période de confinement. Le paiement des abonnements des chaînes de télévision, l'interdiction de fréquenter les cercles récréatifs ainsi que les coupures intempestives du courant électrique posent des difficultés aux parents pour maintenir les enfants à la maison.

L'ignorance des mesures barrières (problèmes d'information et d'interprétation) rend les femmes et les jeunes vulnérables. Mais ils peuvent aussi développer des maladies psychosomatiques et subir des traumatismes à vivre dans une situation où l'angoisse et l'incertitude règnent.

- ◆ *Les petits producteurs* : ils ne savent plus où stocker et à qui vendre leurs productions, ou alors on leur impose le prix d'achat.
- ◆ *Les personnes âgées sans assistance et/ou en situation de handicap* : elles descendent en ville pour mendier et rentrent le soir munies de leur bourse journalière. Il n'est plus possible pour eux de se déplacer, ni à leurs familles de les aider car ces dernières sont elles aussi frappées par la pauvreté.
- ◆ *Les étudiants originaires des territoires voisins et provinces voisines vivant à Bukavu* : ils ne peuvent plus recevoir facilement les aides de leurs parents qui souffrent aussi de la pauvreté. Il en est de même pour les étudiants congolais qui se trouvent à l'étranger. Leurs parents n'ont plus assez de revenus suite au confinement et à ses conséquences.

- ◆ *Des voyageurs et commerçants* : ceux qui sont hors de leurs pays et dans des villes concernées par la pandémie se retrouvent à mener une vie difficile faute de moyens.
- ◆ *Les malades qui suivaient des soins spéciaux à l'étranger* auxquels ils n'ont plus eu accès ont un taux de mortalité élevé.
- ◆ *La fermeture des frontières* suite à la Covid-19 a favorisé la rupture des contacts entre certains Etats dont les relations diplomatiques étaient déjà fragiles (cas du Burundi et du Rwanda)
- ◆ *Le personnel médical travaillant dans les hôpitaux mal ou non équipés* a peur d'affronter la maladie.

Et l'Etat ?

- a) L'absence d'accompagnement pour le suivi des mesures barrières constitue une **défaillance** de taille et traduit un déficit de volonté politique.
- b) Néanmoins des **opportunités** existent : des financements en provenance de certaines institutions internationales, comme la Banque Mondiale, sont orientés vers, entre autres pays, la République Démocratique du Congo pour lutter contre la Covid-19. Cependant l'utilisation de ces fonds semble très loin d'arriver au niveau des populations.

Le rôle de la société civile

On note également des défaillances et des opportunités au sein des organisations de la société civile. Une coordination ou des alliances sont nécessaires ainsi que l'établissement des priorités.

- a) *Défaillances* : Médisance et moquerie de certaines organisations de la société civile qui n'étaient pas financées vis à vis de celles qui

l'étaient et dont les bailleurs ont soit interrompu le financement soit retiré leurs personnels de terrain.

- b) *Opportunités* : Il existe d'autres organisations de la société civile qui ont commencé des actions de sensibilisation mais dont les fonds ne sont pas suffisants. De telles organisations ayant déjà accumulé de l'expérience, sont à identifier pour être soutenues.
- c) *Quelles alliances ?* Les alliances seront utiles dans le souci de cartographier, coordonner et harmoniser les interventions. Ce qui n'est jusqu'ici pas le cas, étant donné que chaque acteur a sa lecture des faits et répond directement à son bailleur.
- d) *Quelles priorités ?* La mise en place de mécanismes pour sauvegarder les mesures barrières arrêtées par les pouvoirs publics.

Par rapport à la place des partenaires du Nord dans le travail de lutte contre les pandémies, il y a nécessité de mettre en place une cartographie des donateurs pour harmoniser le travail des organisations de la société civile et leurs rayons d'action. Une coordination de toutes les interventions visant la lutte contre la pandémie serait souhaitable mais les résistances, à tous les niveaux, sont fortes.

Il y a encore du travail à accomplir par le RIO, les organisations de la société civile, les acteurs étatiques et non étatiques.

La Covid-19 dans un climat de conflits intercommunautaires dans la province du Sud-Kivu, en République Démocratique du Congo

*Par Innocent Nsengimana Kirayi**

La pandémie du Coronavirus SARS-Cov-2 (Covid-19) s'est déclarée en Chine en décembre 2019, puis s'est répandue en Asie, en Europe et en Amérique, provoquant des milliers de décès en cascade.

Elle a atteint le continent africain où elle constitue une menace pour la sécurité humaine dans toutes ses dimensions (socio-sanitaire, économique et environnementale). Elle y est parfois perçue comme un mensonge des intervenants politiques et sanitaires. Certaines personnes « avisées » ou « ignorantes » la considèrent comme une rumeur diffusée par les médias mais aussi comme un « deal » international, ce qui devient progressivement une source de conflits sociaux multi-acteurs là où, dans des situations de conflits ethniques, règne déjà un climat de méfiance entre les communautés.

En République démocratique du Congo, les premiers cas importés de Covid-19 ont été signalés en mars 2020 dans la province du Sud-Kivu. Parmi ces cas figurait un citoyen Congolais expatrié qui revenait d'une mission en l'Afrique de l'Est. Ces premiers malades furent mis en quarantaine au centre d'observation établi par la province dans la cadre de la riposte contre la Covid-19.

Depuis lors, des déclarations contradictoires et controversées ont surgi et les mesures contraignantes de ripostes ont été considérées par la population comme « arbitraires ».

* Secrétaire général/APDIK

Au niveau de la province, il n'existait pas d'infrastructures adéquates pour conduire des diagnostics efficaces de la Covid-19. Les échantillons prélevés devaient être envoyés à l'institut national de recherche biologique (INRB) à Kinshasa (à plus de 2000 Km) pour analyse. C'est au laboratoire de l'INRB de juger si le cas testé est positif ou non puis de communiquer le résultat à la structure de la province qui a envoyé l'échantillon. Pour les malades, ce processus paraissait trop long (au moins 10 jours pour avoir les résultats), pas très crédible voire douteux. Certaines personnes pensaient que les échantillons envoyés à Kinshasa n'étaient pas bien acheminés et qu'il y avait des confusions dans la manipulation des échantillons du fait de leur nombre élevé.

La pandémie de Covid-19 est survenue alors que des conflits armés dans les Moyens et Hauts-Plateaux de Fizi, Uvira et Mwenga devenaient de plus en plus violents et les gens devaient choisir entre se protéger contre le coronavirus ou contre les tirs de balles des violences armées.

Parallèlement, dans le secteur public, seuls les services minimums sont maintenus et le personnel âgé de plus de 60 ans, considéré à risque face au coronavirus, est formellement interdit sur les lieux de travail. Suite aux mesures de confinement initiées par le gouvernement sur l'ensemble de la province, les fonctionnaires de l'Etat sont impayés et ne jouissent d'aucune aide sociale. Par ailleurs, le cours de change du franc Congolais, la monnaie locale, s'est sensiblement détérioré. Le prix d'achat du dollar américain sur le marché local subit une forte hausse : 1 USD s'échange désormais à 2000 CDF, contre 1600 CDF avant la déclaration de la Covid-19 dans la province. La propagation de la pandémie de Covid-19 dans la région a un fort impact sur les activités économiques, les revenus des populations et les emplois. Les activités religieuses et les cérémonies à caractère social et public n'ont pas été épargnées, elles ont été strictement suspendues depuis trois mois.

La Covid-19 a imposé la réduction des interventions humanitaires, sécuritaires et militaires dans la province. Ceci a entraîné une crise humanitaire, de l'insécurité, des pillages et des tueries dans certaines zones en conflit. Le lancement de nouveaux projets et le renouvellement

de contrats de travail dans le monde humanitaire demeurent en suspens.

L'équipe de prise en charge médicale des malades de la Covid-19 dans la province semble ne pas être motivée. Cette situation tend à créer une crise de confiance entre cette équipe, les malades et l'équipe de gestion de la riposte contre la pandémie.

Les politiques internationales contre la propagation de la pandémie de Covid-19 sont fondées sur les mesures de prévention/protection, notamment le port du masque. Cela ne fait pas l'unanimité au niveau de la population du Sud-Kivu. Beaucoup de gens continuent de croire non seulement que la Covid-19 n'existe pas, que c'est une fabrication des laboratoires pharmaceutiques sur fond d'idéologies capitalistes, mais en plus que le masque ne serait pas un moyen efficace de prévention. D'où la réticence à le porter et à respecter scrupuleusement les autres mesures barrières que l'on qualifie de pratique sociale des « city centres ».

Dans les territoires de Kalehe, Kabare, Walungu et Uvira, les populations supposent que le port du masque est l'apanage des seules populations urbaines, considérant que le virus affecte exclusivement les personnes vivant en milieu urbain ayant un revenu relativement élevé.

Les opinions sur la maladie de coronavirus (Covid-19) sont divergentes au Sud-Kivu selon que l'on s'adresse aux professionnels de santé, à la population ou aux autorités locales.

Considérations des professionnels de santé

Avant la déclaration officielle du gouvernement de la propagation de Covid-19 dans la province du Sud-Kivu, les professionnels de santé avaient reconnu l'existence du coronavirus à travers le monde mais pas comme une maladie endémique sur le continent africain, en République Démocratique du Congo et dans la province du Sud-Kivu en particulier.

Les professionnels de santé classent la Covid-19 parmi les maladies grippales et certains préconisent un traitement symptomatique en at-

tendant qu'un traitement curatif soit disponible. Ils conseillent l'observation de certaines mesures de prévention, notamment la distanciation sociale, l'isolement individuel et le confinement, le port du masque, ainsi que le lavage régulier des mains au savon ou en utilisant du gel hydro-alcoolique.

En dépit de la volonté manifeste du personnel soignant de s'engager dans cette lutte, il n'y a pas d'infrastructures de prise en charge efficaces de cette maladie. Les structures d'isolement des cas suspects ont une faible capacité d'accueil. Les hôpitaux ne disposent pas du matériel nécessaire tels que les respirateurs. Les malades doivent payer eux-mêmes les médicaments qui leur sont prescrits. Le personnel soignant a longtemps manqué d'informations sur la prise en charge de la Covid-19 et il ne perçoit pas de prime pour les prestations contre la Covid-19.

Points de vue des populations

Les annonces de certains responsables internationaux selon lesquelles l'Afrique devrait s'attendre à une catastrophe liée à la pandémie de Covid-19 ont suscité des réactions indignées de la part d'Africains partout dans le monde. Ils se sont surtout mobilisés pour dénoncer des propositions, mises en avant notamment par des médecins français irresponsables, de tester les vaccins en Afrique, suggérant ainsi que les Africains devraient servir de cobayes. Dès lors, toute initiative de vaccination contre la Covid-19 au Sud-Kivu et ailleurs dans le pays a été mal perçue. De même, les responsables et les collaborateurs de ces campagnes contre la Covid-19 ont été souvent considérés comme des complices d'un programme visant à exterminer les Africains. Il n'y a aucune preuve que des vaccins venant des pays du Nord soient arrivés dans la province du Sud-Kivu.

En revanche, la population du Sud-Kivu a eu recours à son savoir local pour faire face à la Covid-19. En effet, de nombreux chercheurs de la province intéressés par la médecine naturelle avaient depuis longtemps constitué une base de données des plantes médicinales locales

et des maladies contre lesquelles ces plantes sont indiquées. Parmi ces chercheurs, citons Monsieur Innocent Balagizi, biologiste spécialisé dans les végétaux, enseignant et chercheur en médecine naturelle qui a publié de nombreuses publications sur les plantes médicinales du Sud-Kivu. Ses publications sur *l'Artemisia annua* ont conduit de nombreuses personnes à prendre cette plante contre la Covid 19. Beaucoup se sont déclarées satisfaites du résultat.

La pratique courante d'une séance de transpiration induite par une solution complexe à base de plantes locales a été significativement utilisée contre la Covid-19 par les populations locales. Parmi les plantes incorporées dans la solution figurent l'eucalyptus, le cyprès, le Tithonia, etc. Le principe est comparable au sauna moderne mais la vapeur absorbée est une vapeur issue du chauffage d'un mélange d'eau et de plantes médicinales.

Bukavu dispose d'un atout spécifique dans la lutte contre la Covid-19 : la Pharmakina, une industrie pharmaceutique allemande de droit Congolais, spécialisée dans la production des antipaludéens tels que la chloroquine et l'azithromicine, est installée à Bukavu depuis de longues années. Elle offre non seulement un accès privilégié à ces médicaments, mais en plus elle valorise *l'Artemisia annua* sur base des recherches de spécialistes congolais tels que le Dr Innocent Balagizi, promoteur de la culture de *l'Artemisia annua* en Afrique, et le docteur Jérôme Munyangi qui a annoncé officiellement le développement du produit CovidOrganics à Madagascar. D'autres plantes comme *l'Eucalyptus maideni* utilisé en bain de vapeur (muvuke), ainsi que des breuvages à base d'oignon, d'ail, de gingembre, et de poivre noir sont aussi régulièrement utilisés, en plus du thé vert et des clous de girofle, par les populations du Sud-Kivu.

Il n'y a pas encore d'études scientifiques sur les effets obtenus avec ces remèdes traditionnels, mais les populations du Sud-Kivu les utilisent et ont l'impression que cela renforce leur immunité.

Les protocoles et l'éternel problème de la mauvaise gestion des fonds

La République Démocratique du Congo a mis sur pied trois protocoles de riposte en fonction de la gravité des cas : La prévention, la prise en charge des cas bénins et la prise en charge des cas graves ou très graves. Pour la prévention contre la Covid-19, des stratégies de communication mettent en œuvre des spots de sensibilisation diffusés à la radio, ainsi que des affiches dans les lieux de rassemblements, bureaux et écoles. Le traitement curatif est basé sur l'administration de la chloroquine, de l'Azithromicine et de la vitamine C.

Au plan national, le gouvernement a décaissé des sommes importantes pour la riposte contre la Covid-19. Cet argent devrait être réparti entre les provinces touchées par la Covid-19, entre autres la province du Sud-Kivu. Malheureusement, il semble y avoir une asymétrie de l'information quant au montant disponible pour cette riposte entre la population, le personnel médical, l'équipe de gestion de la riposte et les gouvernants. Chacun à son niveau dispose de sa propre information qui est différente de celle des autres.

L'équipe médicale qui est en contact avec les malades et qui est « exposée » n'a aucun pouvoir de gestion sur les fonds dédiés à la riposte contre la Covid-19. Les médecins se plaignent même de ne pas être payés, allant jusqu'à organiser une marche et des journées de grève au niveau national. Il y a conflit d'intérêt entre les médecins traitants et l'équipe de gestion de la riposte. Certains médecins pensent que les fonds sont mal gérés, voire que leur gestion serait « politisée ». Certaines structures médicales estiment qu'elles sont exclues de la prise en charge de la Covid-19 alors qu'elles disposent d'infrastructures relativement meilleures que celles affectées à la prise en charge.

Les informations sur les fonds déployés par les provinces ne sont pas les mêmes d'un acteur à un autre. Au niveau de la province de Sud-Kivu, la riposte contre la Covid-19 est sous la responsabilité du ministre provincial de la santé. Il s'appuie sur les structures médicales exist-

tantes pour organiser l'équipe et son fonctionnement. Cependant il y a une rivalité entre le personnel médical et les responsables de la gestion des fonds. Il y a deux niveaux : d'une part, l'équipe de coordination qui s'occupe de l'administration du programme de riposte et qui a accès à tous les fonds de gestion et d'autre part, l'équipe médicale qui est sur le terrain, en contact permanent avec les malades et les cas suspects. Cette dernière, pourtant la plus exposée au risque de contamination, déclare n'être pas payé pour le travail qu'ils font contre la Covid-19. Ceci dénote un dysfonctionnement et une mauvaise gestion de la riposte à la Covid-19.

Considérations des gouvernants

Le gouvernement déploie des efforts pour combattre la Covid-19 à travers l'équipe de riposte à la Covid-19. Cependant la communication sur les moyens et leurs répartitions entre les secteurs et zones affectées par la Covid-19 reste floue.

L'insuffisance de laboratoires qualifiés pour analyser les échantillons prélevés au niveau local et régional est un problème grave. Le nombre d'échantillons à manipuler, la diversité de leurs origines et les longues distances pour leur acheminement affectent la qualité et la crédibilité des résultats.

Le pouvoir public quant à lui, a adopté et imposé certaines mesures dans le cadre de la prévention contre la Covid-19, entre autres la distanciation sociale, l'isolement et le port du masque. Malheureusement aucune mesure d'accompagnement efficace ni de suivi du niveau d'adoption de ces mesures n'ont été prises. La population se retrouve seule face à toutes les mesures de prévention imposées : certains achètent leurs propres masques, d'autres s'opposent tout simplement à toute mesure ou orientation édictée par le gouvernement.

Les services publics de sécurité font preuve une défaillance notoire dans la promotion des mesures de prévention. Les agents de la police nationale, qui pour la plupart circulent sans masque, exigent des citoyens

le port du masque et procèdent à l'arrestation de ceux qui ne le portent pas pour les libérer après paiement d'une amende. Cette amende est davantage perçue comme une rançon. La méfiance de la population envers les « services de sécurité » de l'Etat, déjà établie de longue date, ne s'en trouve que renforcée. Il a été rapporté à Bukavu des cas de coups de fusil contre de paisibles citoyens par les agents de la police nationale, sous prétexte de refus de porter le masque. Ceci renforce le mouvement d'opposition au port du masque.

Au niveau régional, les populations du Sud-Kivu ont bénéficié des expériences de la lutte contre le virus d'Ebola. Les recommandations de prévention de cette maladie encouragent notamment certaines mesures sanitaires comme le lavage régulier des mains, la prise de température, etc. Les pays voisins de l'Est de la RDC, notamment le Rwanda et le Burundi avaient imposé à toute personne en provenance du Sud-Kivu l'observation de ces mesures. Ces mesures ont ainsi également contribué à la prévention de la Covid-19 au Sud-Kivu sans que les populations ne s'en rendent compte. Par ailleurs, si le Rwanda semble être rigoureux dans la gestion de la crise de la Covid-19, le Burundi, bien qu'il ait également mis en place des mesures, semble l'être moins. Il y aurait un risque de propagation de cette maladie dans certaines parties du Sud-Kivu, le long des frontières avec certains pays voisins comme le Burundi et la Tanzanie.

Etude de la situation face à la Covid-19 à Bukavu, en province du Sud Kivu

Cette étude a été menée à Bukavu, au Sud-Kivu en République Démocratique du Congo au cours des mois de juin et de juillet 2020.

Trois approches méthodologiques ont été adoptées :

1. la collecte des avis de la population sur la maladie du coronavirus dans la communauté,

2. la revue documentaire des différentes publications des services de riposte contre la Covid-19,
3. la collecte des échanges sur la situation au Sud-Kivu, à travers la presse, les médias sociaux, (particulièrement les groupes WhatsApp dont certains ont plus 256 membres) et les radios (publiques et communautaires) qui couvrent l'ensemble de la province du Sud-Kivu parmi lesquelles certaines sont écoutées par plus 500.000 personnes.

Les populations de Bukavu et du Sud Kivu ont notamment indiqué que :

- ◆ Les soins médicaux en cas de Covid-19 sont payés par les malades eux-mêmes alors que l'Etat avait promis de tout prendre en charge. Les soins spécialisés ne sont administrés aux malades qu'à leur demande, en fonction de leurs possibilités financières ;
- ◆ Il y a des rumeurs bien répandues selon lesquelles le port du masque conduirait à certaines affections sanitaires au niveau du système nerveux et des narines, favorisant ainsi l'émergence de maladies latentes telle que l'asthme, la pneumonie ou encore l'intoxication par reflux du dioxyde de carbone comme déchet respiratoire ;
- ◆ En revanche, une catégorie de personnes est très réceptive à la prévention de la Covid-19. Ce sont des familles ou des proches qui ont survécu à la Covid-19 ou vécu des décès dus à cette maladie et qui sont prêtes à tous les sacrifices pour s'en protéger. Pour elles, le port du masque est une des mesures essentielles. Les responsables de cette catégorie imposent même le port du masque partout où ils en ont le pouvoir, en famille, aux services, etc. ;
- ◆ La société civile prend au sérieux la pandémie de Covid-19 et s'implique beaucoup dans la riposte. L'augmentation du nombre de cas confirmés et de décès dus à la Covid-19 a induit la création de « Bukavu

pour Bukavu », en anglais Bukavu for Bukavu (B4B), un regroupement engagé dans la lutte contre la Covid-19 au Sud-Kivu. B4B est un réseau des fils et filles de Bukavu qui mobilisent leurs capacités intellectuelles, physiques, matérielles et sociales pour lutter contre la Covid-19 à Bukavu et dans toute la province du Sud-Kivu.

- ◆ Les actions de sensibilisation au port du masque bénéficient également de l'appui des organisations civiles qui se mobilisent contre la Covid-19. Ces actions comprennent entre autres les témoignages de personnes qui ont survécu à la maladie et les témoignages de familles qui ont perdu un des leurs. Pour certains, il s'agit d'une maladie incurable et mortelle qui ne laisse aucun espoir de survie ;
- ◆ D'autres individus estiment que cette maladie n'existe pas dans notre milieu et que les autorités veulent en faire un fonds de commerce pour bénéficier des financements des partenaires au développement tels que l'organisation mondiale de la santé (OMS), la banque mondiale et certains Etats donateurs. D'autres encore, supposent que l'apparition de la Covid-19 est une fabrication des industries pharmaceutiques pour susciter une demande de vaccins afin de dynamiser leurs industries et faire des bénéfices. Enfin, certaines personnes croient fortement que la Covid-19 est une approche diplomatique internationale pour contrôler la croissance de la population mondiale, notamment celle de pays sous-développés (africains);
- ◆ Dans les zones en conflit, le travail pour la paix reste capital. Cependant, le contexte de la Covid-19 face au travail et aux efforts de consolidation de la paix, crée des obstacles multiples. Certes, les mesures de confinement décrétées par le Gouverneur de province du Sud-Kivu ont réduit drastiquement les mouvements des groupes armés dans les zones non-sécurisées, réduisant ainsi les violences sociales. Cependant, ces mêmes mesures ont bloqué les efforts des organismes nationaux et internationaux (Search for Common Ground, RIO,

Alert International, USAID, APDIK, JRS, World Vision, ...) œuvrant pour la pacification. En effet, leur mobilité étant fortement limitée, ils doivent souvent renoncer aux rencontres sur le terrain avec les acteurs-clé et les populations en conflit ;

- ◆ Dans la collaboration Nord-Sud, la Covid-19 a imposé une nouvelle vision des choses. Il y a lieu de redéfinir les relations Nord-Sud et le mode de leur mise en œuvre. Certains intrants de prévention contre cette pandémie peuvent être produits localement. Le Nord pourrait appuyer le développement de la production d'intrants à l'échelle locale grâce à la capacitation de savoirs locaux ;
- ◆ Le contexte connaît progressivement une dynamique positive. Certaines provinces, représentées par leurs chefs-lieux, commencent à mettre en place des laboratoires d'analyses. La ville de Bukavu en a déjà deux dont un installé dans l'enceinte de l'Institut Supérieur de Techniques Médicales (ISTM) qui abrite une section de techniques de laboratoire. De même, l'hôpital de référence de Panzi a acquis son propre laboratoire d'analyse des échantillons relatifs au coronavirus. Cette avancée permet déjà de réduire le temps d'attente des résultats d'analyse des échantillons et de confirmer si le cas suspect est positif ou pas. Elle accroît progressivement la confiance de la population dans les résultats des analyses. Les gens peuvent même communiquer ou échanger avec le personnel de laboratoire. Cependant, encore faudrait-il que ces laboratoires soient régulièrement approvisionnés en réactifs chimiques et autres intrants ! Cette difficulté pourrait rendre difficile l'application des mesures de gratuité des services et analyses des échantillons en laboratoire ;
- ◆ En complément à l'action de l'équipe de riposte, de plus en plus d'actions de sensibilisation radiodiffusées sont animées par des ressortissants de Bukavu, notamment des membres de familles victimes de la Covid-19. Des studios mobiles dédiés à la sensibilisation sont

installés dans les points chauds de la ville, les marchés par exemple. Les populations deviennent de plus en plus réceptives aux messages de prévention contre la Covid-19. Des dons en nature et des dons de sommes d'argent sont collectés. La distribution gratuite de masques est concentrée sur les populations qui ne peuvent pas ou ne veulent pas s'en procurer. Cependant, certaines personnes qui ont reçu des masques, ne les portent pas.

La problématique de la pandémie de Covid-19 a généré des conflits de plusieurs ordres, à différents niveaux :

- ◆ Entre les Pouvoirs Publics et la population : la population estime que la Covid-19 n'existe pas à Bukavu, et pense que le gouvernement veut à tout prix justifier les fonds qu'il a reçus de ses différents partenaires dans le cadre de la riposte contre la Covid-19, en déclarant la présence de cas alors que la population estime souffrir d'autres maladies telles que le paludisme par exemple. Cette perception de la population est la raison pour laquelle beaucoup de gens n'adhèrent pas aux mesures de prévention contre la Covid-19 édictées et proposées par les autorités locales. En revanche, le gouvernement, en tant que pouvoir, use de ses prérogatives pour imposer des mesures de riposte contre la Covid-19 à la population. Les conflits sont donc programmés ;
- ◆ Entre les gouvernants et les malades de la Covid-19 : les malades atteints de la Covid-19 estiment que les gouvernants les utilisent pour détourner de l'argent car ils ne sont pas soignés gratuitement comme le déclarent les gouvernants, mais payent eux-mêmes les frais des soins dont ils ont bénéficié ;
- ◆ Entre les gouvernants et les personnes suspectées d'avoir contracté la Covid-19 : Les personnes suspectées d'avoir contracté la Covid-19 qui sont mises en quarantaine par les gouvernants au centre d'observation, ne bénéficient que d'une petite assistance : un seul repas par jour

voire tous les deux jours, et parfois même elles doivent elles-mêmes trouver à manger (c.-à-d. entrer en contact avec le monde extérieur). Les infrastructures d'accueil ne sont pas équipées ni appropriées : les personnes mises en quarantaine pensent qu'elles sont placées dans des conditions de vie inhumaines. A l'instar de la population qui pense que la Covid-19 n'existe pas au Sud-Kivu, les personnes pensent être mises en quarantaine par les gouvernants uniquement pour ces derniers puissent justifier les fonds qu'ils ont reçus de leurs partenaires (OMS, Banque mondiale, etc.).

- ◆ Entre les responsables de la gestion de la riposte contre la Covid-19 et le personnel soignant : Les soignants estiment qu'ils ne sont pas associés dans la gestion financière des fonds alloués à la riposte contre la Covid-19 et que leurs confrères (médecins) qui en ont la responsabilité, les gèrent mal. Le personnel soignant n'est pas payé ;
- ◆ Entre les dirigeants des entreprises publiques et les salariés âgés : les salariés âgés sont en colère contre leurs chefs en raison de la mesure d'interdiction de se présenter sur leur lieu de travail, même pour un service minimum, mesure imposée au motif de la prévention contre la Covid-19. Ces personnes réclament le paiement de leurs salaires et arriérés de salaires, des primes, etc. ;
- ◆ Entre les services de sécurité et la population : certains policiers abusent de leur statut de garants de l'observation des mesures de prévention par la population en rançonnant les personnes sans masque pour leur propre compte. La population estime que cet acte est un acte de vol, de détournement et d'injustice ;
- ◆ La persistance et le développement des conflits armés : la Covid-19 a réduit sensiblement le déploiement des forces de sécurité nationale dans les régions en conflit. Cela a favorisé la réorganisation des groupes armés, l'organisation d'attaques, les pillages et les tueries.

Conclusion

La Covid-19 est une réalité à Bukavu et au Sud-Kivu bien que cela soit contesté par une certaine frange de la population. Parmi les 34 zones de santé que compte la province, 10 sont contaminées avec des cas de Covid-19 confirmés. Sur un total de 295 cas confirmés, il y a 44 personnes décédées, 238 personnes guéries et 13 patients actifs ainsi qu'une centaine de cas contacts suivis. Grâce aux actions de sensibilisation et aux initiatives de la société civile, les populations prennent petit à petit conscience de la présence et du danger de cette maladie dans la province et apprennent à utiliser les mécanismes de prévention et de gestion. Dans certaines zones, la Covid-19 s'est révélée être un accélérateur et un amplificateur des conflits intercommunautaires, ce qui a conduit au déplacement massif de populations civiles, aux vols de bétail, aux incendies de villages et à la destruction d'infrastructures socioéconomiques. Dans ces zones, les activités des services de sécurité telles que le déploiement des forces armées et l'acheminement de moyens logistiques ont dû être réduites, ce qui a permis aux groupes armés de circuler et de fomenter des attaques. Les actions humanitaires et celles œuvrant pour la paix ont été suspendues à plus de 90%. Cela a mis les populations dans une situation d'abandon et de non-assistance sanitaire, alimentaire, etc.

Par ailleurs, les services dédiés à l'accompagnement des mesures contre la Covid-19 commettent des dérapages envers les populations. De plus, l'équipe de gestion de la riposte montre une mauvaise gestion des fonds alloués. La prise en charge de la Covid-19 impose le respect strict des mesures suggérées par la médecine mais dans le respect des droits élémentaires de la personne et sans entraver le fonctionnement d'autres secteurs de la vie.

Les conflits intercommunautaires conduisent toujours aux mouvements incontrôlés des populations. Cela est un facteur de risque très élevé favorisant la transmission massive de la Covid-19.

Des interventions de soutien et d'accompagnement semblent avoir été plus nombreuses en milieu urbain qu'en milieu rural. Dans les

zones en conflit qui ont connu une recrudescence de l'insécurité et de violents combats intercommunautaires, l'accompagnement des populations en déplacement est réduit à presque zéro : ces populations n'ont bénéficié d'aucune assistance suite au confinement du personnel des organisations humanitaires.

L'ampleur du développement de la maladie du coronavirus (Covid-19), en particulier sa propagation de la ville de Bukavu à des zones rurales de la province du Sud-Kivu, exige des investissements supplémentaires et adéquats pour ralentir sa propagation et contrecarrer les dégâts qu'elle inflige aux populations victimes. La lutte contre la Covid-19 doit être multisectorielle et se situer à tous les niveaux. La société civile a démontré qu'elle est prête à s'investir.

Bibliographie

1. <https://www.unicef.org/drcongo/coronavirus>. Covid-19 en RDC. Les dernières nouvelles et ressources concernant le coronavirus, ainsi que des conseils pour vous protéger, vous et votre famille.
2. Situation épidémiologique COVID-19 en Rép. Dém. du Congo au 16 Juillet 2020. Bulletin N° 115

La Covid-19 et le journalisme pour la paix au Cameroun : un parcours d'obstacles

*Par Rosaline Akah Obah**

Le coronavirus qui a pris le monde entier en otage a modifié la routine quotidienne et ce qui était normal hier semble désormais inhabituel. Pendant que sa propagation se poursuit, avec de nombreuses hospitalisations et un nombre de morts augmentant chaque jour, le coronavirus a durement frappé le journalisme camerounais. Faire des reportages sur le virus et en même temps s'en protéger est devenu un dilemme quotidien pour de nombreux journalistes au Cameroun. Les journalistes camerounais affrontent aujourd'hui des problèmes de vérification des informations, de diminution des sources d'information et d'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour travailler.

Les journalistes de la paix, en particulier au sein du Réseau des médias communautaires du Cameroun (CCMN), déplorent que la propagation rapide de la Covid-19 au Cameroun ait perturbé leur travail quotidien de construction de la paix dans le pays. La pandémie, survenue en plein milieu de la « crise anglophone », a aggravé les choses à un moment où leur travail de journaliste de paix est plus nécessaire que jamais.

Les Camerounais, en particulier les anglophones, ont perdu confiance dans le gouvernement au cours de cette crise qui dure depuis presque quatre ans. La réponse du gouvernement à la pandémie souffre de cette perte de confiance et les efforts des journalistes de la paix pour aider à l'éducation de la population sur la pandémie se heurtent à un

* Coordinatrice nationale CCMN

ensemble de difficultés. Le confinement, la distanciation sociale, la restriction de circulation et la peur d'être exposé au virus ont rendu le travail difficile pour les journalistes de paix, les membres du CCMN et les journalistes de toute la nation camerounaise.

Selon Mélanie Ndefru, journaliste pour la paix à Bamenda, la Covid-19 a rendu son travail difficile : « Mon travail consiste à donner la parole à la communauté ainsi qu'aux acteurs de la société. Cela se fait par le biais d'interviews et d'émissions de débats. Beaucoup de mythes et de conflits ont accompagné l'apparition de la Covid-19. Nombreux sont les gens à Bamenda qui pensent encore que le gouvernement raconte des mensonges au sujet de la Covid-19. Certains disent que la pandémie n'est pas réelle. En tant que journaliste pour la paix, on se doit d'informer les auditeurs à la radio et d'inviter des médecins, des représentants du gouvernement ainsi que des habitants de la région par le biais de micros-trottoirs, pour le faire. Face à la peur de la contamination et à la nécessité d'une distanciation physique, je suis impuissante. Il est difficile de trouver des personnes-ressources ».

Sandrine Moma, une autre journaliste pour la paix à Yaoundé, au Cameroun, est déchirée entre protéger sa vie et faire son travail de journaliste pour la paix. Elle raconte : « Cela n'a pas été facile car les déplacements sont limités. Prendre un taxi d'une localité à l'autre est très risqué car vous pouvez être exposé au virus. Trouver des informations ou des données, ne peut se faire que par téléphone mais ce n'est pas fiable. Quand il arrive que vous essayiez de vous rendre dans les bureaux du gouvernement, l'accès vous est refusé parce que le nombre de personnes autorisées par jour est dépassé. Dans une telle situation, il est difficile de se faire confirmer des informations et d'obtenir des données précises ».

Les mesures-barrières instaurées pour lutter contre la Covid-19 sont un obstacle au travail de journaliste. Primus Ayeh Fongoh témoigne qu'il est devenu difficile de recueillir des informations en période de pandémie : « Les manifestations publiques sont aujourd'hui limitées à 50 personnes. Lorsque j'arrive en retard, je ne suis pas autorisé ou on

me refuse l'accès parce que le maximum de 50 personnes est atteint. Même prendre des photos est devenu difficile, surtout les photos de groupe. La mesure de distanciation sociale a rendu difficile les photos et les interviews car les personnes ne veulent pas être près l'une de l'autre. »

Pour Odette Nchanji Akebegho, journaliste et formatrice, ne pas pouvoir accéder facilement à ses sources d'information est un problème : « Il y a certaines sources d'information que je ne peux pas rencontrer, car lorsque je les contacte, elles me rappellent la mesure de distance physique/sociale. Les déplacements pour aller au bureau ou en revenir sont compliqués. Parfois, je travaille seule dans le studio sans l'aide de mes collègues car peu parviennent à venir travailler un jour donné. Il y a également la peur quand on travaille sur le terrain. »

Banda Army, journaliste et animatrice radio à la chaîne publique CRTV, dit qu'elle survit aujourd'hui en tant que journaliste grâce à sa connaissance de l'utilisation des TIC. « Il est devenu si difficile de trouver des personnes-ressources que je suis maintenant obligée d'utiliser les messages vocaux de WhatsApp pour avoir des témoignages dans mon émission. Nos conférences de rédaction ne sont font plus physiquement mais virtuellement. Mon émission « Action Woman » a été affectée parce que je ne peux pas me déplacer pour aller interviewer mes personnes-ressources ni les inviter à la maison de la radio par crainte de la contamination ».

Le désir de servir la population, de bien faire son travail, tout en restant à l'abri du virus, est devenu un dilemme qui a laissé Jude Ntam tiraillé entre passion et survie. « J'aime aller à l'hôpital et enquêter sur des questions de santé. Aujourd'hui, je ne peux pas y aller parce que j'ai peur d'être exposé au virus. J'aime aussi les histoires vécues par la population. Je suis désormais obligé de porter un masque qui couvre la bouche et le nez et quand vous êtes sur le terrain avec des températures élevées, vous pouvez même perdre le fil de votre reportage ».

Transports publics et masque

Gilbert Nyongamsen Ndasi, journaliste, explique que se rendre au travail en transports en commun, son employeur ne disposant pas de véhicule de service, est un risque d'exposition au virus. « Les transports publics ne nous aident pas. Ils sont toujours surchargés, ce qui rend difficile l'accès au travail. Les taxis sont moins surchargés mais on doit attendre plus longtemps. Même au studio, il est difficile d'avoir des personnes-ressources. Ils préfèrent tous témoigner par téléphone. Imaginez une émission d'une heure avec une personne-ressource au téléphone, cela coûte cher et mon employeur ne peut pas se le permettre ».

Pour Yanick Fonki Ndale, journaliste et animateur de télévision, il est difficile d'avoir un invité à la télévision : « Je participe maintenant à moins d'événements publics et j'ai peu d'invités dans mes émissions. Quand je les invite, certains m'avertissent qu'il doivent porter un masque. Etant donné que le masque affecte la qualité du son et que nous avons besoin d'une bonne qualité, nous leur demandons de ne pas le porter. Ils déclinent alors l'invitation. Nous n'avons plus de personnes-ressources maintenant ».

Un fardeau de plus

Le système d'assurance et de protection sociale pour l'ensemble des professionnels des médias au Cameroun fonctionne avec un fond qui couvre peu ou pas les journalistes. La propagation rapide de la Covid-19 au Cameroun et la difficulté quotidienne de faire des reportages sur la crise sont un poids de plus pour les journalistes au Cameroun, surtout dans les régions anglophones. Les journalistes ont rapporté les arrestations, les mises en détention et les décès causés par la « crise anglophone » au Cameroun. Depuis l'apparition de cette pandémie, les sujets d'information sont limités et les journalistes consacrent désormais la plupart de leurs articles à la Covid-19 puisqu'ils ont actuellement moins accès aux autres événements. Certaines antennes ont été fermées tan-

dis que d'autres ont été déplacées. Avec la Covid-19, les difficultés ne cessent de s'accroître pour les journalistes camerounais, les journalistes de la paix et les membres du CCMN. Cela a effectivement étouffé le professionnalisme, le respect de l'éthique, le développement structurel et physique des agences de presse et des journalistes, ainsi que freiné, sur le terrain, l'action des médias communautaires pour consolider la paix.

La pandémie s'est également accompagnée d'un changement de paradigme dans la pratique du journalisme de paix dans le pays. Elle a relégué au second plan les sujets sur la crise et les conflits, et les journalistes de la paix se concentrent maintenant principalement sur la Covid-19. La consolidation de la paix, le développement des moyens et le travail sur le terrain se sont ralentis car la peur d'être exposé au virus bloque de nombreux professionnels.

Cependant, les membres du CCMN et d'autres médias se sont efforcés d'agir sur le terrain pour apporter leur contribution. Parmi les actions menées, on peut citer des campagnes sur internet, des campagnes de sensibilisation et des dons de kits de Covid-19 auprès de diverses communautés, la production de messages d'intérêt public, des débats, des appels/sms dans les émissions et d'autres programmes courts visant à renforcer les mesures préventives contre la Covid-19, dans l'espoir que, lorsque ces actions auront eu des résultats tangibles, on parlera de la Covid-19 pour évoquer un événement passé de l'histoire du Cameroun. Nous défendons la paix et la paix signifie aussi une bonne santé.

Construire la paix en période de pandémie de Covid-19 @Cameroun

*Par pasteur Gustave Ebai**

Situation

La Covid-19 a touché le monde de multiples façons, sur le plan économique et également socio-politique. Au Cameroun, l'économie qui était déjà mauvaise, se détériore.

Sur le plan de la paix, cette pandémie a posé un vrai problème au Cameroun qui connaît actuellement plusieurs conflits armés, notamment de violents combats dans le Nord, et un conflit connu sous le nom de « crise anglophone » dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

La demande d'un cessez-le-feu mondial par les Nations Unies en raison du coronavirus en dit long sur la problématique de cette pandémie. Toutefois, le cessez-le-feu n'est pas entré en vigueur au Cameroun car les conflits qu'il connaît ne sont ni nationaux ni officiels. Le groupe terroriste Boko Haram continue d'attaquer des communautés de la région de l'Extrême Nord. Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les groupes armés incontrôlés mènent encore des actions violentes telles que des enlèvements et des meurtres. Dans toutes ces zones, la riposte des militaires est tout aussi violente.

Par ailleurs, il existe également des conflits non armés au Cameroun, tels que l'afflux de réfugiés dans la région orientale, la débâcle politique

* Membre du CCMN, Yaounde Cameroun

et gouvernementale, les conflits fonciers, la violation des droits des femmes et des filles ainsi que le délitement de la cohésion sociale.

La pandémie de coronavirus a mis en péril tout le travail des organisations partenaires du réseau CPS au Cameroun, qui oeuvrent pour la paix au milieu de tous ces conflits. Elle rend difficile le travail pour la paix et le travail humanitaire. En raison des restrictions dues au virus, le personnel et les intervenants ne peuvent pas se déplacer dans leurs zones d'intervention et les organisations humanitaires ne peuvent pas accéder aux parties du pays qui ont besoin d'aide.

La stratégie nationale a mis à l'arrêt les transports interurbains, les transports locaux et les aéroports. Après plusieurs mois, les restrictions au niveau du transport urbain ont été assouplies, mais les aéroports sont encore fermés même si une réouverture prochaine est envisagée. Le gouvernement a mis en place de nombreux centres de dépistage et de traitement dans les zones urbaines. Dans les zones rurales, on ne dispose pas encore de statistiques officielles mais on estime généralement que le virus n'y est pas présent. Ce serait vraiment dommageable en raison du peu ou de l'absence de services médicaux dans ces zones. C'est donc une bénédiction que la Covid-19 semble être localisée dans les zones urbaines.

Dans cet article, nous voulons surtout examiner comment se porte le travail de paix et comment vont les travailleurs pour la paix au Cameroun pendant cette pandémie.

Problématiques

Les difficultés tant pour l'organisation que pour la vie des personnes ont été nombreuses. L'arrêt et la restriction des *déplacements, ainsi que la limitation des assemblées ou des rassemblements de personnes* ont considérablement réduit les actions pour la paix. Les actions menées dans le cadre des ateliers et campagnes de sensibilisation ont été restreintes en raison du nombre limité de personnes autorisées à se réunir.

Le déplacement des gens d'une ville à l'autre étant également une source de risque, une partie du travail a dû être suspendue.

La santé des travailleurs de la paix, elle-même, est en danger. Ceux qui travaillent pour la paix doivent prendre des précautions et respecter les mesures gouvernementales et sanitaires, pour montrer par l'exemple comment se protéger. Même en travaillant dans le respect du protocole sanitaire, il existe un risque d'infection.

Les difficultés du travail numérique et en ligne. A l'ère de la Covid-19, les activités pour la paix passent essentiellement par le numérique ou le travail à distance, mais au Cameroun, cela est difficile. La connaissance du numérique, de l'internet ou de la Toile est faible. Par conséquent, il a été difficile pour les structures gouvernementales elles-mêmes de fonctionner correctement, non pas par manque de moyens mais par manque de connaissances et de la technologie nécessaire pour organiser des formations ou des réunions en ligne et travailler à distance depuis son domicile. Les gens se rassemblent physiquement, dans des locaux autour d'une table pour des conférences ou des ateliers, ce qui augmente le risque de contamination. Les organisations du réseau CPS ont dû évaluer les besoins de formation en matière de connaissances numériques et d'utilisation des TIC par les organisations.

La vie des familles durant cette pandémie est difficile, que ce soit pour les enfants qui ne vont pas à l'école, les diplômés qui sont au chômage ou les parents qui ont les enfants à la maison toute la journée et toute la semaine. Le coût de l'alimentation et les factures de services publics sont plus élevés que jamais. Les prix à la consommation fluctuent car la production alimentaire est irrégulière.

Actions menées

Malgré ces difficultés, les membres du réseau CPS ont travaillé pendant cette période, même si certaines activités ont changé. Il a été lancé une campagne sur la Covid-19, axée sur la manière d'aider nos différentes communautés à faire face à la pandémie. Les associations membres

du CPS se sont engagées *dans la sensibilisation aux mesures préventives et sanitaires*, ainsi que dans la production locale de masques et de désinfectants pour les mains.

En matière de sensibilisation, la plupart des associations membres du CPS ont affiché des informations sur le virus dans leurs locaux et dans leurs communautés. Elles ont envoyé des équipes sur le terrain pour sensibiliser les populations locales aux moyens de prévention et aux mesures sanitaires. Nos membres sont allés éduquer la population dans les endroits où l'information du gouvernement n'était pas encore arrivée.

La plupart de nos organisations, implantées localement, ont favorisé la production locale de masques. *Par exemple, le centre de formation en couture pour filles défavorisées de SAARE TABITHA a été utilisé pour produire des masques* que les jeunes filles ont ensuite partagés et vendus dans leurs communautés. CIPCRE, DMG et PCC étaient tous engagés dans la production de matériel de protection. PCC a *produit d'énormes quantités de l'un des meilleurs désinfectants pour les mains au Cameroun*. Le CIPCRE, l'APADER et d'autres ont *distribué des réservoirs d'eau pour le lavage des mains, du savon, du gel hydroalcoolique et des masques à leurs communautés*.

Les radios du réseau de médias communautaires camerounais CCMN *diffusent quotidiennement des spots et des campagnes sur le coronavirus en plusieurs langues*.

EEC-DNE a mis en place *un modèle d'enseignement en ligne pour les écoles* afin de permettre aux élèves et aux étudiants de poursuivre leurs apprentissages.

Une réflexion sur le travail de paix se poursuit avec l'APADER, l'AFARDA, l'AJPCEDDES et le SAARE TABITHA dans les régions du Grand Nord, de l'Adamawa et de l'Ouest.

Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, le PCC et COMINSUD continuent, dans une certaine mesure, à communiquer sur l'urgence d'établir la *paix et l'aide humanitaire aux personnes déplacées dans le pays*.

Résultats obtenus

En cette période de Covid-19, certains résultats obtenus méritent d'être soulignés.

La première et principale réussite est qu'il n'y a eu *aucun décès*. Jusqu'à présent, aucune des organisations partenaires du réseau CPS n'a signalé de décès parmi son personnel des suites de la Covid-19, preuve que nos mesures préventives sont efficaces.

Assistance aux communautés : CPS Cameroun a apporté son aide aux communautés et nombre d'entre elles ont fait confiance à nos associations. CIPCRE, APADER, SAARE TABITHA, AFFADA, COMINSUD, Doual'Art et bien d'autres sont tous devenus des piliers de leurs communautés. Cela prépare le terrain pour faciliter d'autres actions à l'avenir.

Gain financier : Nous parlons de gain financier dans la mesure où les associations ont gagné un peu d'argent en vendant les masques, désinfectants pour les mains et autre matériel qu'elles ont produits. La plupart de ces équipements de protection ont été distribués gratuitement ou vendus à bas prix, mais nous pouvons dire qu'il y a eu un certain gain financier.

Éducation en ligne : la pandémie de Covid-19 a obligé nos organisations, publiques ou privées, à mettre à niveau leurs compétences numériques. Nous apprenons à tenir des réunions virtuelles et à travailler en ligne dans le cadre de webinaires. Nos partenaires utilisent désormais Zoom et WhatsApp pour les réunions en ligne, les formations et même pour rester en contact avec Pain pour le Monde (BfdW). Nos membres deviennent de plus en plus connectés et apprennent à s'adapter à la situation. Le groupe WhatsApp de CPS est devenu un outil important de l'animation du réseau au Cameroun et les organisations membres sont de plus en plus à l'aise avec les réunions en ligne sur Zoom, qu'elles

utilisent désormais pour travailler avec les consultants et le personnel de CPS de Berlin.

Reconnaissance de la part des autres partenaires : Le CCMN a été félicité pour son travail avec l'UNICEF de diffusion de messages à la radio et sur internet aux communautés. Le réseau CCMN compte plus de 70 radios, qui diffusent ces messages dans tout le pays. Les chefferies traditionnelles, les municipalités, et même les structures gouvernementales reconnaissent les organisations du CPS à Douala, Bafoussam, Bangangte, Maroua et Foumban.

Des situations spécifiques au Cameroun

On retrouve probablement la plupart de ces situations liées à la pandémie dans de nombreux pays du monde, cependant le travail de paix au Cameroun dans ce contexte revêt quelques spécificités.

1. **Croyances traditionnelles contre le port du masque** : les croyances traditionnelles occupent une place centrale dont il faut tenir compte dans le travail de paix et de lutte contre la Covid-19. Dans certaines régions, les chefs et autres personnes traditionnels ne croient pas à l'intérêt de porter un masque, tout comme ils ne croient pas qu'il faille dormir sous des moustiquaires. Ainsi, les travailleurs de la paix se retrouvent en difficulté en portant le masque face à des communautés qui leur demandent de l'enlever. L'APADER a organisé un rassemblement de jeunes à la Chefferie Batchingou. À leur arrivée, le chef traditionnel leur a demandé d'enlever leur masque, arguant qu'ils ne croyaient pas au masque, pas plus qu'à la réalité du coronavirus. De longues négociations ont été nécessaires pour que les membres de l'APADER puissent garder leur masque lors de l'événement. Ils ont profité de cette occasion pour expliquer l'intérêt d'observer les mesures sanitaires.

2. **Le traitement disponible le plus utilisé par la population est un traitement traditionnel promu par un archevêque.** Le traitement de Monseigneur KLEDA pour la Covid-19 est devenu très populaire, tout comme les remèdes d'autres médecins traditionnels qui prétendent guérir. Cela a même conduit l'Assemblée nationale à tenir une session spéciale pour reconnaître les praticiens traditionnels et leur rôle dans la santé au Cameroun en général, et dans la lutte contre le coronavirus en particulier.
3. **Des jeunes filles sont à nouveau contraintes de se marier :** dans la région d'Adamawa, l'UNICEF a rapporté que de nombreuses jeunes filles sauvées du mariage précoce et envoyées à l'école, ont dû retourner dans leur famille en raison de la pandémie de Covid-19 et de la fermeture des écoles. Leurs parents les forcent à nouveau à se remarier. Les partenaires étrangers et les expatriés ont dû rentrer chez eux et certaines des organisations internationales de lutte pour la défense des droits des filles ont dû interrompre leur travail. Dès lors, les jeunes filles se retrouvent seules dans leurs différentes communautés et certaines des anciennes pratiques réapparaissent. L'AFFADA est sur le terrain pour enquêter sur ce problème afin d'aider le réseau CPS à appréhender son ampleur et ses répercussions.
4. **Les prix des denrées alimentaires et la situation critique des producteurs de tomates :** comme partout dans le monde, les prix des denrées alimentaires ont grimpé en flèche au cours de cette période de pandémie, exception faite de certaines denrées, comme les tomates, qui ont vu leur prix baisser en raison de l'interruption des exportations suite à la fermeture des frontières. Leur production étant supérieure à la consommation du pays, les agriculteurs réclament des subventions. Certaines organisations proposent la transformation des produits agricoles comme solution à cette situation.

5. **Un pasteur prêche contre les mesures sanitaires.** Ce pasteur a demandé aux membres de son église de ne pas porter de masque. Les enfants qui fréquentent cette église ont donc refusé de porter le masque à l'école, mettant ainsi en danger leur santé et celle des autres enfants. Cela a généré un tel tumulte que les autorités ont dû intervenir.

Le coronavirus fait payer un lourd tribut au travail de paix ainsi qu'aux différentes activités de la société civile. La sphère de la société civile se rétrécit en raison d'une dépendance de plus en plus grande vis-à-vis du gouvernement. Partout dans le monde, les gens exigent davantage de solutions de leur gouvernement, mais cela signifie aussi plus de contrôle de la part des pouvoirs en place.

Ce qui donne de l'espoir aux travailleurs de la paix au Cameroun, c'est le désir et la détermination des acteurs de continuer à travailler. Les actions se poursuivent au sein des communautés où il existe des associations membres du CPS, notamment celles travaillant sur le désœuvrement de la jeunesse et celles impliquées dans la formation des éducateurs. Les éléments mentionnés ci-dessus montrent clairement que le travail de paix en faveur de la cohésion sociale est toujours nécessaire.

Les mouvements et les rassemblements ont été restreints mais l'ardeur pour le travail de paix est toujours vivace au Cameroun, preuve en est les nombreuses actions que les organisations continuent de mener.

La plus grande menace serait une augmentation des cas de Covid-19 dans les zones de conflits violents ou armés. Aujourd'hui, le travail de la paix est encore possible dans ces zones relativement exemptes de Covid-19, cependant la propagation de la pandémie pourrait le remettre en cause. La leçon importante de cette pandémie est que les travailleurs de la paix camerounais ont su compter sur eux-mêmes et intensifier leurs efforts.

Poursuivre le travail
de paix dans
les communautés





Production et distribution de matériel de désinfection des mains



Covid-19 : de la décrépitude à la nouvelle vie

Par Michel Fokou*

Le monde était tranquille. Les affaires tournaient rond, mais les hommes, eux, tournaient en rond. Les instruments qui facilitent les affaires se portaient pour le mieux. Avions, bateaux, trains, véhicules de tout bord, facilitaient les mouvements des hommes, des peuples et de leurs biens. Pour tout dire, tout allait bien, et comme le disait Panglos dans « Candide », « Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. »¹ Ou peut-être, on courait vers une insatisfaction toujours à satisfaire, chacun submergé par les choses à faire, tant de gens étaient très occupés, trop occupés même. A faire quoi ? Personne ne sait exactement, du moment où chacun dans son domaine multipliait des stratégies pour appliquer la « loi du moindre effort » : produire le plus grand résultat en fournissant le plus petit effort possible. « Time is money », avait-on retenu consciemment ou inconsciemment dans ce monde des affaires. Cette pensée, on l'appliquait en automate. Puis vint corona.

L'invité surprise ou programmé ?

Décembre, c'est le mois des fêtes dans de nombreuses familles surtout chrétiennes, car il y a la nativité et la Saint-Sylvestre où l'on termine une année et fête l'arrivée de l'an nouveau. La fin de 2019 se préparait « tranquilo », comme les fins des années précédentes. Sans qu'on s'y attende, dans la ville de Wuhan en Chine, des milliers de morts inex-

¹ *Candide* ou l'optimisme de Voltaire.

* Technicien Supérieur en Arts et Métiers de l'Audiovisuel,
Coordonnateur de la Production Audiovisuelle et des TIC, DMJ

plicables survenaient, des morts qui se multipliaient. Comme les scientifiques savent toujours le faire, très vite on a circonscrit la cause : juste une très petite particule infectieuse, portant la couronne de son succès ; un virus à couronne, coronavirus on l'a nommé. Y avait-il meilleur nom ? Son succès était-il discutable ? Ne méritait-il pas la couronne qu'il a portée dès son existence ? En tout cas, il semblait le plus fort. Et 2019 s'inscrit à l'ordre du jour, modifiant ou doublant l'ancien nom du coronavirus par Covid-19 : coronavirus découvert en 2019. En quoi est-il différent de celui de 1999 ? Le lieu d'apparition ? Ceux qui l'ont découvert ? Par ses modes opératoires ? Ses cibles ? Sa capacité destructrice ? Son expansion territoriale ? Peu de gens en font la comparaison.

Ce virus découvert il y a des dizaines d'années, avait déjà fait des ravages en 1999. Si en cette année là on ne l'a pas senti, sa réapparition en 2019 donnera des réflexions aux spécialistes de la numérologie, qui constateront un écart de 20 ans pile entre les deux périodes de son apparition. Déjà, certains détergents pour laver les mains citaient ce virus peu connu comme l'un des germes qu'ils combattaient, preuve qu'il était connu des scientifiques. Des recherches par le passé avaient déjà étudié le comportement d'un virus de la même famille et circonscrit ses méthodes d'action. Des films chinois et américains avaient cité des virus semblables comme des armes biologiques redoutables, qui obligerait chacun à rester enfermé chez soi, au risque de mourir. C'est en 2018 que l'un de ces films apparaissait, et la description était si proche, si précise qu'on croirait que les producteurs et réalisateurs avaient lu dans le futur : coronavirus apparaissant à Wuhan, les autorités demandant à chacun de rester chez soi, la mort rampant dans les rues, 2019 étant indiquée comme année fatidique; ce qui est effectivement arrivé. Cela a créé beaucoup de rumeurs, d'angoisses et d'incertitudes avec des effets néfastes.

Cette morbidité qui courait sur Wuhan se propageait en Chine et au delà, obligeant les gouvernements à prendre des mesures très fortes, dont le confinement mentionné dans les films. Les risques encourus en cas de désobéissance sont évidents. Le virus se propage par les

gouttes respiratoires et par les aérosols. Quand on sait que la respiration contient une très forte quantité d'eau, qu'une respiration normale mobilise l'air environnant sur plus d'un mètre, qu'en toussant l'air sorti de la bouche est porté jusqu'à 6 mètres, on comprend la gravité de la situation. Or, on ne peut ne pas respirer, on ne peut ne pas aspirer la respiration qui vient des autres. Il faut donc rester en isolement pour respirer l'air qui ne vient pas des autres, et pour que le virus ne vous atteigne pas. Seulement, il faut aussi vivre ; y compris satisfaire aux besoins essentiels, comme travailler, produire des moyens de subsistance, sinon on meurt. Il y a donc un dilemme, une problématique pas facile, des équations bien plus complexes à résoudre, un casse-tête chinois auquel les chinois se soumettent, puis soumettent le monde entier, car le mal quitte la Chine pour le reste du monde en commençant par l'Europe.

L'Occident attrape le virus

On a connu dans le temps la fièvre aphteuse, la maladie de la vache folle, et autres maux qui sont partis d'un continent à l'autre avec une vitesse inattendue. Le monde vit de mouvements des opérateurs économiques et de personnes gérant tant de situations diverses qui nécessitent des déplacements. Les voyageurs sont au contact des peuples, avec divers risques qui comprennent également la contamination par des maladies contagieuses, dès lors que les maladies contagieuses prennent l'avion avec les voyageurs. Si on compte tant de mouvements de trains, d'avions et de voitures, on peut comprendre que très rapidement l'Italie a porté le virus, que la France, la Norvège, etc. se soient vite « coronalisés ».

Tout comme la Chine, les gouvernements ont réagi rapidement, mais les capacités d'accueil des hôpitaux ont vite été saturées ; le personnel médical submergé, les plateaux techniques débordés. On ne peut plus respecter les droits de l'Homme pour ce qui est du temps légal hebdomadaire de travail. Sauf que même en travaillant 18h sur 24 les équipes

médicales sont restées très largement débordées. Ceci s'est aggravé quand plusieurs aides-soignants, infirmiers et médecins ont attrapé le virus et ont été mis en quarantaine, réduisant de fait la force opérationnelle déjà insuffisante.

Entre temps, l'argent, qui est à la racine de tous les maux, nerf de la guerre, est obligé de ne plus être la chasse gardée et le leitmotiv des Etats.

L'économie et les habitudes prennent la tangente

Les économies portées par les mouvements humains à travers les avions, trains, métros, ont dû s'arrêter brusquement. Les moyens de transport rapportent très gros et nourrissent des millions de familles. Pourtant tout s'arrête. Chaque gouvernement comprend qu'il faut choisir entre la vie de ceux qui font tourner l'économie et les sources de richesse. Plus encore, les entreprises ferment leurs portes, de même que les services publics.

L'Afrique se serait-elle préparée pour parer au mal ?

L'Afrique a vu tout cela venir mais se croyait à l'abri. On la croyait se préparer. Jusque-là nous avons continué de nous endormir en nous désolant de ce qui se passait ailleurs, même quand est venu notre tour de subir les affres de corona. W. Charly slamera² : « Ils banalisent leurs « quelques » morts et indexent la pléthore des morts des autres. »³ Est-ce un aveuglement ? L'Afrique ne courrait-elle pas le risque de se retrouver dans la situation du Brésil qui a vu le mal venir mais se retrouve noyé de morts ?

Bien heureusement, dès les premiers cas, les pays ont fermé leurs frontières, même tardivement. Mais c'était un premier point positif. Sauf que le virus déjà présent faisait en douceur des ravages. Au Cameroun,

2 Jeune slameur camerounais de l'association 237 Paroles, encadrée par Dynamique Mondiale des Jeunes.

3 HERITAGE COVID-19 : De la perspective de souffrance à la perspective d'espérance, P. 25.

dès l'apparition du 3^e cas, dans la première moitié de Mars 2020, le Chef de l'Etat a fermé écoles, universités publiques et privées, et toutes les frontières sans distinction de voie, et même des administrations, limitant les réunions professionnelles à 10 personnes maximum, distancées d'au moins un mètre chacune de l'autre, portant chacune un masque facial qui couvre le nez et la bouche. En lieu et place du confinement, un ensemble de 13 mesures ont été prises pour servir de barrière à la propagation de la maladie ou sa contamination. Le Premier Ministre camerounais est devenu, dans cette crise sanitaire, le porte-parole personnel du Chef de l'Etat.

Mais la fermeture des frontières n'a pas signifié l'arrêt total des vols. Des vols spéciaux ont quand même transporté beaucoup de personnes. Les voyageurs arrivants devaient être confinés 14 jours. Mais on a observé une permisivité dès l'aéroport et dans les hôtels consignés pour le confinement. En plein mois d'avril 2020, alors que tout le monde savait que les frontières étaient fermées, j'apprends qu'un cousin à moi est au pays, en provenance des Etats-Unis où il est naturalisé. Il repartira une semaine après. Comment a-t-il fait ? Je ne le sais pas. Sortir des Etats-Unis pour le Cameroun et vice-versa, bien étonnant que les deux frontières se soient instantanément ouvertes pour ces deux pays, pendant qu'un haut cadre de l'administration camerounaise reste bloqué au Tchad depuis 5 mois pour cause de frontières fermées, suite aux mesures promptes prises pour sauver des vies.

La prompte réaction limite mais n'arrête pas le virus

On croyait les mesures barrières camerounaises assez efficaces, sans mesurer que le virus n'est pas un homme pour être vu et interpellé à une barrière de police. Peut-être était-il déjà assez présent dans le pays quand on annonçait 3 cas officiellement déclarés. Très vite, certains hôpitaux vont être débordés. Leurs infrastructures et plateaux techniques, très insuffisants en temps normal, se voient imposer un rythme de très loin supérieur à leur potentiel d'action. Les lits de ces hôpitaux

se remplissent en moins d'un mois, le personnel médical est dépassé, les équipes de soutien de la Croix Rouge sont mises à contribution pour descendre sur le terrain.

Les équipes médicales ou médicalisées doivent aussi impérativement appliquer les gestes barrières, quel que soit le type de maladie dont souffre le patient. Celui qui ne portait de masque qu'en chirurgie ou dans des interventions spécialisées spécifiques, doit le porter en permanence. Le risque est grand. Plusieurs médecins et infirmiers ont été contaminés et quelques uns en sont morts, surtout qu'au départ on ne constatait pas à temps que n'importe qui pouvait être agent vecteur du mal. Cette situation a fait que le personnel médical soupçonne tout le monde, craignant aussi pour sa vie, d'où un comportement réfractaire ou moins accueillant quand un patient développe une forte fièvre ou une toux. Au début surtout, les tests gratuits étaient rares, et cela en rajoutait à cette méfiance où pour un paludisme normal, un patient était orienté vers les centres de dépistage et de traitement pour la Covid-19.

Les malades aussi ont pris peur, se rendant dans les hôpitaux que quand ils n'avaient pas d'autres solutions intermédiaires. On peut comprendre que l'auto-médication a pris de l'envergure. Le traitement par des décoctions et plantes naturelles a connu un essor. Ceci favorisé par le fait que des informations fusaient sur des réseaux sociaux à profusion, véhiculant des propos et témoignages de gens qui seraient guéris ou détenant la solution. Avant que des gens ne constatent que la plupart de ces messages étaient faux, nombre de personnes imaginaient qu'elles étaient assez armées contre le virus. Cette croyance a toutefois persisté dans beaucoup de localités, à cause de la sous-information, de la désinformation ou de l'habitude de croire de manière rituelle et folklorique à certains courants de pensée.

Dans cet imbroglio, les acteurs étatiques ont pris des mesures pour sensibiliser les masses. Des affiches ont jailli de partout. Pour la première fois, une cause s'est montrée radicalement nationale de par l'implication de tous, individus, acteurs publics et privés, dans la dissémination de la bonne information. Le Ministre de la Santé Publique,

Dr Manaouda Malachie, dans les premiers jours postait personnellement des tweets à un rythme quasi quotidien, pour sensibiliser, informer, attirer l'attention sur la situation, donner des chiffres. Il a continué sur cette cadence sur plus d'un mois et, même si le rythme a baissé, le sérieux est resté le même. Les Gouverneurs de Région, les Préfets, les Sous-Préfets, ont pris la mesure des choses, sortant décisions et notes d'information, menaçant même de prendre des sanctions contre les contrevenants. La police s'est arrangée pour surveiller les véhicules et s'assurer que le nombre requis de passagers était respecté, et que conducteurs et passagers portaient des masques faciaux. Toutes les forces étatiques s'activaient pour limiter la pandémie, sans forcément être parfaites dans leurs approches.

Le gouvernement agit de façon contradictoire

Malgré tout ce qui précède, plus d'une fois on s'est demandé si le gouvernement n'agissait pas de façon contradictoire, car :

- ◆ Le Président de l'Assemblée Nationale du Cameroun, revient de l'étranger le lendemain de la fermeture des frontières. Il n'est pas mis en confinement 14 jours pour s'assurer qu'il n'est pas contaminé. Il préside la session de remise des attributs aux députés nouvellement élus de la 10^e législature, où le port de masque n'est pas obligatoire, et qui draine de grandes foules à la plénière de clôture le dernier jour.
- ◆ Le Chef de l'Etat ordonne la fermeture des bars à 18h quand on est à 3 cas de personnes infectées, mais les rouvre au-delà de 18h quand on a franchi le seuil de 1500 cas. Le secteur de la boisson est un secteur structurant, s'entourant de gens de plusieurs corps de petits métiers qui vont de la petite restauration à l'hôtellerie, de vendeurs ambulants aux petits détaillants, lesquels se sont retrouvés presque au chômage, sans moyens de subsistance car l'Etat n'a pas prévu de mesures d'accompagnement des populations parallèlement à ces mesures

barrières. Il est vrai que les opérateurs économiques doivent vivre, et qu'une majorité du personnel de ce secteur d'activité travaille le soir, mais n'était-ce pas anticiper de permettre aux clients de s'y agglutiner en sachant qu'il y est impossible de respecter la distanciation et le port de masque ?

- ◆ Pour soutenir les charges financières eu égard à la tendance à la baisse des recettes financières de l'Etat et d'autres agents économiques, le Président de la République décide d'alléger certaines taxes chez les transporteurs, mais la décision arrive quand la presque totalité des concernés a déjà payé lesdites taxes. Aussi, les effets de cette réduction de taxe ne pouvaient pas se ressentir dans beaucoup d'autres secteurs d'activité, même si au Cameroun chaque personne touchant un salaire a à sa charge environ une dizaine de personnes à soutenir directement ou indirectement.
- ◆ Lorsque les mesures barrières sont allégées, le Ministre de la Santé Publique continue de conseiller le travail à distance, pendant que le Premier Ministre menace de sanction tout haut cadre de l'Etat qui ne reprendrait pas physiquement du service.
- ◆ Le Chef de l'Etat fait des dons personnels aux chefferies traditionnelles, mais en très faible quantité, pire encore, certains produits contenus dans le kit à l'exemple des seaux non adaptés au lavage des mains sont boudés par les bénéficiaires, obligeant les agents du service public à tenir un discours plutôt flatteur et les bénéficiaires à l'accepter par diplomatie ou par manque d'alternatives.

Entre temps, les limites de notre politique de développement ressortent au grand jour. Le pays qui tient pourtant debout financièrement au niveau des caisses publiques, n'a pu déployer qu'un milliard pour le fond de solidarité sur décision du Chef de l'Etat, alors que des pays voisins comme le Gabon ou la Guinée équatoriale déployaient de très

fortes sommes d'argent pour un peuple de très loin moins nombreux. Est-ce révélateur de difficultés financières ou une stratégie pour évaluer la capacité des nationaux et amis à soutenir les efforts du pays ? Le Cameroun pouvait-il réussir un confinement total quand un très fort pourcentage de sa population vit de la terre ? Aurait-il eu les moyens d'apporter à chaque domicile des denrées alimentaires et les besoins essentiels de survie comme l'ont fait certains pays industrialisés ? En tout cas, nationaux et non nationaux ont mobilisé des aides parallèles à celle du Chef de l'Etat. Les critères de gestion n'ayant pas été publiés, des acteurs impuissants ont juste formulé le vœu pieux que la distribution soit équitable, et que toutes les couches sociales, y compris le bas peuple, en profitent.

Le bas peuple paie un lourd tribut

Bien que le Cameroun importe beaucoup de denrées alimentaires, il en produit également beaucoup. Une partie est consommée sur place, et une forte portion est vendue dans les pays voisins. Nous avons à l'intérieur une sorte d'auto-suffisance alimentaire. Mais l'essentiel de certaines productions est acheté par nos voisins. La fermeture des frontières a obligé à tout consommer sur place. Le virus n'avait pas pris rendez-vous, personne ne l'attendait, personne ne pouvait prévoir qu'on fermerait les frontières, renfermant à l'intérieur toute la production agricole. Nous étions obligés de consommer nous-mêmes ce qui était consommé avec le concours de plusieurs pays voisins. Même la gourmandise ne pouvait pas aider à finir les stocks.

Les pastèques ont abondé dans les marchés, à des prix dérisoires. La tomate a été vendue à des prix qui n'ont jamais été aussi bas, et les acheteurs ne s'y intéressaient plus. Des camions sont allés livrer dans les plus profonds des quartiers, sans écouler leurs stocks. Sur les axes lourds, on trouvait de gros amas de cageots abandonnés par des vendeurs dépassés par la situation. La perte était scandaleuse, les dettes non remboursables par les opérateurs du secteur agricole. Le Minis-

tère de l'Agriculture et du Développement Rural a pensé à tout, sauf à la conservation des produits sortant des champs pour une consommation en différé. L'industrialisation annoncée à travers le slogan « agriculture de deuxième génération » n'est pas venue au rendez-vous de la Covid-19. Cette situation a créé de fait des déficits financiers chez les petits producteurs et fragilisé les familles.

Au niveau des frontières, le commerce transfrontalier est mort. Kyé-Ossi, la ville aux trois frontières (Cameroun, Gabon et Guinée Equatoriale), abrite un très grand marché, aujourd'hui abandonné faute d'acheteurs et de livreurs de marchandises. Tant de familles sans moyens de subsistance ont dû aller chercher fortune ailleurs.

En remontant vers les grandes villes, la rareté des fonctionnaires au bureau les a aussi éloigné des marchés, ce qui a réduit la recette des petits commerçants. Tout le monde accuse la Chine d'où est partie la maladie, mais avec des discours décousus, irrationnels et mal informés.

Les populations de la base face au vrai et à l'ivraie

Si les actions du gouvernement ne semblent pas faire sens, il est important de constater que la rue et la « radio trottoir » feront pareil. Plusieurs fausses informations ont circulé sur les réseaux sociaux, des faux traitements aux faux messages de tel ministre ou de telle autorité. Le Ministre de la Santé Publique se retrouve avec trois comptes Facebook à son nom sans qu'on sache lequel est vrai. Nombre de gens s'insurgent et s'activent à véhiculer la bonne information, laquelle reste noyée dans l'ivraie. Les équipes opérationnelles de Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ) multiplient interpellations, information, conseils et sensibilisation, tant à travers des comptes de réseaux sociaux privés qu'officiels, et à travers aussi son site web (www.dmjcm.org); actions qui par l'effet boule de neige, au travers des différents amis Facebook, finissent par baisser le relent des menteurs et fauteurs de trouble. Prenant le relai de DMJ, de nombreux groupes WhatsApp d'organisations à base communautaire relayent des informations vraies.

Des paroisses de l'Église Évangélique du Cameroun (EEC) ont développé des moyens d'atteindre leurs ouailles, à travers des groupes WhatsApp, Facebook et des chaînes Youtube. Pour l'EEC Biyem-Assi, l'EEC Mendong, l'EEC Melen, il le fallait pour garder des liens avec ceux qu'on voyait plusieurs fois par semaine et qu'on ne voyait presque plus.

Les communautés jouent au tamtam insonore

Les communautés de foi n'ont pas joué la même carte musicale que le gouvernement. Pour la première fois, mosquées et églises ont fermé leurs portes, pendant des semaines. Les quelques très rares qui continuaient d'officier le faisaient en respectant la limite des 50 personnes autorisées par les mesures barrières, même dans les cas où la surface utilisée aurait permis une distanciation sociale bien supérieure. Le clergé a signé des décisions en appui aux mesures barrières décidées par le Chef de l'État. Déjà, les nombreux prêtres morts en Italie prouvaient qu'on avait en face un problème humanitaire pour lequel tous devaient apporter un concours. Les serviteurs de Dieu, les laïcs, tous ont accepté de rester chez eux, laissant en hibernation instruments de musique et outils d'expression publique de la foi.

Les chefferies traditionnelles ont joué la note de solidarité aux mesures gouvernementales. Des édits ont été signés, imposant à leurs administrés le respect de la distanciation sociale, l'arrêt de toute cérémonie publique, la limitation des enterrements au strict minimum des membres proches de la famille, la suspension des festivals annuels d'expression des peuples et des cultures. Et cela a très bien marché dans les localités de l'Ouest. Mieux encore, face à la Covid-19 des chefs supérieurs comme celui du village Bansoa (Département de la Ménoua) se sont personnellement impliqués dans des campagnes de sensibilisation aux gestes qui sauvent. Ces actions ont porté fruits car leurs populations se sont globalement bien informées et ont pris des mesures en conséquence : je rends visite à une grand-mère venue de ce village pour

se soigner à Yaoundé, qui la première me rappelle qu'on ne se salue plus avec les mains. Le fait qu'elle soit ma parente ne l'a pas corrompue. Toutefois, il ne faut pas croire que l'engagement des masses populaires était le même dans toutes les localités du pays, ni que l'entrain s'est conservé au fil du temps.

L'allègement des mesures barrières sonne le glas de la discipline

L'allègement des mesures barrières, synonyme pour beaucoup de libération, a eu des effets néfastes immédiats. L'engagement des masses populaires n'est pas resté constant. Quand les bars ont été rouverts sans restriction, les interprétations ont été diverses. A l'exemple du relâchement du premier confinement pendant la grippe espagnole, la joie de la liberté retrouvée a fait oublier la présence du danger : les masques sont tombés des nez de plusieurs pour se retrouver sur les mentons et les fronts, les surcharges de personnes ont repris sur les motos taxis, les distances qui s'observaient dans les milieux publics se sont rétrécies, bref les masses ont fêté la liberté retrouvée.

Au niveau de la circulation routière, l'élan des agents de maintien de l'ordre a été brisé, ils ont cessé de veiller au respect du port de masque chez les transporteurs. Sur les axes lourds, les points où tout passager était obligé de se laver les mains n'ont plus soumis les voyageurs à cette contrainte. Dans les bureaux administratifs, en dehors de quelques très rares cas, il n'était plus spécifiquement exigé de se laver les mains avant d'entrer. Bien que Gouverneurs et Préfets continuent de proclamer que la pandémie continue et qu'il faut garder la discipline, ces discours ne sont plus entendus.

Dans les villages de l'Ouest, les lieux de deuil sont redevenus des lieux de fort regroupement et d'activités socio-culturelles, comme avant. Les Chefs traditionnels ne se sont plus exprimés. Tout reprenait progressivement droit de cité, sauf que le nombre de personnes testées positives ne faisait qu'augmenter, de plus en plus, atteignant le seuil des

15000 (quinze mille) cas à la mi-juillet 2020. Même si le personnel médical a fait des pieds et des mains et a réussi à sauver un très grand nombre de malades, avec les félicitations de tous, on constate à regret que le nombre de morts aussi augmente, pendant que beaucoup prétendent que la Covid-19 est finie.

La société civile à la rescousse

Au niveau des Organisations de la Société Civile, la conscience du mal était de mise. Plusieurs ont réduit leur train d'activités et même leur présence au bureau. En analysant le contexte, Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ) a pris, dès la deuxième semaine de l'annonce des mesures barrières, des mesures drastiques de travail à distance, offrant aux membres de l'équipe le nécessaire pour communiquer par internet. Mais cette organisation travaille avec des populations qui doivent être préservées, et qui n'ont pas toujours la chance de parvenir à la bonne information. Aussi était-il approprié d'étudier de près la concordance entre les discours publics et les réalités que vivent les populations.

Pour s'investir dans une telle mission comportant des risques de se faire contaminer ou de ne pas atteindre ses objectifs, il ne faut pas y aller en aventurier. Une série d'ateliers internes de préparation a été organisée. Des spécialistes et connaisseurs ont été appelés en appui, à l'instar du Docteur Pascal Owona Otu, Médecin et Consultant en prévention des comportements à risque et des addictions. Il est auteur du livre « Covid-19 : Qui peut faire quoi, où, comment et pourquoi ? »

Avant le déploiement effectif sur le terrain, il fallait avant tout développer la stratégie d'approche, les contenus ainsi que les outils à utiliser. Des boîtes à images ont été fabriquées, un spot d'appui audiovisuel a été réalisé. Des équipes ont été constituées et, sur la base des échanges avec les cibles, un chronogramme a été déployé dans 21 chefferies de 6 régions sur les 10 que compte le Cameroun.

Des vérités difficiles à croire

Le déploiement des équipes vers les populations a permis de se frotter à des réalités difficiles à imaginer. Selon l'ONU, la pauvreté notoire se constate quand on vit avec moins d'un dollar par jour. Sans moyens de vérification du seuil de pauvreté dans certains milieux, des phénomènes peuvent nous permettre de constater la misère. Dans les grandes villes comme Yaoundé, Douala et Bafoussam, il est facile de s'acheter un masque. Théoriquement on peut prendre cela comme un cliché d'évaluation du niveau de vie en zone urbaine. Mais ceci n'est qu'une apparence, car au quartier Mewoulou dans le 6e arrondissement de Yaoundé, des familles entières, faute de moyens ont dû utiliser un seul masque, qui vaut 250 Fcfa, soit 0,38 Euros (0,43 dollars).

Dans les chefs lieux d'arrondissements périphériques à Yaoundé (Ngoumou, Bikok, Akono), à Ebolowa qui est chef lieu de la Région du Sud, à Bélabo dans l'Est, on s'est rendu compte d'une triste réalité : la bonne information sur la Covid-19 n'atteint pas le citoyen. Il connaît des bribes d'information sur le coronavirus, mais plusieurs questions restent en suspens, d'où la nécessité d'un contact de proximité avec ces populations. D'autre part, ces populations qui, du fait de la pauvreté ou de l'opportunité, se soignent très souvent par des plantes médicinales, sont généralement très sûres d'avoir le nécessaire pour barrer la voie à ce coronavirus. N'est-il pas connu qu'en dehors du médicament découvert par Monseigneur Samuel Kleda⁴ et qui a fait ses preuves de manière indiscutable⁵, celui du Professeur Didier Raoul est basé sur la chloroquine et celui du Malgache Andry Nirina Rajoelina est basé sur l'arthemesia ? Ces produits sont des anti-paludéens, et nos villages pos-

4 Evêque de Douala, né en 1959 à Golompwi au Cameroun, a mis au point une potion à base de plante médicinales qui permettrait de guérir de la Covid-19. Elixir Covid et Adask Covid sont les deux noms de produits constituant le traitement et qui ont été officiellement présentés aux médias le 8 juin 2020 dans la salle des actes de l'archidiocèse de Douala au Cameroun.

5 L'Archevêque phytothérapeute a enregistré ses inventions auprès de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI).

sèdent des plantes anti-paludéennes, donc par syllogismes « on peut soigner coronavirus. »

Une équipe dans un village s'est vue offrir de l'arki, boisson locale fortement alcoolisée et au taux incontrôlé (dépassant parfois 85°), comme remède qui peut combattre efficacement le corona, par rapprochement avec le gel hydro alcoolisé dont la constitution se base sur plus de 60° d'alcool. Ici, les populations, jeunes comme vieux, se disent que l'arki, de la même façon que l'alcool brûlera le virus déposé sur la voie digestive. Seulement, le virus passe aussi par le nez et se dépose dans les poumons, espaces que l'arki n'atteint pas.

Toutes ces croyances montrent la délicatesse dans laquelle les équipes devaient apporter les informations officielles, mais justifient aussi le choix qu'elles se sont imposées de dialoguer avec les populations pour comprendre leurs logiques et leurs difficultés à appliquer les mesures barrières.

Des cendres naissent des fleurs

Un auteur a écrit : *C'est dans les putréfactions les plus immondes que poussent les plus belles fleurs.* Mais les fleurs, au lieu de pousser au hasard, doivent y pousser parce que des hommes les y ont plantées. On peut construire sur de vieilles ruines. Coronavirus, Covid-19, a fait tant de ravages. Des économies se sont ruinées. L'éducation scolaire et académique ont reçu un coup fatal, avec un trimestre dans l'eau. Telle-ment de gens ont perdu leurs moyens de subsistance. Il y a eu des morts. Faut-il en rester là. Ne faut-il pas qu'après la pluie vienne le beau temps ? Comment construire l'avenir si on reste braqué sur le passé ? Et comment bien vivre l'avenir sans risquer d'être victime du corona ou de ses corolaires et effets collatéraux ?

L'action de DMJ auprès des populations a également consisté à leur porter un message d'espoir, fruit des échanges avec des acteurs divers parmi lesquels des artistes. A l'issue, un collectif d'artistes (237 Paroles et Women Slam for Peace) a été associé dans la démarche. Ces artistes

ont été accompagnés dans des ateliers de création des performances, et le résultat a été la conception participative de slams, qui ont fait l'objet de la publication du livre-image « HERITAGE COVID-19 : De la perspective de souffrance à la perspective d'espérance ».

Au-delà des souffrances, au-delà des misères, faut-il abandonner sa tête aux poux ? M. Jean Kwokam, proviseur du Lycée Biyem-Assi dans les années 90, avait écrit dans l'une des pages préliminaires de son fascicule « La clé du succès en mathématiques » : « Ou bien les difficultés brisent un homme, ou bien elles le rendent beaucoup plus fort. » En tirant les leçons du passé récent, il ne nous reste plus qu'à vivre, bien vivre maintenant et mieux vivre désormais.

Faits et méfaits quotidiens du coronavirus : le regard des jeunes

*Par Igor Tchouateun et Jacqueline Mouna Saapong**

Tout est parti d'une information erronée selon laquelle les noirs étaient immunisés contre la Covid-19. C'est alors qu'à Mbondo'o, village situé dans la région du Sud-Cameroun, plus précisément à Ebo-
lowa, nous avons rencontré des populations inquiètes du fait que la Covid-19 pourrait venir perturber la paix et l'harmonie sociale qui règne entre eux. Car comme l'a précisé Monsieur Essomba, agriculteur dans ce village, il n'est plus autorisé de serrer la main de son frère, de l'embrasser, pire encore, de boire dans le même verre que lui. Cette situation brise les liens ancestraux de paix et de solidarité cultivés entre les frères et sœurs depuis des temps immémoriaux.

L'intrus qui déconnecte et fait peur

Considérée comme la maladie des autres, la maladie du coronavirus s'est propagée dans le monde au moment où l'on s'y attendait le moins, mettant l'humanité et le Cameroun en alerte totale. Lorsqu'elle est survenue, les Organisations de la Société Civile aux côtés des Etats ont essayé d'apporter leur contribution dans la lutte contre un ennemi devenu commun, la « Covid-19 », qui n'a accordé aucune importance au statut social, au niveau d'éducation, à la profession ou à la fonction occupée par ses victimes. L'expansion de cette pandémie n'a pas seulement une dimension sanitaire. Elle a touché d'autres segments de la

* Stagiaires au Bureau de Communication et Mobilisation, DMJ

vie tels que la communication et les systèmes de production, domaines qu'il faut prendre en compte dans la riposte.

Dans différentes localités du Cameroun, l'ampleur éventuelle des dégâts commandait surtout de lutter contre les fausses informations (rumeurs) et l'intoxication qui ont parfois été plus nombreuses que le volume des informations crédibles. L'enjeu de limiter les risques de contamination et de propagation s'est ainsi situé sur le champ de la communication sociale, afin d'éviter à tout le peuple de succomber à la maladie. A l'évocation du nom de cette maladie subrepticement invitée à tous les rendez-vous oratoires, tout le monde perdait la sérénité, la sécurité et la paix, rendant chacun malade, même si ce n'était pas de la Covid-19. Comment donc fallait-il s'y prendre pour que la situation redevienne normale quand on sait qu'un peuple malade ne peut être en paix ? Car *la paix est la recherche concertée, inclusive et permanente de solutions aux problèmes auxquelles nous faisons face dans un environnement commun de vie*¹.

La peur, principal diviseur dans de telles circonstances, s'est amplifiée aussitôt que la maladie a été déclarée « pandémie » par l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé). Les mesures qui ont été édictées par l'organisation, et reprises par les gouvernements dont celui du Cameroun en fonction des réalités nationales, sont apparues comme asphyxiantes pour les communautés habituées à vivre « en grappes ». En ville comme dans les campagnes, la chose a été difficile à accepter, chaque personne vivant courageusement mais aussi lâchement la peur au ventre. Surtout que les scientifiques les plus équipés dans les pays les plus avancés n'ont pas encore trouvé le moyen de tordre le cou à la maladie tueuse. Comme par enchantement, cette peur a fait du coronavirus un donneur de leçon. La pandémie a dépoussiéré certaines notions et pratiques oubliées derrière la course effrénée vers le gain économique. Le confinement a ainsi imposé à tous et à toutes un temps de repos. Le

¹ Acception de la paix dans la philosophie de Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ) qui dans la promotion de la citoyenneté active amène les jeunes à ne pas être insensibles aux événements mineurs ou majeurs qui se déroulent dans leur espace de vie commun.

lavage de mains est devenu systématique. La distanciation sociale a pris du rythme et de la cadence. Les commerces dans le secteur de la restauration et du tourisme ont quasiment fermé boutique.

La Covid-19 n'a pas généré que de la peur. Sur le plan humain, elle a redonné de l'importance à la vie en rappelant aux êtres humains le caractère sacré de celle-ci, un appel à l'auto-évaluation à la fois religieuse et politique. Elle a rappelé que toute politique doit donner la priorité à l'être humain et à sa sécurité.

Les leçons du coronavirus

Dans l'approfondissement de la pensée libérale, beaucoup auraient cru pouvoir vivre seuls, à l'écart des autres, oubliant que la vie humaine est essentiellement relationnelle et que l'autre est loin d'être pour soi « un enfer »² comme le définit J. P. Sartre. Bien mieux, il mérite d'être accepté comme une source d'épanouissement. L'autre réalité, et pas des moindres, de la vie avec la pandémie de coronavirus est que, se sentant confiné, beaucoup pour ne pas dire tout le monde, sont sortis de leur zone de confort soit pour se conformer aux exigences nombreuses de la pandémie, soit pour innover.

L'exemple du célèbre Physicien Albert Einstein, qui pendant une période de confinement a élaboré la loi de la gravité, nous apprend quelque chose. La Covid-19 est venu démontrer que l'homme n'a vraiment pas encore exploité toutes ses potentialités. Sinon, comment pourrions-nous affronter le réchauffement climatique, l'insécurité sanitaire, etc. ? La pandémie du coronavirus a permis, dans une certaine mesure, d'évaluer l'action de l'homme sur la nature, de révéler l'importance de la vie humaine, en faisant prendre conscience de ce que l'homme, bien qu'étant celui qui agit sur la nature pour l'agresser et l'asservir, est aussi bel et bien celui qui en dernier ressort subit l'impact de sa dégradation. De ce fait, il conviendrait à l'avenir de prendre des mesures pour vivre

² Jean Paul Sartre, *Huis clos*.

en harmonie avec la nature. Ce désir d'auto-protection et de mettre dos au mur un virus invisible mais fortement nuisible, peut à la fois susciter des questionnements funestes, dégager des appréhensions presque un aveu d'incapacité de l'homme, et expliquer les rumeurs et désinformations soulevées ça et là.

Corona et les fake news qui stigmatisent

« La Covid-19 est une maladie des Blancs », telle est la principale rumeur qui a circulé dans certains Etats africains, notamment au Cameroun. Au vu de l'actualité internationale alarmante autour de la crise sanitaire dès les débuts en Chine, les Africains se sentaient éloignés et donc épargnés de cette « affaire des blancs ». Cette perception condescendante de la maladie se percevait dans l'insouciance de vivre en toute quiétude, se sentant vraiment à l'abri d'un événement se déroulant en Asie. A ce moment-là, plusieurs autres éléments étaient brandis comme preuve de l'impossibilité pour cette nouvelle maladie de s'attaquer à l'Afrique. Le climat a été évoqué, pour insinuer que l'Afrique est si chaude que ce virus ne peut y résister. Puis, l'on a fait mention de la résistance des Africains au sud du Sahara face aux maladies grippales, eux si habitués à ce type de pathologies. La Covid-19 a été comparée au paludisme dont on n'ignore pas les ravages sous les tropiques. Cette comparaison insidieuse tenait juste à relever l'immunisation des personnes vivant dans les régions affectées, pour dire par la suite que les produits anti-paludéens étaient efficaces pour traiter la Covid-19.

D'une rumeur à l'autre, des arguments se répandaient, parfois avec forte conviction et assurance ; surtout lorsque la catastrophe annoncée en Afrique par de grandes institutions internationales n'a pas eu lieu³. Il s'est développé une rumeur persistante d'un complot de l'Occident contre l'Afrique. Quelques morceaux choisis :

3 « L'Afrique doit se préparer au pire », avait dit le Directeur de l'Organisation Mondiale de la Santé. Des propos similaires avaient aussi été tenus par le Directeur du Fond Monétaire International

- ◆ « L'Europe veut freiner l'augmentation de la population africaine. »
- ◆ « L'Occident a trouvé le moyen de décourager l'immigration clandestine des jeunes ; ... etc. »

Des prises de positions racistes sur l'expérimentation des vaccins est venue envenimer la situation et noircir le tableau des relations entre l'Europe et l'Afrique, entre les pays colonisés et les pays colonisateurs. Avec autant de considérations et préjugés qui ont rouvert d'anciennes blessures pas totalement cicatrisées, il est difficile de combattre la rumeur au sein d'une population que les conditions de vie et les discours politiques ont poussé à mettre sur le dos des pays occidentaux les différentes crises que traverse son pays.

C'est ainsi que, quand a été détecté le premier cas de coronavirus au Cameroun, certain(e)s concitoyen(e)s ont tôt fait de déclarer qu'il s'agissait d'une « fake news ». D'autres avançaient qu'il s'agissait de la volonté des dirigeants d'en profiter autrement, d'une stratégie de captation de la subvention internationale allouée par l'OMS en faveur des pays ayant des cas de personnes testées positives. Toutes ces fameuses rumeurs convergeaient vers une logique de négation de l'existence de la Covid-19. A la question de savoir si respecter les mesures barrières édictées pour prévenir les risques d'exposition et de contamination revenait à protéger sa propre vie ou la vie d'un autre, un parent répondra par une autre question : « Corona ne tue pas plus que le paludisme ; pourquoi en fait-on une fixation ? » Mère rumeur s'est amplifiée lorsque un mois seulement après l'annonce des mesures barrières, le gouvernement de la République du Cameroun, contre toute attente, décide d'assouplir les mesures qui, non seulement n'étaient pas pleinement appliquées, mais aussi n'étaient pas acceptées dans les zones rurales.

Entre rumeurs et pauvreté

La décision d'assouplir les mesures a fortement conforté les propagateurs des rumeurs. Le questionnement sur certaines mesures s'est amplifié, notamment celle demandant de tousser et d'éternuer dans le creux du coude. Face à cette recommandation, les gens ont trivialement fait une association avec le fait de se saluer par le coude et sont alors arrivés à la conclusion que tousser dans le creux du coude et utiliser ce même coude pour se saluer, c'est promouvoir un moyen de propagation du virus au cas où il existerait. Un autre cas de figure concerne les débats sur la qualité des masques à porter pour se sentir vraiment protégé. Entre les masques chirurgicaux et les masques en tissu qui ont principalement créé la polémique, les populations avaient besoin de recevoir des informations fiables et convaincantes sur cette mesure de protection. Justement, à propos de ces masques, les interventions sur le terrain effectuées dans le cadre de la stratégie organisationnelle de riposte élaborée par Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ) ont permis de recueillir des récits concrets. Le témoignage ci-après montre l'impact de la rumeur et du manque d'information sur la population : « Venu pour une réunion de sensibilisation dans une chefferie traditionnelle située dans le sixième arrondissement de la capitale politique Yaoundé (ville universitaire), région du Centre, un homme a déclaré connaître une famille au sein de laquelle il n'existe qu'un seul masque qu'on utilise à tour de rôle. Chacun le met à son tour lorsqu'il doit sortir de la maison en traversant le point de contrôle policier. Quand le masque est utilisé par un des membres de la famille, les autres attendent patiemment à la maison. » Traduction : le port du masque se fait par peur des représailles de la police et non par mesure de protection. Puisque selon leur logique, *corona* n'existe pas.

L'impact des rumeurs a été assez remarquable. Nous citerons par exemple la réticence et la résistance de la population à respecter les mesures barrières. On entendait des gens, y compris parmi les plus éduqués, dire que la Covid-19 ne peut pas tuer les Africains, car ils

sont dotés d'un système immunitaire très solide et d'une pharmacopée puissante. On avait donc en face une population réfractaire au port du masque, fréquentant les lieux publics sans gêne et créant même des chansons sur la Covid-19 pour montrer à quel point ils sont au-dessus de la pandémie. Tous ces faits et méfaits ont construit une mentalité de relativisation voire de banalisation de la pandémie.

Responsabilité et solidarité pour sauver des vies

Afin d'apporter sa contribution à la mise en œuvre du plan de riposte gouvernemental et remédier à l'incivisme doublé d'insouciance des populations, Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ) dont l'un des domaines d'intervention est la sécurité humaine et le Service Civil pour la Paix (SCP), a organisé des caravanes de sensibilisation axées sur « la responsabilité et la solidarité pour sauver des vies ». La mobilisation communautaire qui a duré plus d'un mois a été précédée par la formation des membres de ses équipes opérationnelles. Les domaines ciblés pour ces renforcements de capacités portaient sur la compréhension de la pandémie, l'approche stratégique pour influencer les jeunes à travers les réseaux sociaux, la recherche et diffusion auprès des populations d'informations fiables, vérifiables et vérifiées. Dans cette mouvance, un clip vidéo et des supports sur oriflammes ont servi de supports visuels lors des interventions effectuées dans 31 chefferies de 15 communes de 5 régions du Cameroun. La mission principale était d'échanger avec les populations sur la gestion de la crise et sur leurs sources d'informations, ainsi que sur l'impératif du respect des mesures barrières.

Les caravanes de sensibilisation étaient aussi l'occasion de recueillir les motivations et difficultés des populations pour respecter les règles en vigueur dans le but de freiner la contamination et la propagation de la pandémie. Pour être mieux armé, DMJ a sollicité l'expertise de personnes-ressource parmi lesquelles un médecin expert en comportement à risque. Ce formateur a pris soin d'éclairer l'organisation sur les origines du virus, sur comment se protéger en protégeant également

les autres et comment aborder le sujet de la Covid-19 au sein des communautés.

Du début de la crise sanitaire du coronavirus jusqu'en juillet 2020, DMJ a continué la mobilisation sur le terrain dans ses différentes zones d'intervention dans le respect strict des mesures barrières, la communication pour le changement de comportements et la lutte contre les discours de stigmatisation et les *fake news*.

La gouvernance de crise à l'épreuve de la crise de gouvernance

*Par Arnaud Junior Tonga**

La crise sanitaire mondiale qui affecte le monde du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest depuis le premier trimestre de l'année 2020 a la particularité d'avoir mis à rude épreuve les gouvernements du monde. C'est une crise qui aura le mérite d'avoir éprouvé l'efficacité et l'efficience des dispositifs de gestion des crises des Etats qui en disposent et de révéler la dangerosité pour un Etat de fonctionner sans planifier un dispositif de réaction ou de réponse aux crises.

Les gouvernements ont eu beaucoup de travail face à cette crise du coronavirus parce que l'onde de choc provoquée par la Covid-19 était transversale. Bien qu'étant un problème de santé humaine à la base, c'est-à-dire concernant le secteur sanitaire, la crise a fini par affecter tous les autres secteurs des Etats : économique (industries, transport, agriculture, ...), éducatif, judiciaire, social, culturel et religieux, politique et diplomatique, communication, sécurité et défense. L'une des premières mesures adoptée par les Etats au niveau mondial fut la fermeture des frontières pour limiter les flux humains et maîtriser la propagation de la maladie à l'intérieur des territoires. L'Etat du Cameroun n'a pas fait exception dans l'application de cette mesure.

* Chargé de recherche et du suivi-évaluation, DMJ

Covid-19 : une crise de plus au Cameroun

C'est par un communiqué de presse du Ministre de la Santé Publique daté du 06 mars 2020 que le Gouvernement annonce à l'opinion publique nationale et internationale que l'ennemi commun a été repéré sur le territoire Camerounais. La première personne testée positive à la Covid-19 sur le territoire du Cameroun est un citoyen étranger de souche occidentale, précise le communiqué du Ministre. Le 13 mars, soit sept jours plus tard, le Gouvernement par l'entremise du Premier Ministre annonce 13 mesures de riposte décidées par le Chef de l'Etat. Parmi ces mesures, la fermeture des frontières est au premier rang. Si l'on s'inscrit dans la logique de ceux qui pensent que la fermeture des frontières aurait dû avoir lieu le lendemain de la découverte du premier cas, l'on serait tenté de se demander si ce n'est pas la première opportunité que le Gouvernement du Cameroun a manqué de saisir. Dans l'un comme dans l'autre cas, il serait difficile d'être péremptoire et de le prouver par des arguments factuels, ceci dans la mesure où le Cameroun entretient des relations étroites avec la Chine, épice de virus, et la France, l'un des foyers les plus importants de la maladie en Europe après l'Italie et l'Espagne.

Le Cameroun est officiellement attaqué par la Covid-19 au début du mois de mars 2020, au lendemain des élections législatives et municipales, mais aussi et surtout à une période trouble de son histoire du fait des crises violentes qui menacent la paix quotidienne du peuple aux trois coins du triangle national. La paix et la sécurité humaine sont affectées par quatre facteurs majeurs :

- ◆ le conflit armé interne qui oppose les forces de défense et de sécurité nationales aux combattants sécessionnistes d'origine anglophone à l'Ouest du territoire depuis quatre ans ;
- ◆ les querelles politico-électorales engendrées par les contestations de l'opposition suite à l'élection présidentielle du 7 octobre 2018 ;

- ◆ la montée en puissance du discours tribalo-ethnique dans les réseaux sociaux et lors des émissions d'analyse sociopolitique, à tel point qu'une loi a été adoptée par le parlement et promulguée en décembre 2019 pour réprimer le tribalisme ;
- ◆ enfin, il y a la recrudescence des violences et des attaques de la secte terroriste Boko Haram à l'Extrême-Nord du pays. Selon le Secrétaire Général des Nations Unies : « Entre le 1er décembre 2019 et le 15 avril 2020, 250 atteintes à la sécurité impliquant Boko Haram auraient provoqué la mort de 180 civils au Cameroun... »¹

La gestion de toutes ces crises par le Gouvernement est critiquée et les tentatives de contestation populaire sont de plus en plus fortes, y compris au niveau des diasporas camerounaises. Le Gouvernement, réprime tant bien que mal les actes de contestation publique, parfois avec brutalité ce qui exaspère l'opinion publique. C'est ce qui nous fait affirmer que le Cameroun était en crise à l'avènement de la maladie du coronavirus.

La gouvernance à l'épreuve du coronavirus

La combinaison des crises que connaît le Cameroun constitue des événements qui démontrent, d'une façon ou d'une autre, les limites de l'approche de gouvernance du pays en général. Nous parlons d'une crise de gouvernance parce que le déroulement ou l'enchaînement des événements questionne la capacité du gouvernement :

- ◆ à maintenir un **climat de paix**, entendu comme la recherche permanente et concertée des solutions aux problèmes communs auxquels nous sommes confrontés² ;

1 18e Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies sur la situation en Afrique Centrale et les activités du Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale, S/2020/463, Paragraphe 21.

2 Acception de la paix sous l'angle de la médiation sociale entretenue par Dynamique Mondiale des Jeunes.

- ◆ à garantir la **sécurité humaine**, entendue comme un état dans lequel les peurs n'existent pas et les besoins sont satisfaits ;
- ◆ et à assurer l'**Etat de droit**, entendu comme un pays où la justice est indépendante et le respect des droits humains est garanti par l'Etat.

C'est sous le prisme de ces trois points que nous allons présenter et analyser les défaillances et les opportunités de l'Etat du Cameroun dans le processus de gestion de la crise sanitaire Covid-19. La crise sanitaire dont il est ici question fait référence à une maladie causée par un nouveau coronavirus identifié entre décembre 2019 et janvier 2020 à Wuhan en Chine. Au regard de la sévérité du virus et de la vitesse de propagation et de contamination, le 11 mars 2020 l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) va qualifier la situation mondiale liée à la Covid-19 de pandémie, car l'épidémie touche environ 142 pays du monde. Des mesures d'urgence restreignant certaines libertés publiques vont être prises et l'économie mondiale va en prendre un coup. Au Cameroun, les effets vont se sentir sur plusieurs secteurs de la vie de l'Etat. Sans être particulièrement prêt à gérer une crise de cette envergure, l'Etat va prendre des mesures et le cours des crises majeures qui affectaient le pays va être sérieusement influencé.

La Covid-19 en conflit avec les mouvements de revendication politique

La crise du coronavirus affecte le Cameroun dans un contexte d'instabilité politique, un mois après les élections couplées municipales et législatives du 9 février 2020, élections marquées par un taux d'abstention élevé comparativement à l'élection présidentielle d'octobre 2018. Pour avoir été observateurs aux trois élections, nous pouvons dire que le mot d'ordre de boycott lancé par le directoire du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), deuxième formation politique avec 14,23% des suffrages à la présidentielle d'octobre 2018, est la cause principale de cette abstention élevée. La réussite de ce mot d'ordre traduit

une crise de confiance des citoyens dans l'organisation du jeu politique. Au-delà de la contestation du nombre de suffrages exprimés en faveur du candidat Président de la République par son principal adversaire politique, le contentieux électoral d'octobre 2018 avait laissé entrevoir que, pour des besoins d'apaisement du climat politique, il était urgent de réviser le code électoral. Seulement, le Gouvernement (pouvoir exécutif) ou le parlement (pouvoir législatif) qui ont les capacités constitutionnelles d'impulser une telle révision, n'ont point vu cela comme une priorité.

Le principal opposant et son état major se sont lancés dans une attitude de défiance vis-à-vis du Gouvernement, ce qui a fortement dégradé le climat politique, social et économique. Le conflit a pris une dimension internationale, avec des manifestations anti-régime et l'intensification des actes d'agression des personnalités publiques proches du Gouvernement par les camerounais basés en Europe, notamment en France, en Allemagne et aux Etats-Unis. On peut évoquer les actes de vandalisme perpétrés dans les locaux de l'Ambassade du Cameroun. Cela s'est passé à Paris le 26 janvier 2019 en représailles à la répression sévère et disproportionnée des marches de contestation organisées par le MRC le samedi 26 janvier 2020. Ces marches prétendaient dénoncer ce que le parti a appelé le « hold up électoral d'octobre 2018 ». Il demandait à l'Etat de faire la lumière sur la gestion des fonds de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations de Juin 2019, organisation retirée au Cameroun pour défaut d'achèvement de la construction des infrastructures. La marche va conduire à l'arrestation et à l'emprisonnement des cadres du parti et de plus de deux cent militants du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun, dont son Président, incarcéré pendant huit mois à Yaoundé.

De ce qui précède, nous comprenons que le gouvernement est en train de faire face à une crise politique lorsque survient la crise du coronavirus. L'arrivée de cette crise sanitaire avec l'imposition des mesures et gestes barrières va freiner l'élan de mobilisation des militants du MRC en Occident comme au Cameroun. Les manifestations dans l'es-

pace public étant limitées, le déroulement du « plan de résistance », selon les termes du parti, va connaître un ralentissement, voire un affaiblissement. Mais la polémique sur la prise de parole du Président de la République pour rassurer le peuple et la légalité de la mobilisation des fonds par le MRC en vue de manifester la solidarité au peuple vont contribuer à faire perdurer les tensions politiques. A travers une initiative baptisée « Cameroon Survival Initiative » destinée à mobiliser des fonds à travers le monde pour manifester la solidarité envers les camerounais vulnérables, le MRC et le Ministère de l'Administration Territoriale vont s'affronter sur la légalité d'une telle initiative. La crise sanitaire a été une opportunité fortuite pour le gouvernement de tempérer à les ardeurs des contestataires et pour le MRC d'entretenir sa « résistance » et de démontrer sa capacité de mobilisation.

Dans tous les cas, cette crise sanitaire a permis de limiter les conséquences de la crise politique opposant le gouvernement majoritairement animé par le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) et le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC). Les leaders du MRC iront jusqu'à inviter le peuple à pratiquer la désobéissance fiscale en ne payant pas les impôts et taxes, le Gouvernement ne proposant pas de mesures compensatoires pour amortir le choc ou les conséquences des restrictions des activités sur le revenu des agents économiques au premier rang desquels se trouvent les commerçants. Mais le Gouvernement qui sait que l'économie est dominée par le secteur informel va contrecarrer cette dernière manœuvre du MRC susceptible de provoquer un mouvement d'humeur de la population, en allégeant l'imposition des opérateurs du secteur des transports pour le second trimestre et en décidant de mesures d'allègement fiscal³, le 30 avril 2020. D'autres mesures, comme le relèvement de l'âge de départ à la retraite du personnel médical de la Santé Publique et l'augmentation du montant de l'allocation familiale sont autant d'opportunités que le Gouvernement a offert pour améliorer

3 Circulaire n°20/169/CF/MINFI/DGI/DLRI/L su 13 mai 2020 précisant les modalités d'application des mesures fiscales de riposte à la Covid-19

durablement les conditions de vie des populations et éviter que la crise du coronavirus ne soit un élément catalyseur de troubles sociaux généralisés.

Impact de la Covid-19 sur la crise sécuritaire dans le NOSO⁴

Faisant un premier point sur l'appel au « cessez-le-feu » mondial lancé le 23 mars 2020 par le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), le Département de la Communication Globale de l'Organisation cite un groupe armé sécessionniste dans le conflit de la partie anglophone du Cameroun, comme un exemple d'engagement : « En Afrique, où le virus s'étend peu à peu, les Forces de défense camerounaises (SOCADEF), branche armée du Mouvement de libération du peuple africain (APLM), l'un des groupes séparatistes des régions anglophones du Cameroun, a annoncé, le 25 mars, un cessez-le-feu pour une durée de 14 jours. Ce pays comptait lundi cinq cent cinquante cinq (555) cas de Covid-19, selon l'OMS. »⁵ Comme nous pouvons le lire dans la synthèse du communiqué du Secrétaire Général de l'ONU (voir encadré), se faire la guerre tandis qu'un ennemi commun frappe le monde entier est irraisonnable, et le bon sens voudrait que les parties en conflit fassent taire les armes au moins le temps de la crise sanitaire.

Au Cameroun, la crise sanitaire mondiale arrive dans un contexte où la crise anglophone est dans une phase de violence soutenue sur le terrain comme dans les médias. Les espoirs d'un dialogue entre les séparatistes et le Gouvernement sont très minces. Les recommandations du grand dialogue national d'octobre 2019 sont jugées insatisfaisantes et irréalistes par les combattants sécessionnistes. Pour eux, la condi-

4 NOSO = Nord-ouest et Sud-ouest du Cameroun. Il s'agit des deux régions qui réclament leur indépendance

5 <https://www.un.org/fr/coronavirus-covid-19-fr/covid-19-les-effets-de-lappel-de-lonu-au-%C2%AB-cessez-le-feu-mondial-%C2%BB>, consulté le 24.07.2020

Communiqué de presse

SG/SM/20018

23 mars 2020

- ◆ *Secrétaire général*
- ◆ *Déclarations, remarques et messages*

« Face à l'ennemi commun, la COVID-19, le Secrétaire général appelle à un cessez-le-feu mondial : « L'arrêt des combats. Partout. Tout de suite. »

On trouvera ci-après le texte de l'appel lancé aujourd'hui à New York par le Secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres, en faveur d'un cessez-le-feu mondial dans le cadre de la pandémie de COVID-19 :

Le monde entier affronte aujourd'hui un ennemi commun : la COVID-19. Le virus n'épargne aucune nationalité, communauté ou religion. Il attaque tout le monde sur son passage, implacablement.

Pendant ce temps, les conflits armés continuent de faire rage dans le monde. Ce sont les personnes les plus vulnérables – les femmes et les enfants, les personnes en situation de handicap, les personnes marginalisées et déplacées – qui paient le tribut le plus lourd. Ces mêmes personnes courent également le plus grand risque de subir des pertes dévastatrices à cause de la COVID-19.

N'oublions pas que dans les pays ravagés par la guerre, les systèmes de santé se sont effondrés. Les professionnels de santé, qui étaient déjà peu nombreux, ont souvent été pris pour cibles. Les

tion préalable à toute discussion est la libération de leurs leaders emprisonnés à Yaoundé. Le massacre de 23 civils le 14 février dans le village Ngarbuh dans le Nord-ouest fait polémique car combattants sécessionnistes et forces de défense se rejettent mutuellement la responsabilité. Autant de faits qui témoignent du climat tendu qui prévaut dans le pays.

réfugiés et toutes les personnes déplacées par des conflits violents sont doublement vulnérables.

La furie avec laquelle s'abat le virus montre bien que se faire la guerre est une folie.

C'est la raison pour laquelle j'appelle aujourd'hui à un cessez-le-feu immédiat, partout dans le monde. L'heure est venue de laisser les conflits armés derrière nous pour concentrer nos efforts sur le véritable combat de nos vies.

À vous qui êtes en guerre, je dis : Renoncez aux hostilités. Laissez de côté la méfiance et l'animosité. Posez les armes, faites taire les canons, mettez fin aux frappes aériennes.

C'est essentiel... Pour pouvoir établir des couloirs d'aide humanitaire qui sauveront des vies. Pour reprendre le dialogue et donner une chance à la diplomatie. Pour ramener l'espoir dans certains des lieux les plus vulnérables face à la COVID-19.

Inspirons-nous des coalitions qui prennent forme et des dialogues qui se nouent lentement entre des parties rivales pour permettre des approches conjointes face à la COVID-19. Mais il faut en faire beaucoup plus.

Mettons un terme au fléau de la guerre et luttons contre la maladie qui ravage notre monde. Cela commence par l'arrêt des combats. Partout. Tout de suite. C'est ce dont nous tous, membres de la famille de l'espèce humaine, avons besoin. Aujourd'hui plus que jamais.

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.

C'est une période où les séparatistes semblent bénéficier d'un regain de sympathie au niveau international.

Bien que les sécessionnistes soient accusés du meurtre du Maire de la Commune de Manfé le 10 mai 2020 et du massacre de cinq militaires lors d'un match de football dans la région du Sud-ouest, au début du

mois de juillet 2020, des informations venant du camp des séparatistes laissent entendre que des discussions ont eu lieu, entre eux et le Gouvernement, dans le but de définir pour la première fois depuis 2017 les conditions d'un cessez-le-feu comme le souhaite l'ONU. Le Gouvernement a démenti cette information, qui viendrait du principal leader séparatiste en prison à Yaoundé. Que l'information soit vraie ou fausse, nous pouvons dire que la crise sanitaire a amené les sécessionnistes à donner des signes d'ouverture. Ainsi, le Gouvernement qui a toujours dit être disposé au dialogue gagnerait à saisir cette opportunité pour engager un dialogue de sortie de crise, une crise qui a, entre autres, détruit beaucoup d'hôpitaux.

Les phytothérapeutes sauvent les meubles

La crise sanitaire a donné l'occasion aux phytothérapeutes et aux adeptes de la phytothérapie africaine de faire valoir leurs talents. Face à la psychose créée par les médias occidentaux sur les cas de décès des personnes affectées par la Covid-19 en Europe, l'Italie et l'Espagne particulièrement, les citoyens Camerounais comme ceux de l'Afrique se sont questionnés sur les moyens endogènes d'auto-prise en charge, et ont questionné les gouvernants sur l'efficacité du système de gouvernance sanitaire du pays.

Les inquiétudes qui en découlaient ont été corroborées ou renforcées le 19 mars 2020 par le discours alarmiste de Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) : « Dans d'autres pays, nous avons vu comment la propagation du virus s'accélère après un certain seuil. Donc le meilleur conseil à donner à l'Afrique est de se préparer au pire et de se préparer dès aujourd'hui. » Cette déclaration a retenti comme une onde de choc dans l'opinion publique africaine. Les Camerounais se sont sentis mal partis, car le système sanitaire n'est pas aussi évolué que celui des pays où les morts par jour se comptaient en milliers. La recherche pharmaceutique, notamment la phytothérapie, n'est pas suffisamment évoluée du fait du

faible encadrement du secteur. Mais pourtant, c'est elle qui redonnera de l'espoir à toute la Nation.

Un phytothérapeute peu connu sous ce titre va annoncer avoir mis sur pied une composition qui soulage assez vite les personnes atteintes. Monseigneur Samuel Kléda, Archevêque de Douala, que beaucoup de Camerounais découvrent comme phytothérapeute, va être reçu par le Premier Ministre sur haute instruction du Chef de l'Etat. Une équipe de scientifiques du Ministère de la Santé Publique va recevoir quelques échantillons de son produit pour analyse. Enfin le prélat et phytothérapeute Samuel Kléda et d'autres phytothérapeutes ayant proposé des protocoles pour le traitement de la maladie vont être reçus par les parlementaires de l'Assemblée Nationale au cours de la séance plénière du 25 juin 2020, pour échanger sur la médecine traditionnelle et sa contribution dans la lutte contre la maladie à coronavirus.

Cette rencontre avec les élus de la Nation vient couronner toute une série de rencontres entre le plus célèbre des phytothérapeutes de la période corona au Cameroun et les hommes d'affaires qui lui apportent un soutien financier, les leaders de l'opposition politique, et particulièrement le MRC qui offre des tests au prélat. Ces audiences qui sont une grande première au Cameroun se présentent comme une sorte de reconnaissance officielle et unanime du travail impressionnant abattu par les phytothérapeutes. C'était également des occasions de plaider pour l'accompagnement permanent de ce corps de métier par l'Etat. Le protocole de Monseigneur Samuel Kléda va d'ailleurs connaître un succès qui va créer, pour un temps, une rupture de stock de ses remèdes à Yaoundé.

Si les informations relatives à la détresse des géants d'Europe et d'Amérique a mis à mal le sentiment de sécurité des populations du Cameroun, si la faiblesse voire la désuétude du plateau technique sanitaire du Cameroun et l'absence de moyens pour produire les médicaments constituaient une source d'insécurité pour le peuple, les potions médicales des phytothérapeutes et tradithérapeutes ont contribué à donner un regain d'espoir aux populations désarmées devant la virulence

de la Covid-19. Bien plus, les Camerounais ont compris qu'ils pouvaient trouver des solutions endogènes à un problème mondial pendant que les puissances tardaient à trouver une solution consensuelle. Le gouvernement a sollicité l'expertise locale, et on peut dire qu'il n'a pas été déçu (voir la capture du tweet du Ministre de la Santé Publique du 02.04.2020). En guise de retour d'ascenseur du Gouvernement, il reste désormais à valoriser et à créer un cadre légal garantissant l'exercice de la profession de phytothérapeute au Cameroun. De plus, nous pensons que, pour amortir le choc de la crise économique renforcée par cette crise sanitaire, le Gouvernement aurait gagné à investir dans la production des traitements locaux, car cela lui aurait permis d'économiser les devises envoyées en Chine pour l'achat des intrants nécessaires à la fabrication locale de la chloroquine, de l'hydroxycloquine et de l'azitromycine 500mg⁶.

Le coronavirus impose un scanner au système sanitaire

La crise sanitaire a contribué à mettre en lumière certaines défaillances du système de gouvernance de l'Etat du Cameroun. Avant que la crise sanitaire du coronavirus n'arrive, l'Etat faisait face à de gros défis sur le plan de la gestion de la crise économique. L'économie est largement informelle. La première défaillance à mentionner est la faible capacité de contrôle des flux financiers par l'Etat, ce qui limite la capacité de redistribution des richesses, bien qu'une redistribution soit loin d'être garantie. Cette défaillance se fait ressentir d'une manière ou d'une autre sur la production et les services sociaux. La gouvernance a longtemps montré des difficultés à anticiper certaines situations et à prévenir ou à éradiquer durablement de nombreuses crises mineures : les violences en milieu scolaire, les conflits fonciers ou de propriété, la fourniture en eau potable, le repli identitaire et la corruption ambiante.

6 <http://www.crtv.cm/2020/04/covid19-la-nouvelle-strategie-du-minsante/> consulté le 23/07/2020 à 17 heures.

L'une des défaillances majeures de la gestion de la crise sanitaire concerne la prise en charge médicale des personnes infectées. Pendant les quatre premières semaines de la pandémie au Cameroun, le premier fait marquant a été la désertion des hôpitaux par certains membres du personnel soignant, alors que les structures sanitaires sont confrontées à un ratio de personnel soignant faible par rapport aux malades. Cela ne s'est pas trop ressenti du fait de la désertion des hôpitaux par de nombreux patients, ce qui a fait baisser le niveau de fréquentation des hôpitaux, car l'une des informations les plus courantes sur la Covid-19 était la puissance de contamination et le risque élevé pour les personnes déjà affectées par d'autres maladies de succomber en raison de la faiblesse de leur système immunitaire.

Le confinement des personnes à risque ou susceptibles d'être infectées a, dans le premier mois, fait l'objet d'une gestion permissive. En effet, certaines personnes confinées dans des lieux comme des hôtels ont usé du trafic d'influence ou de la corruption pour traverser le cordon sécuritaire. Cette situation a été fatale pour un couple : un gradé de la police en effet est venu sortir son épouse du confinement, or celle-ci était contaminée et la maladie s'est compliquée à tel point qu'elle en est morte, son mari contaminé en est mort, le collègue de son mari aussi. La défaillance se situe au niveau du sens des responsabilités des forces de sécurité qui devaient veiller sur les centres de confinement. Le Gouvernement en laissant impuni ou en cautionnant implicitement la pratique de la corruption depuis des années se retrouve dans une situation bien embarrassante.

Les retours d'information sur la prise en charge dans les centres hospitaliers ont contribué à entretenir une peur dans l'opinion publique. Tout a commencé avec l'opérationnalité du numéro vert « 1510 ». Pendant les huit premières semaines de la crise au Cameroun, plusieurs plaintes concernant le numéro vert ont été déposées. Grosses difficultés pour avoir quelqu'un en ligne, et lorsque c'était le cas, après la description de son état par le patient, la promesse de venir réaliser le test à domicile n'était pas systématiquement tenue, et quand bien même vous

étiez déclaré malade, la prise en charge dans les hôpitaux publics laissait vraiment à désirer. Plusieurs patients se sont vu renvoyer des hôpitaux sous prétexte qu'il n'y avait pas de traitement ou de lits d'hospitalisation. De plus, la gratuité du traitement n'était pas appliquée dans les faits. C'est ainsi que beaucoup se sont lancés dans l'automédication. Finalement, la crise sanitaire est venue renforcer le sentiment de méfiance qu'avaient les populations vis-à-vis des hôpitaux au Cameroun. Un circuit de corruption s'est installé autour de la mort et du sort réservé aux corps des morts indépendamment de la maladie, ce qui a provoqué une confusion et poussé à des actes de violences sur le personnel du corps médical.

Au-delà de tout ce qui est reprochable au système sanitaire, le Gouvernement doit saisir cela comme une opportunité pour améliorer le service de santé publique au Cameroun. Face à l'impossibilité de voyager à l'étranger pour se faire soigner contre la Covid-19, les gouvernants ont réalisé que tous étaient contraints de se soigner dans les mêmes hôpitaux que le bas peuple. Les efforts et la bravoure du personnel soignant font entrevoir que, si les plateaux techniques et les conditions de travail sont améliorés, le service sera de bien meilleure qualité. Le Gouvernement se doit de saisir cette opportunité historique pour équiper les hôpitaux et améliorer les conditions du personnel, en partant de ce qu'il a commencé à faire : l'âge de départ à la retraite a été relevé pour le personnel médical.

Le Cameroun tire-t-il son épingle du jeu?

Après cinq mois, la crise sanitaire annoncée comme dévastatrice pour le Cameroun à cause de certaines tares qui minent le fonctionnement quotidien de l'Etat est à relativiser. Le nombre de victimes officielles déclarées au 23 juillet 2020 par le Ministère camerounais de la Santé Publique est de 16 708 cas confirmés dont 385 décès, soit 2,3% de taux de létalité. Le Gouvernement, en optant pour l'assouplissement des mesures six semaines après la décision de mesures fortes qui n'ont

presque pas été suivies, a contribué à la dédramatisation de la maladie.

Mais il semble bien que la résilience des populations a joué un rôle central. La phytothérapie est le grand sauveur du Cameroun dans cette crise. En effet, rien que le fait d'avoir à l'idée qu'il existe un traitement pour une pathologie comme le coronavirus constitue en soi une source de sécurité. Au demeurant, corruption, insuffisance logistique et absence de redevabilité, qui sont les faiblesses habituelles du Gouvernement, ont prévalu dans la gestion de la crise. Le Gouvernement n'a pas encore intégré la culture de rendre compte de son action en toute transparence, surtout en temps de crise. En même temps, il a su saisir les opportunités que présentaient la crise sanitaire et les reconfigurations imposées par le système international, pour tirer son épingle du jeu, notamment par rapport à la crise politique et au conflit dans les régions anglophones à l'angle Ouest du pays.

Bibliographie :

Hermann, C. F. (1972). « Some Issues in the Study of International Crisis », dans C. F. Hermann (dir.), *International Crises: Insights from Behavioral Research*, New York, Free Press, p. 3-17.

18^e Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afrique centrale et les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, S/2020/463, Nations unies, Conseil de Sécurité, 29 mai 2020.

Francis Andrianarison et Blaise Ehowe Nguem, *Effets socioéconomiques potentiels du COVID-19 au Cameroun : une évaluation sommaire*, PNUD, Mars 2020

Webographie :

<https://www.un.org/press/fr/secret%C3%A9taire-g%C3%A9n%C3%A9ral>



Introduction • Peser les vies : De l'économie et du vivant • Appropriation locale des processus de paix dans les pays africains à l'époque de Covid-19 • « Les pays du Nord ne connaissent pas l'Afri-que » • Promouvoir les approches communautaires contre la Covid-19 dans les bidonvilles et les campements informels des villes africaines • Effets à long terme de la Covid-19 et leur incidences sur la construction de la paix • Covid-19 : La résilience des populations africaines • Les partenaires sierra-léonais et libériens et leur expérience de la pandémie • Pandémie de Covid-19 : obstacles et opportuni-

tés pour la préservation de l'environnement • Changer, s'adapter, sensibiliser • Essai sur les rumeurs concernant le coronavirus et leurs conséquences • La difficulté d'informer en période de pandémie • La riposte contre la Covid-19 et son incidence sur le travail de paix • La situation et le travail du RIO pendant la pandémie • La Covid-19 dans un climat de conflits intercommunautaires dans la province du Sud-Kivu, en République Démocratique du Congo • La Covid-19 et le journalisme pour la paix au Cameroun : un parcours d'obstacles • Construire la paix en période de pandémie de Covid-19 @Cameroun • Covid-19 : De la